mission inclusion

Revue de presse
16 au 30 avril 2021

Table des matières

Mission inclusion 5

Mission inclusion invite les citoyens à pédaler 6

Le Journal Outremont – 2021-04-26 6

L'Afrique, une terre d'inégalités foncières 7

Le Devoir – 2021-04-17 – p. C19 7

Nouvelles du web – 2021-04-16 7

Champs d'action au Québec 9

Le budget fédéral doit répondre aux besoins criants en logements sociaux 10

Le Soleil – 2021-04-16 10

Dix choses à retenir du budget fédéral 2021 12

Le Journal de Montréal – 2021-04-19 12

Une taxe pour freiner le marché immobilier 16

Le Devoir – 2021-04-20 – p. A3 16

Un budget social pour relancer l'économie 18

Le Devoir – 2021-04-20 – p. A1, A4 18

Logements pour aînés vulnérables 21

Hochelaga-Maisonneuve – 2021-04-20 – p. 1 21

Un 5e mois de croissance pour la construction neuve au Québec 23

Le Soleil – 2021-04-20 23

Pas de pause pour les plus démunis 25

L'Action – 2021-04-21 25

Agriculture urbaine : de grandes ambitions dans MHM 27

Métro – 2021-04-22 27

La crise du logement affecte également la région 30

Le Courrier du Sud – 2021-04-23 30

Le RCLALQ réclame un contrôle accru des loyers au Québec 32

Métro – 2021-04-24 32

Hausse des prix des logements : « nos loyers explosent, Laforest fais quelque chose! » 34

La Tribune – 2021-04-24 34

Le Droit – 2021-04-24 34

La Voix de l'Est – 2021-04-24 34

Le Quotidien – 2021-04-24 34

Un campement de fortune inquiète des résidents du Plateau-Mont-Royal 37

Le Devoir – 2021-04-26 37

PRÈS DE 200 LOGEMENTS GRÂCE À UN PRÊT DE 66,3 M$ 39

Courrier Laval – 2021-04-26 – p. 13 39

Crise du logement à Rimouski : une pétition est lancée **41**
L'Avantage Votre Journal – 2021-04-26 41
Banques alimentaires Près d'un nouvel usager sur deux en situation d'insécurité alimentaire grave **42**
La Presse - Jean-Benoit Legault - 2021-04-27 42
Un sondage pour tracer un portrait des besoins en logement **44**
Nord Info – 2021-04-27 44
CODERRE PRÔNE L'IMPLANTATION DE MAISONS DE CHAMBRES **46**
La Presse + – 2021-04-28 - p. ACTUALITÉS_13 46
Le difficile enjeu des campements **48**
La Presse + – 2021-04-28 - p. ACTUALITÉS_15 48
Les campements doivent être « temporaires », soutient Coderre **52**
Le Devoir – 2021-04-28 – p. A5 52
MSN – 2021-04-28 52
François Legault sous-estime la moyenne des loyers offerts à Montréal **55**
Le Devoir – 2021-04-28 55
18 $ l'heure pour s'en sortir **57**
La Tribune – 2021-04-28 57
Le Droit – 2021-04-28 57
375000$ pour des organismes communautaires **60**
Le Plateau Mont-Royal – 2021-04-28 – p. 3 60
Un organisme familial bien implanté **61**
Côte-des-Neiges – 2021-04-28 – p. 1, 4 61
Des frigos publics pour vaincre l'insécurité alimentaire **63**
Le Journal de Montréal – 2021-04-28 63
TVA Nouvelles – 20201-04-28 63
Legault assure qu'il est « très connecté sur la réalité » **65**
La Presse + – 2021-04-30 – p. ACTUALITÉS_9_1 65
Une question de classe **68**
La Presse + – 2021-04-30 – p. ACTUALITÉS_1, ACTUALITÉS_11 68
Les loyers à Montréal : de la « folie », déplorent des intervenants **72**
Radio-Canada – 2021-04-30 72

Champs d'action à l'international 75

Renforcement de la stabilité : La France fait un don de plus de 13 millions d'euros au Burkina Faso **76**
Burkina 24 – 2021-04-16 76
Risque de "catastrophe alimentaire" en Afrique de l'Ouest et centrale (PAM) **77**
Africa Radio – 2021-04-16 77
Une relance économique mondiale à deux vitesses **78**
Le Monde – 2021-04-27 – p. 28 78
Éthiopie Des soldats érythréens pillent l'aide alimentaire au Tigré **81**
La Presse – 2021-04-27 81

Burkina Faso : La lutte contre les violences basées sur le genre au cœur d'un atelier 83
Burkina 24 – 2021-04-27 83
Enfants talibés au Burkina Faso : Un forum régional sur la problématique 84
Burkina 24 – 2021-04-29 84
Tigré : risque de famine après six mois de guerre 86
lematin.ch – 2021-04-30 86
ONU : les besoins humanitaires dans la région éthiopienne du Tigré ne sont pas remplis 89
China.org – 2021-04-30 89
Les dirigeants africains renouvellent leur engagement à éradiquer la faim et la malnutrition sur le continent 90
China.org – 2021-04-30 90

Actualité à surveiller 92
Rien à signaler 93

Mission inclusion

Mission inclusion invite les citoyens à pédaler
Le Journal Outremont – 2021-04-26

http://journaloutremont.com/nouvelles/vie-communautaire/mission-inclusion-invite-les-citoyens-a-pedaler

Mission inclusion, le nouveau nom de l'Oeuvre Léger invite tous les citoyennes et les citoyens à pédaler à Montréal et notamment dans l'arrondissement d'Outremont, où la Fondation réside. Du 1er juin au 31 août 2021, chaque cycliste cumulera des fonds permettant de venir en aide aux familles vulnérables au Québec grandement fragilisés par la crise sanitaire.

« C'est un réel défi de participer à des actions solidaires qui soutiendront les plus vulnérables et marginalisées de notre monde. Je suis très attachée aux valeurs de l'inclusion et de l'équité, alors, si je peux continuer à servir ma communauté en m'impliquant avec toute l'équipe de Mission inclusion, je suis comblée », indique Isabelle, la directrice des communications et du développement de Mission inclusion.

En juin prochain, Isabelle relèvera le défi sportif Pédalons pour l'inclusion afin de cumuler des fonds pour aider les personnes les plus vulnérables.

Vous aussi, vous voulez soutenir les familles les plus vulnérables au Québec et pédaler avec vos proches ? Alors, inscrivez-vous au défi sportif Pédalons pour l'inclusion ou soutenez une équipe déjà constituée ! Vous amasserez des fonds pour les enfants et leur famille qui ont été fragilisés par la crise de la COVID-19.

Pédalons pour l'inclusion
Depuis 2014, le défi cycliste Pédalons pour l'inclusion est une activité bénéfice appréciée des sportifs de tous niveaux. Cette année, en raison de la pandémie, nous vous offrons une formule hybride ! Du 1er juin au 31 août 2021, faites des sorties réelles et/ou virtuelles pour cumuler des fonds qui aideront les familles vulnérables au Québec, fragilisées par la crise sanitaire. Une occasion unique de réaliser une activité sportive tout en soutenant une cause sociale!

À propos de Mission inclusion
Forte de 70 ans d'expérience, Mission inclusion poursuit le rêve du Cardinal Léger d'un monde juste et digne où personne n'est laissé pour compte. En accompagnant étroitement les organismes communautaires au Québec et dans le monde, Mission inclusion veille à répondre aux besoins primaires des personnes les plus vulnérables et marginalisées de la société. Mission inclusion croit en la solidarité et en la générosité de chacun pour une société inclusive où chacun trouve sa place.

Retour à la table des matières

L'Afrique, une terre d'inégalités foncières
Le Devoir – 2021-04-17 – p. C19
Nouvelles du web – 2021-04-16

Par : Sophie Ginoux

https://www.ledevoir.com/monde/afrique/598793/l-afrique-une-terre-d-inegalites-foncieres

https://www.nouvellesduweb.com/international/lafrique-une-terre-dinegalites-foncieres/

À gauche : un sol endommagé par les inondations et les périodes de sécheresse au Burkina Faso
MISSION INCLUSION

Ci-dessus : Aguiratou Ouedraogo, une agricultrice du Burkina Faso, arrose ses cultures maraîchères, qui serviront notamment à nourrir ses sept enfants.
SAMUEL TURPIN/MEDIA ACTIVE FOR CHANGE

L'Afrique, une terre d'inégalités foncières

Essentielle à la survie de la majorité de ses habitants, la terre africaine est devenue l'épicentre d'enjeux politiques, économiques, climatiques et culturels qui s'ajoutent aux inégalités déjà inhérentes à ce continent. Alors, comment soutenir les premières victimes de ce chaos, à savoir les petits agriculteurs et agricultrices, et leur redonner le contrôle de leur sol ?

SOPHIE GINOUX
Collaboration spéciale

En Afrique, de 70 à 75 % de la population vit encore de l'agriculture et de l'élevage. Au cours des 30 dernières années, selon le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique), ce continent a vu sa production agricole tripler. Mais c'est aussi à cet endroit que l'insécurité alimentaire est la plus criante, puisqu'un Africain sur quatre souffre de malnutrition, surtout en zone rurale.

Plusieurs raisons d'ordre géographique, climatique et structurel peuvent expliquer en partie cette situation. La distribution inégale des richesses naturelles, la petite superficie des exploitations agricoles (80 % d'entre elles font moins de 2 hectares), ainsi que des moyens de production inadaptés contribuent à la paupérisation. Mais elles ne sont pas les seules, comme en témoigne Kone Massa, un militant malien engagé dans la lutte contre l'accaparement des terres, un phénomène qui a jusqu'à aujourd'hui privé les paysans africains de plus de 20 millions d'hectares, l'équivalent des surfaces arables de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe réunis.

Ma terre, mon identité

Pour Kone Masse comme pour bien d'autres Africains, la terre n'est pas seulement associée à l'agriculture. « Nous venons de tribus liées intrinsèquement à une terre qui autrefois était un bien commun sans titres fonciers, amenés par la colonisation. » L'affranchissement des États africains et le multipartisme n'ont cependant pas redonné le pouvoir aux petits agriculteurs. Des gouvernements corrompus délivrent des permis d'exploration et d'exploitation à de grandes compagnies utilisant des sociétés-écrans, afin de s'emparer des meilleures terres arables et riches en minerais du pays.

« C'est le nouveau Far West, accuse M. Masse. Les études de faisabilité se réduisent à la vente d'arpenteurs, à la manipulation de quelques personnes du village et au versement de dessous de table aux fonctionnaires. Et avant que les agriculteurs aient réalisé ce qui se passe, les investisseurs brandissent un document officiel, les chassent de chez eux avec l'appui de l'armée, et détruisent leurs fermes à coups de bulldozer. »

Humiliés et dépourvus de leur seul bien, des paysans africains sont tentés par les mouvements djihadistes, qui nourrissent malheureusement le chaos que vivent déjà les agriculteurs. Toutefois, avec le soutien d'Oxfam, des mouvements comme celui de Convergence malienne contre les accaparements des terres (CMAT), dont Kone Masse est le porte-parole, œuvrent sur plusieurs plans. Ils relogent les paysans expulsés, leur achètent des lopins de terre dans des zones épargnées. Et parallèlement, ils font pression sur le gouvernement pour reconquérir leurs terres. « Au Mali, nous disposons depuis 2019 d'une politique foncière et de commissions foncières locales qui permettent aux petits agriculteurs d'obtenir un document de propriété officielle. Mais les pratiques frauduleuses se poursuivent et notre lutte est loin d'être terminée », explique-t-il.

Changer de modèle

La menace qui pèse sur les paysans africains ne provient pas que de l'extérieur, estime pour sa part Nicolas Montibert, conseiller principal environnement et système alimentaire de l'organisme Mission inclusion, actif au Burkina Faso : « Sans accès à l'eau, à des outils, à de la formation et au crédit, les petits agriculteurs sont incapables de conserver ou de transformer leur production ni de s'assurer un revenu pendant les périodes de soudure. »

Selon l'expert, il faut donc changer le modèle d'agriculture africaine, en y intégrant des principes de la *smart agriculture* comme la multiculture, la rotation des parcelles, l'utilisation de biopesticides et la production de biogaz à partir du fumier des animaux.

Grâce à ses partenaires sur le terrain, Mission inclusion lutte également contre un autre fléau, celui de la discrimination genrée bien ancrée dans les coutumes : « Les femmes n'ont pas assez accès aux terres, alors qu'elles sont souvent le réel pilier de leur famille, dit M. Montibert. Il faut donc les appuyer, soutenir l'entrepreneuriat agricole féminin et travailler de concert avec les autorités locales, civiles comme religieuses, à l'émergence d'une masculinité positive. » Des changements endogènes qui aideront peut-être l'Afrique à changer de paradigme.

« Nous venons de tribus liées intrinsèquement à une terre qui autrefois était un bien commun sans titres fonciers, amenés par la colonisation »

Essentielle à la survie de la majorité de ses habitants, la terre africaine est devenue l'épicentre d'enjeux politiques, économiques, climatiques et culturels qui s'ajoutent aux inégalités déjà inhérentes à ce continent. Alors, comment soutenir les premières victimes de ce chaos, à savoir les petits agriculteurs et agricultrices, et leur redonner le contrôle de leur sol ? En Afrique, de 70 à 75 % de la population vit encore de l'agriculture et de l'élevage. Au cours des 30 dernières années, selon le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique), ce continent a vu sa production agricole tripler. Mais c'est aussi à cet endroit que l'insécurité alimentaire est la plus criante, puisqu'un Africain sur quatre souffre de malnutrition, surtout en zone rurale.

Plusieurs raisons d'ordre géographique, climatique et structurel peuvent expliquer en partie cette situation. La distribution inégale des richesses naturelles, la petite superficie des exploitations agricoles (80 % d'entre elles font moins de 2 hectares), ainsi que des moyens de production inadaptés contribuent à la paupérisation. Mais elles ne sont pas les seules, comme en témoigne Kone Massa, un militant malien engagé dans la lutte contre l'accaparement des terres, un phénomène qui a jusqu'à aujourd'hui privé les paysans africains de plus de 20 millions d'hectares, l'équivalent des surfaces arables de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe réunis.

Ma terre, mon identité Pour Kone Masse comme pour bien d'autres Africains, la terre n'est pas seulement associée à l'agriculture. «Nous venons de tribus liées intrinsèquement à une terre qui autrefois était un bien commun sans titres fonciers, amenés par la colonisation.»L'affranchissement des États africains et le multipartisme n'ont cependant pas redonné le pouvoir aux petits agriculteurs. Des gouvernements corrompus délivrent des permis d'exploration et d'exploitation à de grandes compagnies utilisant des sociétés-écrans, afin de s'emparer des meilleures terres arables et riches en minerais du pays. «C'est le nouveau Far West, accuse M. Masse. Les études de faisabilité se réduisent à la venue d'arpenteurs, à la manipulation de quelques personnes du village et au versement de dessous de table aux fonctionnaires. Et avant que les agriculteurs aient réalisé ce qui se passe, les investisseurs brandissent un document officiel, les chassent de chez eux avec l'appui de l'armée, et détruisent leurs fermes à coups de bulldozer.»Humiliés et dépourvus de leur seul bien, des paysans africains sont tentés par les mouvements djihadistes, qui nourrissent malheureusement le chaos que vivent déjà les agriculteurs. Toutefois, avec le soutien d'Oxfam, des mouvements comme celui de Convergence malienne contre les accaparements des terres (CMAT), dont Kone Masse est le porte-parole, oeuvrent sur plusieurs plans. Ils relogent les paysans expulsés, leur achètent des lopins de terre dans des zones épargnées. Et parallèlement, ils font pression sur le gouvernement pour reconquérir leurs terres. «Au Mali, nous disposons depuis 2019 d'une politique foncière et de commissions foncières locales qui permettent aux petits agriculteurs d'obtenir un document de propriété officielle. Mais les pratiques frauduleuses se poursuivent et notre lutte est loin d'être terminée», explique-t-il.

Changer de modèle La menace qui pèse sur les paysans africains ne provient pas que de l'extérieur, estime pour sa part Nicolas Montibert, conseiller principal environnement et système alimentaire de l'organisme Mission inclusion, actif au Burkina Faso:«Sans accès à l'eau, à des outils, à de la formation et au crédit, les petits agriculteurs sont incapables de conserver ou de transformer leur production ni de s'assurer un revenu pendant les périodes de soudure.»Selon l'expert, il faut donc changer le modèle d agriculture africaine, en y intégrant des principes de la smart agriculture comme la multiculture, la rotation des parcelles, l'utilisation de biopesticides et la production de biogaz à partir du fumier des animaux. Grâce à ses partenaires sur le terrain, Mission inclusion lutte également contre un autre fléau, celui de la discrimination genrée bien ancrée dans les coutumes:«Les femmes n'ont pas assez accès aux terres, alors qu'elles sont souvent le réel pilier de leur famille, dit M. Montibert. Il faut donc les appuyer, soutenir l'entrepreneuriat agricole féminin et travailler de concert avec les autorités locales, civiles comme religieuses, à l'émergence d'une masculinité positive.»Des changements endogènes qui aideront peut-être l'Afrique à changer de paradigme.

«Nous venons de tribus liées intrinsèquement à une terre qui autrefois était un bien commun sans titres fonciers, amenés par la colonisation»

Retour à la table des matières

Champs d’action au Québec

Le budget fédéral doit répondre aux besoins criants en logements sociaux
Le Soleil – 2021-04-16

Par : Véronique Laflamme (FRAPRU)

https://www.lesoleil.com/opinions/point-de-vue/le-budget-federal-doit-repondre-aux-besoins-criants-en-logements-sociaux-2c16d9545afb4130be124b392d850d8b

POINT DE VUE / Au moment où les locataires de la plupart des municipalités québécoises de plus de 10 000 habitantes et habitants font face à une pénurie de logements locatifs, entraînant une explosion du coût des loyers disponibles, la pandémie a mis en lumière les conséquences dramatiques du mal-logement qui accable les centaines de milliers de locataires qui vivent dans des logements surpeuplés, insalubres ou déjà trop chers.

Malgré l'indignation suscitée par ces situations intolérables lorsqu'elles font les manchettes, comme cela a été le cas dans les derniers mois, les solutions apportées par les gouvernements sont largement insuffisantes et ce, autant du côté de Québec que d'Ottawa. Si le gouvernement Trudeau veut réellement que son budget du 19 avril soit le vecteur d'une relance juste en contribuant à renforcer le filet social, dont l'effritement est notamment dû au retrait fédéral du secteur du logement social en 1994, il doit prévoir des sommes supplémentaires dans ce domaine.

En novembre 2017, le gouvernement de Justin Trudeau déposait la première Stratégie fédérale sur le logement de l'histoire du Canada. Il faut l'admettre, le fédéral a enfin recommencé à s'occuper de logement, mais mal.

Ladite stratégie se disperse dans une multitude de mesures qui ont pour but d'encourager et de développer des logements dits «abordables» qui ne le sont pas pour les ménages locataires qui en ont le plus besoin. De plus, elles passent le plus souvent par le marché privé, pourtant principal artisan du mal-logement. Seule la récente Initiative pour la création rapide de logement (ICRL), annoncée en septembre 2020 pour répondre aux besoins des personnes en situation de vulnérabilité, vise plus juste, comme en témoigne sa popularité un peu partout au Québec où de nombreux projets ont été déposés (et refusés). Elle pourrait, si elle était améliorée et dotée de suppléments au loyer financés directement par le fédéral, contribuer à atteindre l'objectif ambitieux formulé par la stratégie fédérale, soit «que tous les Canadiens aient accès à un logement abordable qui répond à leurs besoins».

Le gouvernement Trudeau fait miroiter les sommes énormes qui seront consacrées sur dix ans à sa Stratégie sur le logement et qu'il chiffre à environ 70 milliards$ à la fin de 2020. Il ne précise toutefois pas que ces sommes incluent les contributions des provinces, des territoires, des municipalités, des organismes communautaires et des investisseurs privés et qu'elles sont très largement composées de prêts (34,5 milliards$). Un rapport du Directeur parlementaire du budget sur les dépenses fédérales de programme consacrées à l'abordabilité du logement présenté en juin 2019 confirme qu'outre les fonds consacrés à la lutte à l'itinérance, les investissements fédéraux dans le logement ne sont pas plus importants que dans les années précédentes, puisqu'ils sont pour l'essentiel financés à même les économies réalisées avec la fin des ententes de financement à long terme de logements sociaux signées par le passé.

Malgré les prétentions du gouvernement libéral, les sommes qu'Ottawa consacre à ses multiples programmes et initiatives d'aide au logement demeurent nettement insuffisantes et

mal utilisées, vu l'ampleur des besoins. Un exemple en est la faiblesse des sommes de l'Entente Québec-Canada sur le logement signée cet automne pouvant servir à de nouveaux logements sociaux. Les 272 millions$ sur dix ans accordés pour les «priorités du Québec» pourront tout au plus permettre la réalisation totale de 2800 à 4000 unités en une décennie, ce qui représente une goutte d'eau dans l'océan des besoins en logement.

Au Québec seulement, avant la pénurie actuelle et la récente flambée des loyers, 457 340 ménages locataires consacraient lors du recensement de 2016 plus de la norme de 30% de leur revenu pour se loger, dont 195 635 très précaires, y consacrant plus de 50%. Des centaines de milliers de personnes vivent des conditions d'habitation nuisant à leur sécurité, leur santé physique et mentale et la pleine jouissance de leurs droits. Les conséquences sont particulièrement dramatiques pour les femmes victimes de violences, les enfants, les Autochtones, les personnes en situation d'itinérance, les personnes en situation de handicap, les familles vivant dans des logements surpeuplés ou insalubres et plusieurs autres. Or, ces problèmes sont exacerbés pendant un confinement comme celui que nous vivons.

Les centaines de milliers de personnes mal logées et vivant dans les campements installés d'un bout à l'autre du Canada n'ont pas le luxe d'attendre dix ans pour un logement décent. C'est maintenant qu'elles doivent se priver de manger, couper dans le chauffage, l'habillement de leurs enfants, qu'elles sont chassées de leurs milieux de vie ou qu'elles se retrouvent à la rue.

La volonté exprimée par le gouvernement Trudeau de lutter contre les inégalités sociales exposées par la crise sanitaire actuelle doit se traduire par des investissements supplémentaires dans le logement social, le seul qui n'alimente pas la spéculation immobilière et met les ménages occupants à l'abri des reprises de possession ou des réno-évictions frauduleuses. Ainsi, le budget du 19 avril pourrait prolonger, améliorer et bonifier l'Initiative de création rapide de logements, comme le demande la Fédération canadienne des municipalités. Les logements ainsi créés sont les seuls que le fédéral réserve explicitement au secteur hors marché privé. Ils ne peuvent cependant pas répondre à tous les besoins, cette initiative s'adressant aux personnes en situation d'itinérance ou de grande vulnérabilité. Il faut donc ajouter des investissements réservés au logement social, en transférant des sommes beaucoup plus significatives que présentement aux provinces et aux territoires, ce qui, dans le cas du Québec, permettrait d'augmenter considérablement le nombre de logements prévus avec son programme AccèsLogis.

Si la Stratégie sur le logement du gouvernement Trudeau a largement raté la cible, il n'est pas trop tard pour faire mieux et contribuer de façon significative aux efforts urgents pour contrer la crise du logement. Le budget du 19 avril doit redresser la barre.

Retour à la table des matières

Dix choses à retenir du budget fédéral 2021
Le Journal de Montréal – 2021-04-19

Par : Raphaël Pirro et Sarah Daoust-Braun

https://www.journaldemontreal.com/2021/04/19/10-choses-a-retenir-du-budget-federal-2021-1

1) Création d'un réseau national de garderies

L'une des mesures phares du budget 2021-2022 est la création d'un réseau national de garderie qui s'inspire de celui du Québec. Au total, 30 G$ en nouveaux investissements seront accordés au cours des cinq prochaines années, puis 8,3 G$ par année par la suite. Ottawa vise à réduire de 50% les frais de garde préscolaires d'ici 2022, et souhaite que ces frais coûtent en moyenne 10$ par jour d'ici 2026, hors du Québec. Une part de ce montant sera aussi réservée pour la province, mais les détails restent à être précisés. Le gouvernement Trudeau suggère également de mettre en place un «accord asymétrique» avec le Québec afin de l'aider à améliorer son réseau déjà en place.

2) Près de 18 G$ pour la relance verte

Ottawa injectera 17,6 G$ sur six ans pour la relance verte. Le gouvernement Trudeau vise entre autres à réduire de 36% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2005 d'ici 2030, et à protéger d'ici 2025 25% des terres et des mers canadiennes. Une variété de mesures sont énumérées, dont un investissement de 319 M$ sur sept ans dans les technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone. Le fédéral propose également de réduire de 50% «le taux d'imposition général des sociétés et des petites entreprises qui fabriquent des technologies à zéro émission». Cette initiative, qui diminuera les recettes de 45 M$ sur cinq ans, vise par exemple la fabrication d'éoliennes, de véhicules électriques et de bornes de recharge.

3) Une taxe «de luxe», une autre sur le tabac

Afin d'aider à financer son budget aux dépenses historiques, le gouvernement veut puiser de l'argent chez les Canadiens les plus fortunés en ajoutant dès 2022 une taxe sur les produits de luxe, comme les voitures neuves de plus de 100 000$, les aéronefs de plus de 100 000$ et les bateaux de plus de 250 000$. Ottawa évalue les recettes de cette «taxe de luxe» à 604 M$ sur cinq ans. Le gouvernement augmentera aussi la taxe sur les cigarettes, qui entrera en vigueur dès mardi, et fera de même pour les produits du vapotage dès 2022. La taxe élèvera de 4$ le montant prélevé sur les cartouches de 200 cigarettes, par exemple. Au-delà des revenus supplémentaires, Ottawa veut réduire la proportion de fumeurs au pays sous la barre des 5%.

Écoutez la chronique économique d'Yves Daoust, directeur de la section Argent du Journal de Montréal, sur QUB radio:

4) Davantage d'aide pour les aînés

Les pensionnés de la Sécurité de la vieillesse qui auront 75 ans ou plus en juillet 2022 recevront un paiement unique de 500$ en août prochain. Le budget propose ensuite d'augmenter les paiements réguliers de 10% pour cette même tranche d'âge à compter de 2022, ce qui toucherait 3,3 millions d'aînés. Selon Ottawa, ces deux mesures à elles seules représenteraient 12 G$ sur cinq ans. Une enveloppe de 90 M$ sur trois ans visera à lancer une

initiative pour «vieillir dans la dignité à la maison». L'aide irait à des organismes communautaires qui fournissent de l'aide pour aider les personnes âgées à faible revenu pour préparer leurs repas, faire de l'entretien ménager, l'épicerie, et toutes sortes de tâches quotidiennes.

5) Diverses aides pour le logement

Une panoplie de mesures liées aux logements figurent dans le budget, dont un financement de 2,5 G$ sur sept ans à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, dont une grande partie ira à la construction d'un «minimum» de 4500 unités. Le quart de celles-ci sera destiné à des projets pour les femmes. Une portion de 315,4 M$ servira aussi à aider les femmes à faible revenu fuyant la violence à payer leur loyer. En contrepartie, le gouvernement Trudeau serre la vis et imposera à partir du 1er janvier 2022 une taxe annuelle de 1% aux propriétaires non-résidents et non-Canadiens sur leurs biens immobiliers résidentiels vacants ou sous-utilisés.

6) Prestations assurance-maladie de 15 à 26 semaines

Le gouvernement fédéral fait presque doubler la période maximale de couverture des prestations de maladie de l'assurance-emploi, qui passe de 15 semaines à 26 semaines. Ce prolongement, qui devrait prendre effet à l'été 2022, devrait coûter 3 G$ aux contribuables sur une période de cinq ans, et 966,9 M$ chaque année par la suite. Cette extension fournirait une aide à environ 169 000 travailleurs annuellement. Ces sommes viennent en aide aux personnes dont la blessure ou la maladie ne leur permet pas de reprendre le travail. Ottawa propose aussi de modifier la Loi sur l'assurance-emploi et le Code canadien du travail pour aider les travailleurs des industries sous réglementation fédérale à garder leur emploi lorsqu'ils touchent à l'assurance-emploi.

7) Un déficit de 155 G$

La pandémie de COVID-19 aura de nouveau un grand effet sur les finances du gouvernement Trudeau. Après avoir vu son déficit atteindre 354,2 G$ l'année dernière, le Canada sera encore dans le rouge cette année et projette cette fois un solde budgétaire négatif de 154,7 G$. Celui-ci devrait diminuer au cours des années suivantes et atteindre 30,7 G$ en 2025-2026. La dette fédérale continue toutefois de se creuser. Elle devrait grimper à 1233 G$ cette année, représentant 51,2% du PIB, et s'élever à 1411 G$ d'ici quatre ans. Pour assurer la relance, Ottawa prévoit d'ailleurs dans son budget 101,4 G$ en nouvelles mesures au cours des trois prochaines années, dont 49,3 G$ en investissements prévus cette année.

8) Argent aux minorités et lutte contre le racisme

Plusieurs mesures inscrites au budget visent à contrer le racisme, alors que sont également prévus des investissements pour soutenir les minorités visibles. Le gouvernement promet notamment un financement de 200 M$ à un Fonds de dotation philanthropique dirigé par des Noirs et destiné aux jeunes Noirs, ainsi qu'un 100 M$ supplémentaire pour les projets communautaires des communautés d'ascendance africaine. Une somme de 11 M$ ira aux organismes communautaires qui luttent contre le racisme. Puis, le gouvernement a annoncé plus de 18 G$ qui serviront à appuyer les communautés autochtones au niveau des soins de santé et de santé mentale, des infrastructures, de l'éducation et des entreprises communautaires.

9) Aide aux entreprises, prolongation des mesures d'aide

Le gouvernement entend poursuivre les grandes dépenses pour relancer l'économie. Plusieurs propositions incluses dans le budget le démontrent, à commencer par une nouvelle extension de la Subvention salariale d'urgence du Canada: alors qu'elle avait déjà été repoussée jusqu'à juin 2021, Ottawa propose de l'étendre cette fois à septembre. Les taux de la subvention seraient toutefois réduits progressivement à partir de juillet, «à mesure que les vaccinations sont administrées et que l'économie se remet en marche». Idem pour la Subvention d'urgence pour le loyer et de la mesure de soutien en cas de confinement, qui seront aussi étendues jusqu'au mois de septembre, avec une baisse progressive prévue à partir de juillet. Ensemble, ces extensions coûteront au bas mot 12 G$.

10) Lutte à la violence fondée sur le genre

La pandémie ayant révélé la profondeur du problème de la violence conjugale et familiale, le gouvernement propose un investissement de 200 M$ destiné au ministère des Femmes et de l'Égalité des genres pour soutenir des organismes communautaires qui œuvrent dans la lutte à la violence fondée sur le genre. Des millions sont aussi destinés à augmenter les services des lignes d'urgence en cas de crise, à l'accumulation de données sur les problèmes liés au genre, et à la création d'un programme de conseils juridiques gratuits aux victimes d'agressions sexuelles. De plus, 28,4 M$ iront à la protection des enfants et des familles pendant le divorce ou la séparation des parents, et 50 M$ à l'Agence de la santé publique pour des plans d'interventions dans des familles violentes.

Écoutez la chronique de Caroline St-Hilaire à l'émission de Pierre Nantel sur QUB radio:

D'AUTRES MESURES AUSSI ANNONCÉES
35 M$ sur cinq ans pour investir dans la recherche et pour élaborer un cadre national sur le diabète.

Intention de mettre en place un salaire minimum fédéral de 15$ par heure.

101 M$ sur deux ans à partir de 2022-2023 pour appuyer le secteur vinicole canadien.

392 M$ sur trois ans pour diverses initiatives faisant la promotion des langues officielles.

300 M$ pour convertir des espaces de bureaux ou des commerces des centres-villes vacants en raison de la pandémie en 800 logements.

236 M$ sur cinq ans puis 33,5 M$ par an pour lutter contre les inconduites sexuelles et la violence fondées sur le genre au sein de l'armée canadienne.

DÉFICIT PRÉVU
- 2020-2021: 354,2 G$
- 2021-2022: 154,7 G$
- 2022-2023: 59,7 G$
- 2023-2024: 51 G$
- 2024-2025: 35,8 G$
- 2025-2026: 30,7 G$

Dépenses
- 2021-2022: 509,8 G$

Revenus
- 2021-2022: 355,1 G$

Dette fédérale
- 2021-2022: 1233,8 G$

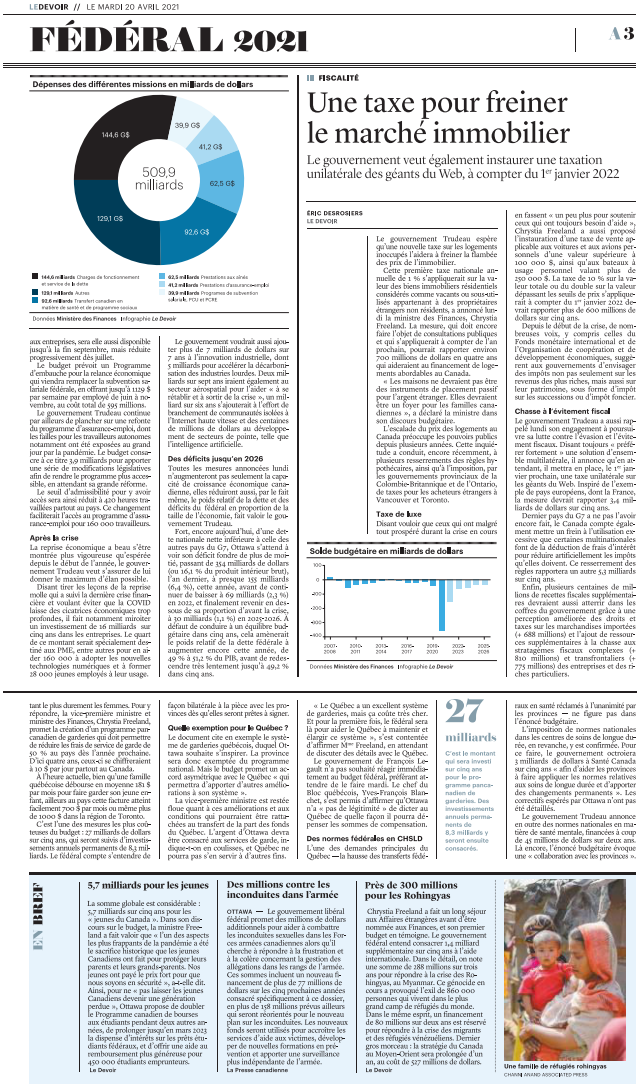
Retour à la table des matières

Une taxe pour freiner le marché immobilier

Le Devoir – 2021-04-20 – p. A3

Par : Éric Desrosiers

https://www.ledevoir.com/economie/599143/fiscalite-une-taxe-pour-freiner-le-marche-immobilier



LE DEVOIR // LE MARDI 20 AVRIL 2021

FÉDÉRAL 2021 | A 3

Dépenses des différentes missions en milliards de dollars

Données Ministère des Finances Infographie Le Devoir

FISCALITÉ

Une taxe pour freiner le marché immobilier

Le gouvernement veut également instaurer une taxation unilatérale des géants du Web, à compter du 1er janvier 2022

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Le gouvernement Trudeau espère qu'une nouvelle taxe sur les logements inoccupés l'aidera à freiner la flambée des prix de l'immobilier.

Cette première taxe nationale annuelle de 1 % s'appliquerait sur la valeur des biens immobiliers résidentiels considérés comme vacants ou sous-utilisés appartenant à des propriétaires étrangers non résidents, a annoncé lundi la ministre des Finances, Chrystia Freeland. La mesure, qui doit encore faire l'objet de consultations publiques et qui s'appliquerait à compter de l'an prochain, pourrait rapporter environ 700 millions de dollars en quatre ans qui aideraient au financement de logements abordables au Canada.

« Les maisons ne devraient pas être des instruments de placement passif pour l'argent étranger. Elles devraient être un foyer pour les familles canadiennes », a déclaré la ministre dans son discours budgétaire.

L'escalade du prix des logements au Canada préoccupe les pouvoirs publics depuis plusieurs années. Cette inquiétude a conduit, encore récemment, à plusieurs resserrements des règles hypothécaires, ainsi qu'à l'imposition, par les gouvernements provinciaux de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, de taxes pour les acheteurs étrangers à Vancouver et Toronto.

Taxe de luxe

Disant vouloir que ceux qui ont malgré tout prospéré durant la crise en fassent « un peu plus pour soutenir ceux qui ont toujours besoin d'aide », Chrystia Freeland a aussi proposé l'instauration d'une taxe de vente applicable aux voitures et aux avions personnels d'une valeur supérieure à 100 000 $, ainsi qu'aux bateaux à usage personnel valant plus de 250 000 $. La taxe de 10 % sur la valeur totale ou du double sur la valeur dépassant les seuils de prix s'appliquerait à compter du 1er janvier 2022 devrait rapporter plus de 600 millions de dollars sur cinq ans.

Depuis le début de la crise, de nombreuses voix, y compris celles du Fonds monétaire international et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, suggèrent aux gouvernements d'envisager des impôts non pas seulement sur les revenus des plus riches, mais aussi sur leur patrimoine, sous forme d'impôt sur les successions ou d'impôt foncier.

Chasse à l'évitement fiscal

Le gouvernement Trudeau a aussi rappelé lundi son engagement à poursuivre sa lutte contre l'évasion et l'évitement fiscaux. Disant toujours « préférer fortement » une solution d'ensemble multilatérale, il annonce qu'en attendant, il mettra en place, le 1er janvier prochain, une taxe unilatérale sur les géants du Web inspiré de l'exemple de pays européens, dont la France, la mesure devrait rapporter 3,4 milliards de dollars sur cinq ans.

Dernier pays du G7 a ne pas l'avoir encore fait, le Canada compte également mettre un frein à l'utilisation excessive que certaines multinationales font de la déduction de frais d'intérêt pour réduire artificiellement les impôts qu'elles doivent. Ce resserrement des règles rapportera un autre 5,1 milliards sur cinq ans.

Enfin, plusieurs centaines de millions de recettes fiscales supplémentaires devraient aussi atterrir dans les coffres du gouvernement grâce à une perception améliorée des droits et taxes sur les marchandises importées (+ 688 millions) et l'ajout de ressources supplémentaires à la chasse aux stratagèmes fiscaux complexes (+ 810 millions) et transfrontaliers (+ 775 millions) des entreprises et des riches particuliers.

Solde budgétaire en milliards de dollars

Données Ministère des Finances Infographie Le Devoir

Après la crise

La reprise économique a beau s'être montrée plus vigoureuse qu'espéré depuis le début de l'année, le gouvernement Trudeau veut s'assurer de lui donner le maximum d'élan possible.

Disant tirer les leçons de la reprise molle qui a suivi la dernière crise financière et voulant éviter que la COVID laisse des cicatrices économiques trop profondes, il fait notamment miroiter un investissement de 56 milliards sur cinq ans dans les entreprises. Le quart de ce montant serait spécialement destiné aux PME, entre autres pour en aider 160 000 à adopter les nouvelles technologies numériques et à former 28 000 jeunes employés à leur usage.

Le gouvernement voudrait aussi ajouter plus de 7 milliards de dollars sur 7 ans à l'innovation industrielle, dont 5 milliards pour accélérer la décarbonisation des industries lourdes. Deux milliards sur sept ans iraient également au secteur aérospatial pour l'aider « à se rétablir et à sortir de la crise », un milliard sur six ans s'ajouterait à l'effort de branchement de communautés isolées à l'Internet haute vitesse et des centaines de millions de dollars au développement de secteurs de pointe, telle que l'intelligence artificielle.

Des déficits jusqu'en 2026

Toutes les mesures annoncées lundi n'augmenteront pas seulement la capacité de croissance économique canadienne, elles réduiront aussi, par le fait même, le poids relatif de la dette et des déficits du fédéral en proportion de la taille de l'économie, fait valoir le gouvernement Trudeau.

Fort, encore aujourd'hui, d'une dette nationale nette inférieure à celle des autres pays du G7, Ottawa s'attend à voir son déficit fondre de plus de moitié, passant de 354 milliards de dollars (ou 16,1 % du produit intérieur brut), l'an dernier, à presque 155 milliards (6,4 %), cette année, avant de continuer de baisser à 69 milliards (2,5 %) en 2022, et finalement revenir en dessous de sa proportion d'avant la crise, à 30 milliards (1,1 %) en 2025-2026. À défaut de conduire à un équilibre budgétaire dans cinq ans, cela améliorerait le poids relatif de la dette fédérale à augmenter encore cette année, de 49 % à 51,2 % du PIB, avant de redescendre très lentement jusqu'à 49,2 % dans cinq ans.

tant le plus durement les femmes. Pour y répondre, la vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, promet la création d'un programme pancanadien de garderies qui doit permettre de réduire les frais de service de garde de 50 % au pays dès l'année prochaine. D'ici quatre ans, ceux-ci se différencient à 10 $ par jour partout au Canada.

À l'heure actuelle, bien qu'une famille québécoise débourse en moyenne 181 $ par mois pour faire garder son jeune enfant, ailleurs au pays cette facture atteint facilement 700 $ par mois ou même plus de 1000 $ dans la région de Toronto.

C'est l'une des mesures les plus coûteuses du budget : 27 milliards de dollars sur cinq ans, qui seront suivis d'investissements annuels permanents de 8,3 milliards. Le fédéral compte s'entendre de façon bilatérale à la pièce avec les provinces dès qu'elles seront prêtes à signer.

Quelle exemption pour le Québec ?

Le document cite en exemple le système de garderies québécois, duquel Ottawa souhaite s'inspirer. La province sera donc exemptée du programme national. Mais le budget promet un accord asymétrique avec le Québec « qui permettra d'apporter d'autres améliorations à son système ».

La vice-première ministre est restée floue quant à ces améliorations et aux conditions qui pourraient être rattachées au transfert de la part des fonds du Québec. L'argent d'Ottawa devra être consacré aux services de garde, indique-t-on en coulisses, et Québec ne pourra pas s'en servir à d'autres fins.

« Le Québec a un excellent système de garderies, mais ça coûte très cher. Et pour la première fois, le fédéral sera là pour aider le Québec à maintenir et élargir ce système », s'est contentée d'affirmer Mme Freeland, en attendant de discuter des détails avec le Québec.

Le gouvernement de François Legault n'a pas souhaité réagir immédiatement au budget fédéral, préférant attendre de le faire mardi. Le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, s'est permis d'affirmer qu'Ottawa n'a « pas de légitimité » de dicter au Québec de quelle façon il pourra dépenser les sommes de compensation.

Des normes fédérales en CHSLD

L'une des demandes principales du Québec — la hausse des transferts fédéraux en santé réclamés à l'unanimité par les provinces — ne figure pas dans l'énoncé budgétaire.

L'imposition de normes nationales dans les centres de soins de longue durée, en revanche, y est confirmée. Pour ce faire, le gouvernement octroiera 3 milliards de dollars à Santé Canada sur cinq ans « afin d'aider les provinces à faire appliquer les normes relatives aux soins de longue durée et d'apporter des changements permanents ». Les correctifs espérés par Ottawa n'ont pas été détaillés.

Le gouvernement Trudeau annonce en outre des normes nationales en matière de santé mentale, financées à coup de 45 millions de dollars sur deux ans. Là encore, l'énoncé budgétaire évoque une « collaboration avec les provinces ».

27 milliards

C'est le montant qui sera investi sur cinq ans pour le programme pancanadien de garderies. Des investissements annuels permanents de 8,3 milliards y seront ensuite consacrés.

EN BREF

5,7 milliards pour les jeunes

La somme globale est considérable : 5,7 milliards sur cinq ans pour les « jeunes du Canada ». Dans son discours sur le budget, la ministre Freeland a fait valoir que « l'un des aspects les plus frappants de la pandémie a été le sacrifice historique que les jeunes Canadiens ont fait pour protéger leurs parents et leurs grands-parents. Nos jeunes ont payé le prix fort pour que nous soyons en sécurité », a-t-elle dit. Ainsi, pour ne « pas laisser les jeunes Canadiens devenir une génération perdue », Ottawa propose de doubler le Programme canadien de bourses aux étudiants pendant deux autres années, de prolonger jusqu'en mars 2023 la dispense d'intérêts sur les prêts étudiants fédéraux, et d'offrir une aide au remboursement plus généreuse pour 450 000 étudiants emprunteurs.

Le Devoir

Des millions contre les inconduites dans l'armée

OTTAWA — Le gouvernement libéral fédéral promet des millions de dollars additionnels pour aider à combattre les inconduites sexuelles dans les Forces armées canadiennes alors qu'il cherche à répondre à la frustration et à la colère concernant la gestion des allégations dans les rangs de l'armée. Ces sommes incluent un nouveau financement de plus de 77 millions de dollars sur les cinq prochaines années consacré spécifiquement à ce dossier, en plus de 198 millions prévus ailleurs qui seront réorientés pour le nouveau plan sur les inconduites. Les nouveaux fonds seront utilisés pour accroître les services d'aide aux victimes, développer de nouvelles formations en prévention et apporter une surveillance plus indépendante de l'armée.

La Presse canadienne

Près de 300 millions pour les Rohingyas

Chrystia Freeland a fait un long séjour aux Affaires étrangères avant d'être nommée aux Finances, et son premier budget en témoigne. Le gouvernement fédéral entend consacrer 144 millions supplémentaire sur cinq ans à l'aide internationale. Dans le détail, on note une somme de 188 millions sur trois ans pour répondre à la crise des Rohingyas, au Myanmar. Ce génocide en cours a provoqué l'exil de 860 000 personnes qui vivent dans le plus grand camp de réfugiés du monde. Dans le même esprit, un financement de 80 millions sur deux ans est réservé pour répondre à la crise des migrants et des réfugiés vénézuéliens. Dernier gros morceau : la stratégie du Canada au Moyen-Orient sera prolongée d'un an, au coût de 517 millions de dollars.

Le Devoir

Une famille de réfugiés rohingyas

CHANN IWAND ASSOCIATED PRESS

Le gouvernement Trudeau espère qu'une nouvelle taxe sur les logements inoccupés l'aidera à freiner la flambée des prix de l'immobilier.

Cette première taxe nationale annuelle de 1 % s'appliquerait sur la valeur des biens immobiliers résidentiels considérés comme vacants ou sous-utilisés appartenant à des propriétaires étrangers non résidents, a annoncé lundi la ministre des Finances, Chrystia Freeland. La mesure, qui doit encore faire l'objet de consultations publiques et qui s'appliquerait à compter de l'an prochain, pourrait rapporter environ 700 millions de dollars en quatre ans qui aideraient au financement de logements abordables au Canada.

«Les maisons ne devraient pas être des instruments de placement passif pour l'argent étranger. Elles devraient être un foyer pour les familles canadiennes», a déclaré la ministre dans son discours budgétaire.

L'escalade du prix des logements au Canada préoccupe les pouvoirs publics depuis plusieurs années. Cette inquiétude a conduit, encore récemment, à plusieurs resserrements des règles hypothécaires, ainsi qu'à l'imposition, par les gouvernements provinciaux de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, de taxes pour les acheteurs étrangers à Vancouver et Toronto.

Taxe de luxe Disant vouloir que ceux qui ont malgré tout prospéré durant la crise en cours en fassent «un peu plus pour soutenir ceux qui ont toujours besoin d'aide», Chrystia Freeland a aussi proposé l'instauration d'une taxe de vente applicable aux voitures et aux avions personnels d'une valeur supérieure à 100 000 $, ainsi qu'aux bateaux à usage personnel valant plus de 250 000 $. La taxe de 10 % sur la valeur totale ou du double sur la valeur dépassant les seuils de prix s'appliquerait à compter du 1er janvier 2022 devrait rapporter plus de 600 millions de dollars sur cinq ans.

Depuis le début de la crise, de nombreuses voix, y compris celles du Fonds monétaire international et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, suggèrent aux gouvernements d'envisager des impôts non pas seulement sur les revenus des plus riches, mais aussi sur leur patrimoine, sous forme d'impôt sur les successions ou d'impôt foncier.

Chasse à l'évitement fiscal Le gouvernement Trudeau a aussi rappelé lundi son engagement à poursuivre sa lutte contre l'évasion et l'évitement fiscaux. Disant toujours «préférer fortement»une solution d'ensemble multilatérale, il annonce qu'en attendant, il mettra en place, le 1er janvier prochain, une taxe unilatérale sur les géants du Web. Inspiré de l'exemple de pays européens, dont la France, la mesure devrait rapporter 3,4 milliards de dollars sur cinq ans.

Dernier pays du G7 a ne pas l'avoir encore fait, le Canada compte également mettre un frein à l'utilisation excessive que certaines multinationales font de la déduction de frais d'intérêt pour réduire artificiellement les impôts qu'elles doivent. Ce resserrement des règles rapportera un autre 5,3 milliards sur cinq ans.

Enfin, plusieurs centaines de millions de recettes fiscales supplémentaires devraient aussi atterrir dans les coffres du gouvernement grâce à une perception améliorée des droits et taxes sur les marchandises importées (+ 688 millions) et l'ajout de ressources supplémentaires à la chasse aux stratagèmes fiscaux complexes (+ 810 millions) et transfrontaliers (+ 775 millions) des entreprises et des riches particuliers.

Retour à la table des matières

Un budget social pour relancer l'économie

Le Devoir – 2021-04-20 – p. A1, A4

Par : Boris Proulx

Même s'il déçoit les partis d'opposition, le premier budget Freeland dévoilé lundi devrait obtenir assez d'appuis au Parlement pour éviter de voir son plan de relance économique après la COVID-19 de plus de 100 milliards de dollars être recyclé en plateforme électorale dès ce printemps.

«Si la COVID-19 nous a appris quelque chose, c'est que nous sommes tous dans le même bateau. Notre pays ne peut pas prospérer si des centaines de milliers de Canadiens sont laissés pour compte», a déclaré la ministre Freeland, lundi, mettant l'accent sur le caractère progressiste de son tout premier budget en tant que ministre des Finances.

Le document est aussi le premier budget à être déposé par le gouvernement Trudeau en deux ans. Comptant plus de 800 pages et intitulé Une relance axée sur les emplois, le budget fédéral dresse le portrait de finances canadiennes qui récupèrent mieux que prévu après avoir été fortement ébranlées par la pandémie. Y est détaillé un lourd plan de 101,4 milliards de dollars, sur trois ans, destiné à donner un coup de pouce aux laissés pour compte de l'imminente

reprise, et qui inclut un programme pancanadien de garderies subventionnées dont l'application au Québec est incertaine. Aucun parti d'opposition n'a été enchanté par le plan proposé.

«Ce budget ne protège pas l'économie, il laisse tomber les Canadiens sans travail et les travailleurs dont le salaire a diminué à cause des confinements», s'est indigné le chef de l'opposition, Erin O'Toole, selon qui le budget s'apparente plus à une préparation électorale qu'à une véritable reprise. Il aurait préféré y voir une diminution d'impôts pour les familles.

«Cette pandémie a été un enjeu de santé ayant d'abord et avant tout, fait mal à nos aînés, nos parents et nos grands-parents. Tout ce que le budget ne contient pas, ce sont les transferts en santé. Il n'y en a pas moins, il n'y en a pas !»a renchéri le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet. Tout en se disant d'accord sur l'injection de milliards dans l'économie, il a mis les libéraux au défi de modifier des passages du budget en échange de son appui.

Puisqu'en situation minoritaire, le gouvernement Trudeau pourrait être défait si aucun parti d'opposition ne l'appuie. Scénario plutôt improbable, puisque le NPD a rappelé lundi ne pas vouloir plonger le pays en campagne électorale étant donné la situation sanitaire. Son chef, Jagmeet Singh, aurait toutefois voulu voir dans ce budget plus de nouveaux revenus auprès des ultra-riches. «La grande question est:qui va payer la facture pour la pandémie ? Le gouvernement Trudeau dit que ce n'est pas aux plus riches de faire leur juste part.» Aides jusqu'à l'automne Le budget 2021 prévoit un déficit de près de 155 milliards de dollars cette année. Il s'agit d'un montant bien moindre que le déficit de l'an dernier (354 milliards). Le solde budgétaire devrait ainsi s'améliorer chaque année, suivant la reprise économique du pays, pour atteindre un déficit d'une trentaine de milliards pour 2025-2026, se rapprochant de la situation d'avant la pandémie. Aucune date n'est prévue pour le retour à l'équilibre budgétaire.

À court terme, le fédéral financera l'aide directe apportée à ceux qui ont été le plus touchés par l'entrée en scène du coronavirus. Les citoyens qui se sont maintenus la tête hors de l'eau grâce à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), devenue Prestation canadienne de la relance économique (PCRE), pourront continuer de la toucher jusqu'en septembre. Le montant diminuera toutefois à 300 $par semaine cet été. Pour les entreprises, la subvention salariale d'urgence continuera également jusqu'à l'automne. Un programme d'embauche pour la relance économique du Canada sera lancé en parallèle cet été pour arrimer tout le monde à la reprise de l'économie.

Autrement, le budget est présenté comme un vaste chantier social où le gouvernement fédéral tente de réparer des injustices que la situation sanitaire a révélées. Le tout est inclus dans un plan de relance économique qui coûtera 49,3 milliards cette année, 28,3 milliards l'année prochaine et 23,8 milliards la suivante.

Le gouvernement Trudeau prévoit de mettre en place un nouveau réseau de garde d'enfants conçu pour alléger la facture des parents canadiens, sauf ceux du Québec, où les prix sont déjà bas. Près de 30 milliards de dollars sont consacrés à ce programme expressément inspiré du réseau québécois des CPE. Une «entente asymétrique»doit encore être conclue avant de connaître comment le Québec pourrait être compensé. Tous les partis d'opposition ont répété que, de leur avis, une compensation doit être offerte au Québec sans condition. La ministre Freeland ne s'y est pas engagée, évoquant des discussions bilatérales à venir.

Le budget offre de l'aide aux travailleurs de secteurs spécifiquement touchés par la pandémie de COVID-19, comme les arts, la culture, le sport ou encore le tourisme (au total de 1,9 milliard

sur 5 ans). Il promet de rendre admissible un million de travailleurs à faibles revenus de plus à l'Allocation canadienne pour les travailleurs, au coût de 8,9 milliards sur 5 ans. Pour les aînés, les prestations de la Sécurité de la vieillesse seront bonifiées dès 2022 de 10 %, ou 766 $par an, à partir de l'âge de 75 ans, avec un premier chèque orphelin de 500 $prévu pour août 2021 (le tout pour 12 milliards sur 5 ans). Le Bloc québécois souhaite déposer un amendement pour bonifier ces prestations à partir de 65 ans.

Mesures sociales Parmi les autres mesures sociales, Ottawa prévoit, sur cinq ans, 10 milliards de dollars pour améliorer l'inclusivité, comme de lutter contre le racisme systémique, 17,6 milliards dans une relance verte, ou encore près de 18 milliards pour aider à la réconciliation avec les Autochtones. 35 000 logements abordables doivent être construits ou réparés avec 2,5 milliards d'argent frais et la réaffectation de 1,3 milliard inutilisé. Les prestations de maladie de l'assurance-emploi passent de 15 à 26 semaines, et un salaire minimum à 15 $sera instauré pour les travailleurs sous juridiction fédérale.

La ministre Freeland s'est préparée à répondre aux critiques selon lesquelles le gouvernement fédéral met trop de milliards sur la table pour une reprise économique qui devrait avoir lieu de toute façon. «Le plus grand danger aujourd'hui est de ne pas investir dans une forte reprise de la récession de la COVID19 […] On a vu en 2009 qu'une longue reprise économique a laissé beaucoup de gens sans travail, pour longtemps», a-telle fait valoir. Elle ajoute que le gouvernement fédéral a actuellement une bonne capacité de crédit à faible coût.

CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE À OTTAWA LE DEVOIR Ce budget ne protège pas l'économie, il laisse tomber les Canadiens sans travail et les travailleurs dont le salaire a diminué à cause des confinements ERIN O'TOOLE »

Retour à la table des matières

Logements pour aînés vulnérables
Hochelaga-Maisonneuve – 2021-04-20 – p. 1

Découvrir les plantes locales
Avec le confinement, les gens prennent le temps de jardiner, ont pris conscience de leur fragilité et de celle de la nature et redécouvrent les plantes du pays. page 7

UN PLAN POUR REVERDIR L'ARRONDISSEMENT
MHM veut intensifier ses efforts de verdissement. Des écologistes trouvent que le plan soumis manque de vision d'ensemble. page 6

Montréal - Vol. 71, No 01 - Le mardi 20 avril 2021
Présenté par métro journalmetro.com

Hochelaga Maisonneuve

Logements pour aînés vulnérables

Habitation. L'organisme Le Pas de la Rue recevra une subvention d'environ 4,5 M pour construire près d'une vingtaine de nouveaux logements à but non lucratif dans lesquels pourront habiter des aînés vulnérables, en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Près d'une vingtaine de nouveaux logements à but non lucratif seront construits dans l'arrondissement pour des personnes de 55 ans et plus « en situation d'itinérance ou de grande précarité résidentielle ».

Grâce à la subvention, Le Pas de la Rue pourra acheter deux lots situés sur la rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Si tout va comme prévu, le projet immobilier verra le jour d'ici un an. Il comptera 19 studios, une salle communautaire et un bureau pour un intervenant social.

Les locataires, des personnes de 55 ans et plus «en situation d'itinérance ou de grande précarité résidentielle», pourront bénéficier du programme de Supplément au loyer de la Société d'habitation du Québec, ce qui leur permettra de payer un loyer équivalent à 25 % de leurs revenus bruts.

Par communiqué, la Ville de Montréal a annoncé que le comité exécutif a approuvé la signature d'une convention avec l'organisme.

«Les enjeux d'itinérance sont complexes et la pandémie a davantage accentué les besoins des populations vulnérables. Nous sommes fiers de soutenir des organismes comme Le Pas de la Rue, qui répondent à des besoins essentiels auprès d'une clientèle bien précise», a affirmé Robert Beaudry, responsable de la gestion et planification immobilière, de l'habitation, des grands parcs et du parc Jean-Drapeau au sein du comité exécutif de la Ville de Montréal.

Ce projet verra le jour d'ici un an grâce à la contribution accordée dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL), financée par le gouvernement du Canada par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ainsi qu'à la contribution du gouvernement du Québec.

« Les enjeux d'itinérance sont complexes et la pandémie a davantage accentué les besoins des populations vulnérables. »
Robert Beaudry, responsable de la gestion et planification immobilière et de l'habitation, au sein du comité exécutif de la Ville de Montréal

La Ville de Montréal indique qu'elle accompagnera l'organisme porteur, offrant un soutien technique et veillant au «maintien à long terme du caractère abordable des logements». métro média

OPÉRATION nettoyage
page 3
Il n'est pas facile de maintenir la propreté des parcs à Montréal, surtout lorsqu'ils sont bondés comme ils le sont en cette période de pandémie, et ce, malgré les interventions de l'Opération Nettoyage de l'Est.

La pomme du Québec s'invite à l'apéro
Rendez-vous sur journalmetro.com/inspirations

Habitation. L'organisme Le Pas de la Rue recevra une subvention d'environ 4,5 M pour construire près d'une vingtaine de nouveaux logements à but non lucratif dans lesquels pourront habiter des aînés vulnérables, en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Grâce à la subvention, Le Pas de la Rue pourra acheter deux lots situés sur la rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Mercier– Hochelaga-Maisonneuve. Si tout va comme prévu, le projet immobilier verra le jour d'ici un an. Il comptera 19 studios, une salle communautaire et un bureau pour un intervenant social.

Les locataires, des personnes de 55 ans et plus «en situation d'itinérance ou de grande précarité résidentielle», pourront bénéficier du programme de Supplément au loyer de la Société d'habitation du Québec, ce qui leur permettra de payer un loyer équivalent à 25 % de leurs revenus bruts.

Par communiqué, la Ville de Montréal a annoncé que le comité exécutif a approuvé la signature d'une convention avec l'organisme.

«Les enjeux d'itinérance sont complexes et la pandémie a davantage accentué les besoins des populations vulnérables. Nous sommes fiers de soutenir des organismes comme Le Pas de la Rue, qui répondent à des besoins essentiels auprès d'une clientèle bien précise», a affirmé Robert Beaudry, responsable de la gestion et planification immobilière, de l'habitation, des grands parcs et du parc Jean-Drapeau au sein du comité exécutif de la Ville de Montréal. Ce projet verra le jour d'ici un an grâce à la contribution accordée dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL), financée par le gouvernement du Canada par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ainsi qu'à la contribution du gouvernement du Québec. La Ville de Montréal indique qu'elle accompagnera l'organisme porteur, offrant un soutien technique et veillant au «maintien à long terme du caractère abordable des logements». MÉTRO MÉDIA «Les enjeux d'itinérance sont complexes et la pandémie a davantage accentué les besoins des populations vulnérables.»Robert Beaudry, responsable de la gestion et planification immobilière et de l'habitation, au sein du comité exécutif de la Ville de Montréal

Retour à la table des matières

Un 5e mois de croissance pour la construction neuve au Québec

Le Soleil – 2021-04-20

Par : Jessica Beauplat

https://www.lesoleil.com/affaires/un-5e-mois-de-croissance-pour-la-construction-neuve-au-quebec-31734c70d1ab94885bde2f4a7766c574

La construction résidentielle a connu une forte croissance en mars pour le cinquième mois consécutif, selon ce qu'a rapporté lundi l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ).
Le premier trimestre s'est clos avec une hausse de 54 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représente 13 041 nouvelles constructions pour les trois premiers mois de l'année.

En mars 2021 c'est 4395 nouveaux chantiers qui ont été entamés dans la province, soit un bond de 55 % comparativement à mars 2020.

Cette augmentation observable dans toutes les régions de la province fait suite à des hausses de 59 % en février et de 39 % en janvier.

Le directeur du service économique de l'Association, Paul Cardinal, prévoyait un recul pour les mises en chantier pour l'ensemble de l'année 2021. Mais la vigueur du marché depuis le début de l'année ne fait que prouver le contraire.

La construction de maisons unifamiliales est toujours aussi populaire et a connu une croissance de 90 %.

Habitations multiples en hausse

Le logement collectif n'est pas en reste. Il a grimpé de 50 %. M. Cardinal se dit «agréablement surpris» de cette croissance notée particulièrement dans les centres urbains et qui touche autant les condos que les habitations locatives.

Du côté de la ville de Montréal, 2304 nouvelles unités ont été construites en mars comparativement à 1072 à la même période l'an dernier, un bond de 107 %.

M. Cardinal avance que la hausse des habitations multiples dans la métropole est en partie attribuable au nouveau Règlement pour une métropole mixte aussi connu sous le nom de règle du 20/20/20.

Cette règle aurait précipité des promoteurs à démarrer leurs projets avant son entrée en vigueur, le 1er avril. La délivrance de permis de construction est désormais encadrée pour les immeubles de cinq logements et plus en vertu de certaines conditions.

Le promoteur doit notamment inclure un pourcentage de logements sociaux et abordables dans le projet, ce qui a suscité la grogne non seulement de certains promoteurs, mais également d'experts en urbanisme qui n'y voient pas une solution pérenne pour répondre au problème de logements abordables.

Logements locatifs en hausse

Par ailleurs, le directeur du service économique de l'APCHQ s'étonne de constater le dynamisme de la construction dans le secteur des logements locatifs, qui a augmenté de 41 %, et ce, partout au Québec. À noter que ce sont toutefois des habitations haut de gamme pour la plupart.

M. Cardinal s'attendait à ce que la demande ralentisse dans ce créneau alors que la pandémie a freiné les déplacements des étudiants et des travailleurs étrangers notamment.

Il laisse d'ailleurs présager que la croissance dans ce segment risque de s'atténuer au fil des prochains mois.

Forte croissance à Trois-Rivières

Des six régions métropolitaines du Québec, Trois-Rivières a connu la plus forte progression le mois dernier. Elle est passée d'un repli de 59 % en février 2021 à une hausse fulgurante de 450 % sur son territoire en mars 2021, comparativement à la même période l'an dernier.

Les hausses enregistrées dans les régions métropolitaines de Montréal et de Gatineau sont de 69 % et 64 % respectivement. La croissance a également été au rendez-vous du côté de Québec (+27 %) et de Sherbrooke (+16 %) et dans les plus petites agglomérations, en dehors des régions métropolitaines (47 %).

En février les nouvelles constructions avaient reculé dans la région du Saguenay. On en compte 26 pour le mois de mars 2021, comparativement à aucune pour la même période l'année précédente.

Aucune région n'a connu de repli le mois dernier.

Cet article a été produit avec l'aide financière des Bourses Facebook et La Presse Canadienne pour les nouvelles.

Retour à la table des matières

Pas de pause pour les plus démunis
L'Action – 2021-04-21

SOUTIEN ACTUALITÉS

Pas de pause pour les plus démunis

CLASSIQUE RICHELIEU-HARNOIS
La Classique Richelieu-Harnois a lieu depuis près de 40 ans et soutient des organismes qui viennent en aide aux jeunes et aux plus démunis.

Malgré la pause imposée par la pandémie, les organisateurs de la Classique Richelieu-Harnois se mobilisent et invitent la population à soutenir différemment les organismes en devenant partenaires de deux projets importants :

RELOCALISATION DE L'ORGANISME HÉBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE
Cet organisme accueille les itinérants de la communauté et planifie présentement la construction d'un immeuble mieux adapté aux besoins des personnes moins favorisées de la société locale.

AGRANDISSEMENT DES LOCAUX DE LA MANNE QUOTIDIENNE/ ACCUEIL MICHEL-B.-COMTOIS
La Manne Quotidienne/Accueil Michel-B.-Comtois exploite un comptoir alimentaire offrant, en autres, des repas, des

(Photo gracieuseté)

collations et des denrées aux personnes à faible revenu ou démunies.

Les besoins des personnes plus démunies ne sont pas sur pause. C'est pourquoi la Fondation Harnois-Richelieu lance cette collecte de fonds et demande l'aide de la population afin de soutenir ces organismes. Pour faire un don, visitez le https://www.jedonneenligne.org/fondationharnois-richelieu/CRH2021/.

MAINTENIR LA TRADITION
Le 1er juin, maintenons la tradition de la Classique Richelieu-Harnois et jouons au golf pour le plaisir. Il est possible d'acheter symboliquement un « quatuor virtuel » qui est en fin de compte un don. À l'achat de ce quatuor virtuel, un sac-surprise sera envoyé. Réservez votre départ au Club de golf Montcalm (1 800 363-2772) ou dans un club de votre choix pour jouer au golf. L'organisation et les frais sont toutefois à votre charge.

ENCAN INTERACTIF PRÉSENTÉ PAR DESJARDINS CAISSE DE JOLIETTE ET DU CENTRE DE LANAUDIÈRE ET ESSO (MOBIL)
Encore une fois dans le but d'amasser le plus d'argent pour les personnes dans le besoin, un encan interactif sera également mis en ligne plus tard en mai. Toutes les informations se retrouveront sur la page Facebook de la Fondation Harnois-Richelieu.

La mission de la Fondation Harnois-Richelieu est de venir en aide aux personnes démunies et de favoriser le plein épanouissement de la jeunesse, que ce soit sur les plans économique, académique, culturel, sportif, social ou affectif. Pour ce faire, elle met en oeuvre différentes activités de collectes de fonds, dont la Classique Richelieu-Harnois.

En terminant, rappelons que c'est grâce au soutien de la communauté ainsi qu'aux dizaines de collaborateurs de la Classique que le mouvement Richelieu et Harnois Énergies parviennent à amasser des sommes importantes, année après année. **(EB)**

CLASSIQUE RICHELIEU-HARNOIS La Classique Richelieu-Harnois a lieu depuis près de 40 ans et soutient des organismes qui viennent en aide aux jeunes et aux plus démunis.

Malgré la pause imposée par la pandémie, les organisateurs de la Classique Richelieu-Harnois se mobilisent et invitent la population à soutenir différemment les organismes en devenant partenaires de deux projets importants: RELOCALISATION DE L'ORGANISME HÉBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE Cet organisme accueille les itinérants de la communauté et planifie présentement la construction d'un immeuble mieux adapté aux besoins des personnes moins favorisées de la société locale.

AGRANDISSEMENT DES LOCAUX DE LA MANNE QUOTIDIENNE/ACCUEIL MICHEL-B.-COMTOIS La Manne Quotidienne/Accueil Michel-B.-Comtois exploite un comptoir alimentaire

offrant, en autres, des repas, des collations et des denrées aux personnes à faible revenu ou démunies.

Les besoins des personnes plus démunies ne sont pas sur pause. C'est pourquoi la Fondation Harnois-Richelieu lance cette collecte de fonds et demande l'aide de la population afin de soutenir ces organismes. Pour faire un don, visitez le https://www.jedonneenligne.org/fondationharnoisrichelieu/CRH2021/.

MAINTENIR LA TRADITION Le 1er juin, maintenons la tradition de la Classique Richelieu-Harnois et jouons au golf pour le plaisir. Il est possible d'acheter symboliquement un «quatuor virtuel»qui est en fin de compte un don. À l'achat de ce quatuor virtuel, un sac-surprise sera envoyé. Réservez votre départ au Club de golf Montcalm (1 800 363-2772) ou dans un club de votre choix pour jouer au golf. L'organi- sation et les frais sont toutefois à votre charge.

ENCAN INTERACTIF PRÉSENTÉ PAR DESJARDINS CAISSE DE JOLIETTE ET DU CENTRE DE LANAUDIÈRE ET ESSO (MOBIL) Encore une fois dans le but d'amasser le plus d'argent pour les personnes dans le besoin, un encan interactif sera également mis en ligne plus tard en mai. Toutes les informations se retrouveront sur la page Facebook de la Fondation Harnois-Richelieu.

La mission de la Fondation Harnois-Richelieu est de venir en aide aux personnes démunies et de favoriser le plein épanouissement de la jeunesse, que ce soit sur les plans économique, académique, culturel, sportif, social ou affectif. Pour ce faire, elle met en oeuvre différentes activités de collectes de fonds, dont la Classique Richelieu-Harnois.

En terminant, rappelons que c'est grâce au soutien de la communauté ainsi qu'aux dizaines de collaborateurs de la Classique que le mouvement Richelieu et Harnois Énergies parviennent à amasser des sommes importantes, année après année. (EB)

Retour à la table des matières

Agriculture urbaine : de grandes ambitions dans MHM
Métro – 2021-04-22

Par : Frédéric Hountondji

https://journalmetro.com/local/mercier-anjou/2633864/paysage-solidaire-agriculture-urbaine-de-grandes-ambitions-dans-mhm/

Le projet d'agriculture urbaine Paysage solidaire porté par l'organisme Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur (YQQ) ambitionne d'être le jardin des banques alimentaires de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

«L'an passé, pour Paysage solidaire, nous avons distribué une tonne de fruits et légumes à trois banques alimentaires du secteur. Cette année, on veut doubler cet objectif», affirme Daphné Mailloux-Rousseau, directrice générale d'YQQ.

Avec la crise sanitaire et la crise économique, cette dernière juge important que son organisme augmente sa capacité de production pour répondre aux besoins des organismes en aide alimentaire.

«On veut rendre Hochelaga comestible parce que les banques alimentaires ont une incroyable demande», relève Mme Mailloux-Rousseau.

Recrutement massif

Afin de réaliser son objectif de deux tonnes de fruits et légumes cette année, l'organisme est en train de faire un recrutement massif pour constituer son équipe d'agriculteurs, d'agents d'entretien en verdissement et de chargés de projet. Des dizaines de postes seront à pourvoir, indique la directrice générale.

Pour l'augmentation de ses capacités de production, YQQ compte sur ses champs, dont le plus grand s'étend sur 12 000 pieds carrés, une propriété de la Société des alcools du Québec située à l'intersection de la rue Hochelaga et l'autoroute 25.

Le Groupe d'entraide de Mercier-Ouest (GEMO) et Chic Resto Pop font partie des organismes à bénéficier des fruits du Paysage solidaire. Les récoltes qu'YQQ fournit au GÉMO sont redonnées aux usagers de la banque alimentaire du groupe.

«Avec ces récoltes, nos gens à faible revenu peuvent bénéficier principalement de fruits et légumes de qualité optimale. Pour la dernière saison, on a reçu à peu près 350 kilos. C'est très apprécié», reconnaît Yann DesRosiers, directeur général du GEMO.

Point de vue du scientifique

Interrogé sur cette initiative d'YQQ, Éric Duchemin, directeur scientifique du Laboratoire sur l'agriculture urbaine et professeur associé à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), explique qu'il s'agit là de nouveaux projets de ferme que l'on rencontre aussi dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Saint-Laurent, dans le Sud-Ouest et ailleurs.

Il précise que ce sont des projets sociaux où l'on change le modèle économique. Ainsi l'organisation va payer les produits pour alimenter d'autres personnes. Donc, note-t-il, on change la façon de financer l'alimentation pour permettre à des personnes vulnérables d'avoir accès à des aliments frais et des légumes frais de proximité.

Des réflexions sont en cours afin de mieux gérer ces initiatives qui sont encore pour la plupart à l'étape de projets pilotes. Les vérifier et les valider pour qu'elles répondent aux bons objectifs, aux bons paramètres et aux bonnes pratiques restent des démarches nécessaires pour le directeur du laboratoire, dont l'objectif est de documenter et d'accompagner le développement de l'agriculture urbaine au Québec et au niveau international.

«Il y a plein de projets comme ça; maintenant, je pense qu'il faut apprendre. C'est notre rôle à nous en tant que laboratoire d'aller chercher les données pour les améliorer et faire en sorte qu'ils réussissent à rendre de manière efficace ces services-là et qu'on réponde aux vrais besoins», préconise M. Duchemin.

Des centaines d'hectares en cour arrière

Le chercheur a tenu à souligner que l'agriculture urbaine n'est pas un phénomène nouveau à Montréal. Toutefois, depuis quelques années, on a commencé à y enregistrer des projets d'envergure et des efforts beaucoup plus axés sur la production alimentaire.

Selon une étude de quatre années menée par le laboratoire, 37% de la population de la région métropolitaine de Montréal pratique l'agriculture urbaine à la maison et ont des potagers domestiques.

Des photographies de potagers en cour arrière dans la ville montrent quelques centaines d'hectares: «Ça produit des aliments pour entre 100 000 et 250 000 personnes durant la saison estivale en fruits et légumes frais», mentionne le professeur.

Il estime que cette production est considérable et sert aussi de dons aux voisins, aux amis et à la famille. L'agriculture urbaine serait-elle une réponse à l'insécurité alimentaire? «On doit réfléchir dans cette optique. On peut faire des projets de fermes urbaines en économie sociale qui vont pouvoir répondre à des enjeux d'insécurité alimentaire.»

Inclusion sociale

Dans son projet d'agriculture urbaine, l'organisme YQQ a commencé cette année la production de semis en intérieur à l'Institut de santé mentale Louis H Lafontaine. Il a également aménagé un atelier de menuiserie pour la fabrication de bacs de plantation.

«C'est intéressant d'avoir des plantations en terre. Mais dans des ruelles, sur des trottoirs, des terrasses, devant des cours d'école, c'est intéressant d'avoir des plantations en bac», commente Mme Mailloux-Rousseau. Elle justifie que cette pratique permet de verdir tout en réduisant les coûts liés à l'excavation de l'asphalte.

Chez l'YQQ, l'agriculture urbaine est aussi un facteur d'inclusion sociale. On y accueille des stagiaires qui proviennent des Centres Jeunesse. «Au lieu d'être des bénéficiaires, ils sont des acteurs qui contribuent au mieux-être de la société», fait valoir la directrice générale.

YQQ est également partenaire du Plan d'action en développement durable du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de- Montréal. Ainsi, il organisera des activités de site de plantation et donnera des ateliers dans plusieurs CHSLD de l'établissement hospitalier.

Retour à la table des matières

La crise du logement affecte également la région

Le Courrier du Sud – 2021-04-23

Par : Stéphane Lévesque

https://www.lecourriersud.com/la-crise-du-logement-affecte-egalement-la-region/

NICOLET. Les «On recherche un logement» sur les différents groupes Facebook de la région se multiplient. Y a-t-il un manque au niveau des appartements à prix accessible? «Oui», répond sans hésitation Isabelle Bombardier, directrice générale du Centre d'action bénévole de Nicolet.

«À Nicolet et dans les environs, il y a une pénurie, surtout pour les logements abordables», souligne-t-elle d'entrée de jeu. «Des logements à 350 ou 400$ ici, il n'y en a plus. Au centre-ville de Nicolet, avant qu'on défasse le terrain Cloutier, il y en avait. D'autres ont été détruits par les incendies. Plus ça va, plus on perd de possibilités pour les gens à faible revenu», ajoute la directrice du CAB qui croit qu'en juillet, certains n'auront pas d'endroit où demeurer.

«Par exemple, la famille de six membres qui a passé au feu en février n'a toujours pas trouvé à se loger. Les 5, 6 ou 7 pièces se font très rares. La maman est très découragée. Aussi, je vois apparaître un phénomène où des propriétaires demandent des certifications d'emploi. On voyait ça à Montréal, mais c'est rendu ici», déplore Isabelle Bombardier.

À ce sujet, rappelons que la Charte des droits et libertés de la personne interdit la discrimination sur la base de la condition sociale comme le fait d'être au chômage ou aux études indique la Commission des droits de la personne sur son site web.

Côté solution, l'accès à la propriété s'avère une quasi-impossibilité pour les personnes à faible ou moyen revenu. «La flambée des prix des maisons limite la possibilité d'acheter pour les locataires. Ça prend des logements sociaux et des blocs d'appartements à des prix raisonnables. Oui, c'est beau les Jardins d'Anna et le coin du Faubourg. C'est magnifique, mais ça ne va pas rejoindre les gens du centre-ville de Nicolet qui voient les loyers s'envoler», se désole Isabelle Bombardier.

Un constat appuyé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Selon ses Rapports sur le marché locatif, les logements s'adressant aux ménages gagnant moins de 36 000$ par année sont toujours aussi rares, le taux de logements inoccupés se situant autour de 1,5%. «Les ménages locataires sont encore défavorisés et susceptibles de subir de reprises de possession et des hausses de loyer injustifiées, sous la menace de perdre leur logement», indique Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

«Pour les personnes à faible ou modeste revenu, forcées de déménager, il est extrêmement difficile de trouver un logis à un prix décent, comme on a pu le voir autour du 1er juillet dernier», dit Véronique Laflamme. «La crise du logement, ce n'est pas seulement une question de taux d'inoccupation, c'est aussi celle de la cherté des logements disponibles et de l'incapacité de payer des gens. Le mal-logement auquel conduit la soif de profits du marché privé a des conséquences sur la santé physique et mentale, sur le développement des enfants», s'inquiète la porte-parole.

«Dans ces conditions, la situation va assurément se détériorer alors qu'avant la pandémie et la pénurie des dernières années, 195 000 ménages locataires du Québec consacraient déjà plus de la moitié de leur revenu pour se loger», rappelle Véronique Laflamme.

«Ça fait peur. En tenant compte des besoins primaires comme se nourrir, si tu mets 50% sur ton logement, c'est certain que ça ne fonctionnera pas sauf si tu gagnes 300 000 par année», souligne de son côté Bertrand Rainville, conseiller budgétaire au Centre d'intervention budgétaire et social de la Mauricie (CIBES).

De là l'importance de planifier, insiste celui qui travaille pour cet organisme ayant pour mission d'aider les familles et les individus qui vivent des difficultés liées au budget, à l'endettement ou à la consommation tant pour la Mauricie que pour la Rive-Sud.

Notons que les services du CIBES sont gratuits et confidentiels.

Retour à la table des matières

Le RCLALQ réclame un contrôle accru des loyers au Québec

Métro – 2021-04-24

Par : François Lemieux

https://journalmetro.com/actualites/national/2634984/rclalq-reclame-controle-accru-loyers-quebec/

Des centaines de personnes ont manifesté simultanément dans plusieurs villes québécoises, samedi, afin de réclamer de Québec un «véritable contrôle des loyers». Rassemblés à l'invitation du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), les manifestants souhaitent voir Québec mettre en place un gel immédiat des loyers partout en province et la mise en place d'un registre des baux.

Dans le cadre de la neuvième journée annuelle des locataires, des démonstrations se déroulaient à Québec, Sainte-Hyacinthe Joliette et Montréal, en après-midi. À Montréal, ils étaient plusieurs centaines à s'être groupés tout près de la station de métro Parc, à l'angle des rues Jean-Talon Ouest et Hutchison. Ils ont par la suite marché dans les rues du quartier Parc-Extension.

La flambée de l'immobilier des derniers mois causerait d'importantes conséquences sur les ménages locataires. Le RCLALQ affirme que des propriétaires souhaitant expulser leurs locataires afin d'augmenter abusivement les loyers se rendraient coupables d'harcèlement et d'intimidation, de résiliations de bail en échange d'un montant d'argent, d'expulsions illégales ou de menaces.

Regroupant 55 comités logements et organismes communautaires à travers la province, le RCLALQ clame que les ressources n'ont jamais été autant sollicitées que cette année par des demandes d'aide de locataires.

«Le problème est extrêmement grave. On voit des locataires désespérés qui n'arrivent pas à trouver de logement et qui sont discriminés. Il n'y en a pas de logements abordables en ce moment. Si rien n'est fait, ça va faire très mal aux locataires. Les gens vont être poussés en dehors des villes, des quartiers où ils ont grandi. Ils vont devoir se loger dans des logements insalubres ou trop petits», – Maxime Roy-Allard, porte-parole du RCLALQ.

«Inefficacité»
Le prix moyen des loyers a augmenté de 6% au Québec en 2020 selon un rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) publié en début d'année. Le RCLALQ dénonce l'inefficacité perçue des mécanismes actuels prévus dans la loi pour encadrer les hausses de loyer.

«C'est sur les épaules des locataires que repose essentiellement le fardeau du refus. Soit par méconnaissance de leurs droits ou par peur de représailles, trop peu de locataires s'opposent à une hausse de loyer. En l'absence d'un registre des loyers, il est très difficile de contester une hausse abusive imposée lors d'un changement de locataires», explique le regroupement dans un communiqué publié samedi.

Le RCLALQ clame avoir obtenu, au cours des dernières semaines, l'appui de 500 organisations communautaires, syndicales et étudiantes pour ce qui est de ses revendications.

Le regroupement milite également en faveur de l'utilisation obligatoire des taux moyens de variation de loyer publiés annuellement par le Tribunal administratif du logement. L'organisme dénonce par ailleurs l'attitude du gouvernement caquiste qui de son côté, nie l'existence d'une crise du logement.

CAQ

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest est «très sensible à la situation que peuvent vivre les locataires», apprend-t-on dans une déclaration envoyée par son cabinet, samedi.

«Aujourd'hui, on fait face à l'inaction des gouvernements précédents. Nous savons que les besoins sont grands, il faut augmenter l'offre de logements et nous sommes en action. C'est plus de 6000 logements abordables que nous avons construit jusqu'à maintenant, depuis que nous sommes là, ou qui sont en chantier. Ce sont également près de 7000 logements en cours de construction ou en voie de l'être», explique-t-on dans le courriel envoyé à Métro.

On y affirme également qu'un registre des loyers entraînerait des coûts importants. En 2011, ceux-ci auraient été évalués par Revenu Québec à 5,7 M$ pour la mise en place et 1 M$ annuellement par la suite.

«Des provinces l'ont essayé et l'ont abandonné pour des raisons d'efficacité et de coûts. Notre gouvernement a amélioré la divulgation des loyers précédents grâce à la section G du bail. Nous sommes aussi la seule province disposant d'un mécanisme pour éviter les hausses abusives. Cette année l'indice de fixation indique qu'une hausse ne peut être de plus de 0,5%», ajoute-t-on dans la déclaration.

La porte-parole de Québec solidaire, Manon Massé était présente à la manifestation pour un contrôle accru des loyers tenue à Montréal, samedi. Elle affirme que Québec solidaire demande depuis plusieurs années la mise en oeuvre d'un registre des loyers.

«C'est facilement réalisable. Ça prend juste de la volonté politique, mais il faut surtout reconnaître qu'il y a un problème et de reconnaître que le droit au logement est bafoué actuellement au Québec, souligne-t-elle. La CAQ ne fait rien. Elle ne reconnaît même pas qu'il y a une crise du logement.»

Un moratoire sur les évictions en raisons de rénovations pour la durée de la pandémie serait nécessaire selon Mme Massé.

Retour à la table des matières

Hausse des prix des logements : « nos loyers explosent, Laforest fais quelque chose! »

La Tribune – 2021-04-24
Le Droit – 2021-04-24
La Voix de l'Est – 2021-04-24
Le Quotidien – 2021-04-24

Par : Émilie Pelletier, avec La Presse Canadienne

https://www.latribune.ca/actualites/hausse-des-prix-des-logements-nos-loyers-explosent-laforest-fais-quelque-chose-ef21365474dae7951a769238161e5a07

https://www.ledroit.com/actualites/hausse-des-prix-des-logements-nos-loyers-explosent-laforest-fais-quelque-chose-ef21365474dae7951a769238161e5a07

https://www.lavoixdelest.ca/actualites/hausse-des-prix-des-logements-nos-loyers-explosent-laforest-fais-quelque-chose-ef21365474dae7951a769238161e5a07

https://www.lequotidien.com/actualites/hausse-des-prix-des-logements-nos-loyers-explosent-laforest-fais-quelque-chose-ef21365474dae7951a769238161e5a07

Sylvie Pelletier se bat contre la hausse «injuste» du prix de son loyer. Ses nouveaux propriétaires lui exigent, comme aux autres locataires de leur immeuble de Sainte-Foy, de payer jusqu'à 250$ de plus chaque mois pour rester dans son appartement. Elle a joint sa voix samedi à des dizaines d'autres «victimes de l'absence de contrôle des loyers», lors d'une manifestation devant l'Assemblée nationale.

«Les logements abordables sont rares et bientôt il n'y en aura plus du tout. Bientôt, on va être obligé de s'acheter des tentes, avec des petites chaufferettes pour l'hiver. On n'aura pas le choix», illustre Sylvie Pelletier, une locataire d'un immeuble de la rue de la Loire, à Sainte-Foy.

Depuis l'arrivée de nouveaux propriétaires, Mme Pelletier et les locataires qui partagent le même immeuble qu'elle se démènent.

«On subit de la pression des nouveaux propriétaires, qui ont cassé notre ancien bail illégalement pour nous imposer des augmentations allant de 30 à 35%», déplore celle qui réside au même endroit depuis 32 ans.

L'ancien propriétaire des lieux, se rappelle-t-elle, n'imposait jamais de hausse au-delà de 2%. Devant cette demande d'augmentation qu'ils jugent «abusive», la dame et quelques autres locataires, prennent le taureau par les cornes: ils contestent.

Entre voisins d'immeuble, ils ont choisi de se «battre pour stopper cette injustice», résume-t-elle. «On leur a envoyé une mise en demeure et les propriétaires nous ont renvoyé un avis d'expulsion. On a engagé une avocate en groupe pour défendre nos droits devant le Tribunal administratif du logement, en juin.»

Intimidation et harcèlement

Le cas de Sylvie Pelletier n'en est qu'un parmi tant d'autres, dénoncent le Bureau d'animation et information logement (BAIL) et le Comité logement d'aide de Québec Ouest (CLAQO).

À l'occasion du 24 avril, qui marque depuis neuf ans la Journée des locataires, les deux organismes de Québec ont manifesté pour l'instauration d'un contrôle obligatoire des loyers.

D'autres manifestations semblables se tenaient également samedi dans d'autres régions du Québec. La province en entier fait face à une «crise du logement» sans précédent, observent les intervenants. À Québec, plusieurs dizaines de personnes rassemblées devant l'Assemblée nationale ont interpelé la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest.

Québec solidaire tenait une «assemblée des évincés», à laquelle ont participé plusieurs représentants d'organismes et des citoyens qui doivent en découdre avec leurs propriétaires pour ne pas quitter leur logement.

«Ces gens-là ont une machine très bien rodée, ils savent comment faire, ils savent où aller», a témoigné Jean-Claude Savard, qui vit dans une chambre d'hôtel après avoir été évincé de son logement du quartier Côte-des-Neiges, à Montréal.

«Nos loyers explosent, Laforest fais quelque chose!» ont-ils scandé en groupe, pointant du doigt des «ministres déconnectés de la réalité».

Les demandes d'aide auprès du BAIL ont bondi dans la dernière année, la pandémie ayant dans certains cas exacerbé des réalités préexistantes. La technique de «rénoviction», où un propriétaire évince un locataire sous prétexte de procéder à des rénovations, se fait de plus en plus répandue.

« En 30 ans, je n'ai jamais vu autant de cas d'éviction, avec des tactiques aussi dures. Il y a des propriétaires qui arrivent comme des bulldozers pour sortir leurs locataires. »
— Nicole Dionne, coordonnatrice du BAIL

Parfois, le harcèlement et l'intimidation s'en mêlent.

«Ça crée des drames dans les logements, les locataires quittent involontairement et on se retrouve avec des gens à la rue au 1er juillet. Ce ne sera pas beau en juillet 2021», craint-elle.

LE SOLEIL, PASCAL RATTHÉ
Marc Pettigrew, qui habite une résidence privée pour aînés (RPA) de Québec, en témoigne. Il a lui-même été intimidé par les propriétaires, alors qu'il aide ses semblables à accepter ou à refuser leur augmentation de loyer, depuis trois ans.

«Ce n'est pas croyable le stress et l'anxiété que ces personnes fragiles vivent. Dans le budget, le gouvernement disait qu'il allait créer un groupe de travail pour regarder ce que les RPA demandent. Qu'ils [les élus] ne regardent pas juste ce que les RPA veulent, qu'ils regardent ce que vivent les résidents: le côté humain avant le côté argent», martèle l'homme de 92 ans.

«Il est plus que temps que ça change, car ce sont des abus financiers que ces gens-là vivent chaque année», ajoute Marilou Douin, une intervenante logement au BAIL.

Le contrôle obligatoire des loyers que réclament le CLAQO et le BAIL s'avère aussi nécessaire dans les RPA du Québec, insistent les porte-paroles, puisque les aînés vivent une crainte de représailles, eux qui dépendent de leur propriétaire pour obtenir des services de soins ou de repas.

Taux obligatoires et registre

Il y a «urgence de satisfaire à cette revendication», selon eux, car le coût des logements a explosé un peu partout dans les dernières décennies.

Dans la région de Québec, «depuis 2000, le prix d'un logement de deux chambres à coucher a, en moyenne, augmenté de 3,6 % par année», rapporte la coordonnatrice du BAIL, Nicole Dionne. L'Indice des prix à la consommation n'a pourtant progressé annuellement que de 1,9 %, ajoute-t-elle.

Les deux groupes exigent ainsi la mise en place d'un taux obligatoire de fixation des loyers pour tous, même pour les immeubles résidentiels de cinq ans ou moins. À ce jour, les locataires qui habitent de récents bâtiments locatifs n'ont pas la possibilité de refuser une hausse annuelle de loyer.

Un registre public, universel et gratuit des loyers permettrait aussi de vérifier le prix payé par un ancien locataire, sachant que certains propriétaires n'hésitent pas à précipiter le départ des locataires en usant de «tactiques malveillantes», afin de pouvoir faire payer le prix fort aux résidents suivants, soutiennent le BAIL et le CLAQO.

Des déséquilibres importants, selon la SCHL

Selon un rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) publié en janvier dernier, si le taux d'inoccupation dans les logements a augmenté à 2,7 % à Montréal en 2020, il a stagné à 1,2 % en banlieue. De plus, le loyer moyen a augmenté de 4,2 % dans la grande région de Montréal, ce qui est la plus forte augmentation depuis 2003.

Le taux d'inoccupation est demeuré stable à Québec (2,7%) et Gatineau (1,6 %). L'augmentation des loyers a progressé à Québec (2,7%) et ralenti à Gatineau (2,7 %).

«Bien que globalement, le marché locatif se soit quelque peu détendu en 2020, ces résultats confirment que d'importants déséquilibres et de fortes pressions persistent, en particulier pour les ménages locataires à faible revenu», indique la SCHL dans son document. Avec La Presse Canadienne

Retour à la table des matières

Un campement de fortune inquiète des résidents du Plateau-Mont-Royal
Le Devoir – 2021-04-26

Par : Zacharie Boudreault

https://www.ledevoir.com/societe/599488/plateau-mont-royal-un-campement-inquiete-des-residents

Interventions policières récurrentes, déchets qui s'accumulent, nuisances sonores : le quotidien de plusieurs résidents du Plateau-Mont-Royal a été chamboulé par l'émergence d'un campement de fortune où se rassemblent plusieurs personnes autochtones en situation d'itinérance, a constaté Le Devoir.

En février, la Ville de Montréal avait épaulé le RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal afin de permettre l'ouverture d'une halte-chaleur de jour près de la station de métro Mont-Royal. Celle-ci a ainsi pris forme sur un ancien stationnement situé à côté du Centre de services communautaires du Monastère et de plusieurs rues résidentielles. Il s'agit d'un terrain que la Ville de Montréal a acquis en 2017.

Puis, le 31 mars, cette halte-chaleur a dû être démantelée en raison d'un manque de ressources humaines pour « gérer un projet d'une telle ampleur » plus longtemps, indique au Devoir le gestionnaire de projets au RÉSEAU, Alexandre Huard-Joncas.

Afin d'assurer une période de transition pour la quinzaine d'itinérants qui bénéficiaient de cette ressource depuis deux mois, où on leur offrait notamment des repas, des intervenants de l'organisme Exeko ont continué de se rendre sur place au cours des trois dernières semaines afin de leur offrir du soutien psychosocial et de référencement.

« Le plan de transition a fait en sorte de diminuer peu à peu les services offerts sur place », explique la directrice des programmes autochtones à Exeko, Jani Greffe Bélanger. Le mandat de l'organisme sur place a ainsi pris fin vendredi.

Photo: Zacharie Goudreault Le Devoir La police a été appelée sur place vers 10 h 30.

« Il devrait y avoir une tente. Ils auraient dû la laisser », soupire Steven Blake, en référence à la halte-chaleur démantelée. Lors du passage du Devoir, samedi avant-midi, M. Blake était réuni avec plus d'une dizaine d'autres personnes sur ce site, où l'on peut apercevoir quelques tentes.

Un peu avant 10 h, l'ambiance était festive et la bière coulait à flots sous fond de musique pop sortant de haut-parleurs. Puis, la police a été appelée sur place vers 10 h 30 après qu'un homme ait été blessé près du site. Les policiers sont ensuite allés faire un tour sur le campement pour discuter avec certaines personnes en situation d'itinérance.

D'ailleurs, dans les derniers jours, « la police est venue à plusieurs reprises » sur ce site, confie Sylvie Lamer, une résidente du secteur. « Ça crève le coeur de voir tout ça », ajoute la dame.

Des résidents inquiets

Sur le sol, près de ce petit campement, des déchets s'amoncellent, parmi lesquels on retrouve des canettes de bière et des morceaux de verre.

« On a perdu toute quiétude, on a perdu en propreté et on a perdu en sentiment de sécurité », déplore au Devoir Marilyne Pires, qui demeure dans une ruelle tout près du campement avec ses deux enfants et son mari.

« Il y a des parents qui nous ont dit que leurs enfants ne voulaient plus passer par ici pour aller prendre le métro et il y a beaucoup de gens qui nous ont dit qu'ils ont délaissé ce chemin parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité », note pour sa part Mme Lamer.

Photo: Zacharie Goudreault Le Devoir Marilyne Pires, au centre, en compagnie de son conjoint Émilien Beucler et de leurs deux enfants.

Après avoir acheminé plusieurs courriels à l'arrondissement, Marilyne Pires a lancé dans les derniers jours une pétition dans laquelle elle interpelle directement le maire du Plateau-Mont-Royal, Luc Rabouin. Samedi soir, celle-ci avait recueilli 80 signatures. « Ce qu'on veut, c'est vraiment de trouver une solution durable pour ces gens-là, mais pas ici », lance-t-elle.

Cohabitation sociale

Or, cet endroit a justement été ciblé par des initiatives communautaires afin de répondre à un besoin au sein de la communauté itinérante autochtone de Montréal. Des travailleurs sociaux continuent d'ailleurs de se déplacer régulièrement sur le site pour offrir leur soutien aux sans-abri, indique la conseillère d'arrondissement du district De Lorimier, Josefina Blanco.

Cette dernière se dit toutefois consciente des enjeux de cohabitation avec le voisinage que pose ce campement. « On est déjà en train de rechercher des pistes de solutions », assure la conseillère. Pour ce faire, elle compte notamment miser sur des rencontres avec les résidents du secteur et les itinérants qui occupent cet ancien stationnement.

Photo: Zacharie Goudreault Le Devoir

« La relation avec le voisinage n'est jamais facile. Il faut essayer d'établir une bonne relation avec la communauté et les voisins. C'est important d'avoir une communication et de l'ordre, surtout lorsqu'il y a des problèmes qui sont là. Mais la réalité, c'est que la ville est pour tout le monde », soulève au Devoir la directrice générale du refuge Projets Autochtones du Québec (PAQ), Heather Johnston.

Alexandre Huard-Joncas invite d'ailleurs lui aussi les résidents du secteur à prioriser la communication entre toutes les parties pour trouver des solutions à cet enjeu.

« On invite les gens à s'inscrire dans ce type d'initiative au lieu d'écrire des pétitions pour déplacer les personnes autochtones », laisse-t-il tomber.

Retour à la table des matières

PRÈS DE 200 LOGEMENTS GRÂCE À UN PRÊT DE 66,3 M$

Courrier Laval – 2021-04-26 – p. 13

Par : Stéphane St-Amour

ACTUALITÉS

www.courrierlaval.com - Le lundi 26 avril 2021 13

PRÈS DE 200 LOGEMENTS GRÂCE À UN PRÊT DE 66,3 M$

La seconde tour d'habitation du complexe Central Parc Laval que le Groupe Saroukian s'apprête à livrer au centre-ville a profité d'un prêt de 66,3 M$ à faible coût financé par le gouvernement fédéral.

stephane.st-amour@2M.Media
Initiative de Journalisme Local

Ce lundi 29 mars, le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Ahmed Hussen, également ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), en a fait l'annonce lors d'un point de presse virtuel.

Le projet avait d'abord été retenu par la SCHL à l'automne 2018 et le prêt consenti l'été suivant dans le cadre de l'Initiative de financement de la construction de logements locatifs (IFCLL), un programme de la Stratégie nationale sur le logement (SNL) administré par la SCHL.

« [Ce programme] a accéléré notre capacité d'ajouter rapidement des logements essentiels à un marché où l'offre est insuffisante », a indiqué un dirigeant du Groupe Saroukian, Loren Michaud.

Élevée en bordure du boulevard Carrefour Laval, à distance de marche du centre commercial du même nom, la nouvelle tour haute de 18 étages abrite très exactement 193 logements, lesquels ont à peu près tous déjà trouvé preneur, apprend-on.

ABORDABILITÉ

Les conditions qui président à ce financement à taux préférentiel visent à assurer une construction de qualité et d'efficacité environnementale à la faveur de logements abordables.

C'est ainsi que « les loyers annuels de 106 des 193 logements de l'immeuble seront inférieurs à 30 % du revenu médian des ménages de la région [du Grand Montréal] » souligne la SCHL. L'agence fédérale ajoute que « ces loyers abordables seront maintenus pendant au moins 16 ans à compter de la date de la première occupation ».

En termes d'accessibilité, cet ensemble d'habitation offre un accès sans obstacles et plus d'une vingtaine de logements de conception universelle.

Quant à la performance énergétique, l'immeuble permettrait une réduction de 22 % de la consommation d'énergie et de 16 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport aux exigences du Code national de l'énergie pour les bâtiments de 2015.

PÉNURIE

Ces nouveaux logements étaient nécessaires pour répondre à la forte demande, alors que l'automne dernier le taux d'inoccupation à Laval était de 2 %.

« Nous croyons que chaque Canadien mérite un chez-soi sûr et abordable, a déclaré la députée fédérale de Vimont, Annie Koutrakis. La Stratégie nationale sur le logement, grâce à des investissements comme celui-ci, continue de nous rapprocher de l'atteinte de cet objectif. »

L'un et l'autre ont rappelé que le programme favorise la stabilité de l'offre de logements locatifs pour les familles de la classe moyenne dans les marchés où le logement coûte cher.

Lancée en avril 2017, l'Initiative de financement de la construction de logements locatifs (IFCLL) a été renouvelée lors l'Énoncé économique d'automne de 2020 avec l'ajout d'un budget de 12 milliards de dollars pour les 7 prochaines années, portant ainsi à 25,8 G $ le volume de prêts à faible coût financé par Ottawa.

Laval

APPEL D'OFFRES

AVIS est par la présente donné qu'on recevra à l'hôtel de ville, des soumissions pour:

No SP-30309 Service d'entretien et de réparation de bennes

Les soumissions seront reçues aux journées et heures ci-dessous décrites, et ce, au plus tard à 10h30 le jeudi 27 mai 2021 dans le hall de l'hôtel de ville au 1, place du Souvenir, Ville de Laval:

- les lundis de 13 h 30 à 16 h 30, à l'exception du lundi 24 mai 2021;
- les mardis de 8 h 30 à 10 h 30;
- les mercredis de 13 h 30 à 16 h 30;
- les jeudis de 8 h 30 à 10 h 30.

1. Les documents d'appel d'offres sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres SEAO à l'adresse www.seao.ca ou en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au numéro 514 856-6600 pour la région de Montréal, ou pour l'extérieur au numéro 1-866-669-seao (7326).
2. Seules seront considérées les soumissions présentées sur les documents spécialement préparés à cette fin et qui seront trouvées conformes aux conditions énumérées aux documents d'appel d'offres.
3. Les soumissions devront être remises au Greffier sous pli cacheté, être identifiées clairement sur l'enveloppe extérieure quant au numéro de la soumission et au nom du soumissionnaire et être présentées sur les documents préparés à cette fin.
4. Seules les soumissions reçues dans le délai ci-dessus mentionné seront ouvertes à 11 h le 27 mai 2021 en la salle du conseil de l'hôtel de ville.

La Ville de Laval se réserve toutefois le privilège de n'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions et de n'encourir aucune poursuite ou réclamation pour frais ou pertes subis par les soumissionnaires. De plus, la Ville n'encourt aucune responsabilité du fait que les avis écrits ou documents quelconques véhiculés par le système électronique sont incomplets ou comportent quelque erreur ou omission que ce soit. En conséquence, tout soumissionnaire doit s'assurer, avant de soumissionner, d'obtenir tous les documents reliés à cet appel d'offres.

DONNÉ À LAVAL
ce 26 avril 2021
Me Valérie Tremblay, greffière
Me Mélanie Gauthier, greffière adjointe

Laval en temps réel
Pour des actualités lavalloises en continu, sept jours par semaine, aimez et abonnez-vous à notre page Facebook au www.facebook.com/courrierlaval/.

Les 193 logements de la 2e tour du projet Central Parc Laval, située en retrait du boulevard Le Carrefour dans Chomedey, ont à peu près tous déjà trouvé preneur. (CAPTURE D'ÉCRAN GOOGLE MAP – NOVEMBRE 2020)

Chronique Audition

Par Judith Bougie, audioprothésiste

LE MOIS DE MAI : MOIS DE LA PAROLE ET DE L'AUDITION, UNE EXCELLENTE OCCASION DE FAIRE TESTER VOTRE AUDITION!

Nos cinq sens nous permettent de comprendre le monde dans lequel nous vivons et de prendre des décisions selon ce que nous percevons. Y a-t-il quelque chose de plus décevant que de manger un bon plat maison concocté par un être cher et ne pas pouvoir le savourer parce qu'on a le nez bouché? Le toucher nous permet de sentir une couverture bien douce, mais aussi de savoir qu'il ne faut pas mettre la main sur un rond chaud. La vue nous permet d'admirer les couchers de soleil et de retrouver notre lit douillet dans le noir en plein milieu de la nuit. Et qu'en est-il de l'ouïe?

C'est grâce à notre audition que nous pouvons écouter de la musique qui nous fait vibrer, discuter avec des amis, entendre le souffle du vent dans les feuilles tout comme se tasser lorsqu'on entend un véhicule d'urgence arriver. Une perte d'audition diminue la capacité de communiquer et peut engendrer plusieurs conséquences néfastes. Nous prenons habituellement soin de notre vue de manière régulière, mais nous avons tendance à ne pas prendre les mêmes précautions lorsqu'il s'agit de l'audition.

Pourquoi aller-vous chez l'optométriste? Parce que vous voulez vous assurer que vos yeux soient en bonne santé, vous souhaitez prévenir des troubles ou encore obtenir des dispositifs qui vous permettront d'avoir une vraie vue d'aigle. Avoir une bonne vision vous permet de bien prendre connaissance de ce qui se trouve autour de vous, de pouvoir éviter des situations pouvant être dangereuses, mais aussi de voir les jolis sourires de vos proches. Alors, pourquoi ne pas faire le même exercice avec votre santé auditive?

Effectivement l'audition, tout comme la vue, a tendance à diminuer avec l'âge, mais ce n'est pas l'unique cause des troubles auditifs. Une exposition prolongée à de forts bruits ou une condition médicale particulière, peuvent aussi entrainer une perte auditive. Le mois de mai est l'occasion idéale pour passer un premier test auditif chez un audioprothésiste. Cet examen non invasif et totalement indolore vous permettra de connaitre l'état de votre audition et au besoin, évaluer les possibilités qui s'offrent à vous.

Le dépistage auditif dure moins d'une heure, il s'effectue dans une cabine entièrement insonorisée et vous serez soumis à un ensemble de sons d'intensités et de fréquences différentes.

La perte auditive apporte son lot de difficultés et provoque plusieurs effets négatifs, tels que l'isolement, le stress, la fatigue et même le déclin cognitif. Se priver de participer à des activités sociales de peur de mal entendre et de comprendre peut rapidement affecter le moral d'une personne. Un trouble auditif est bien souvent irréversible et il n'est jamais trop tôt pour le traiter. Toute privation sensorielle que ce soit l'ouïe, la vue, le toucher, l'odorat ou le goût, enlève à l'humain des sources de plaisir et de connexion à son environnement.

Alors pourquoi ne pas tout faire pour les stimuler afin de les maintenir actifs et optimaux? Prenez-en donc bien soin, en commençant par faire vérifier votre ouïe en ce mois de l'audition!

CLINIQUE AUDITIVE BOUGIE AUDIOPROTHÉSISTES
450 688-6570
3030 boul. le Carrefour, bur. 100M, Laval (Québec) H7T 2P5
Suivez-nous sur Facebook: @cliniqueauditivebougie

CliniqueAuditiveBougie.ca

Ce lundi 29 mars, le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Ahmed Hussen, également ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), en a fait l'annonce lors d'un point de presse virtuel.

Le projet avait d'abord été retenu par la SCHL à l'automne 2018 et le prêt consenti l'été suivant dans le cadre de l'Initiative de financement de la construction de logements locatifs (IFCLL), un programme de la Stratégie nationale sur le logement (SNL) administré par la SCHL. «[Ce programme] a accéléré notre capacité d'ajouter rapidement des logements essentiels à un marché où l'offre est insuffisante», a indiqué un dirigeant du Groupe Saroukian, Loren Michaud. Élevée en bordure du boulevard Carrefour Laval, à distance de marche du centre commercial du même nom, la nouvelle tour haute de 18 étages abrite très exactement 193 logements, lesquels ont à peu près tous déjà trouvé preneur, apprend-on.

ABORDABILITÉ Les conditions qui président à ce financement à taux préférentiel visent à assurer une construction de qualité et d'efficacité environnementale à la faveur de logements abordables.

C'est ainsi que «les loyers annuels de 106 des 193 logements de l'immeuble seront inférieurs à 30 % du revenu médian des ménages de la région [du Grand Montréal]»souligne la SCHL. L'agence fédérale ajoute que «ces loyers abordables seront maintenus pendant au moins 16 ans à compter de la date de la première occupation». En termes d'accessibilité, cet ensemble d'habitation offre un accès sans obstacles et plus d'une vingtaine de logements de conception universelle.

Quant à la performance énergétique, l'immeuble permettrait une réduction de 22 % de la consommation d'énergie et de 16 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport aux exigences du Code national de l'énergie pour les bâtiments de 2015.

PÉNURIE Ces nouveaux logements étaient nécessaires pour répondre à la forte demande, alors que l'automne dernier le taux d'inoccupation à Laval était de 2 %. «Nous croyons que chaque Canadien mérite un chez-soi sûr et abordable, a déclaré la députée fédérale de Vimont, Annie Koutrakis. La Stratégie nationale sur le logement, grâce à des investissements comme celui-ci, continue de nous rapprocher de l'atteinte de cet objectif.»Le ministre Hussen a rappelé que le programme favorise la stabilité de l'offre de logements locatifs pour les familles de la classe moyenne dans les marchés où le logement coûte cher.

Lancée en avril 2017, l'Initiative de financement de la construction de logements locatifs (IFCLL) a été renouvelée lors l'Énoncé économique de l'automne de 2020 avec l'ajout d'un budget de 12 milliards de dollars pour les 7 prochaines années, portant ainsi à 25,8 G$le volume de prêts à faible coût financé par Ottawa.

Retour à la table des matières

Crise du logement à Rimouski : une pétition est lancée

L'Avantage Votre Journal – 2021-04-26

https://www.lavantage.qc.ca/article/2021/04/26/crise-du-logement-a-rimouski-une-petition-est-lancee

Dénonçant l'inaction des autorités publiques en matière de logement, le milieu communautaire et associatif de Rimouski-Neigette s'organise et lance une pétition.

La crise du logement qui touche les grands centres urbains du Québec depuis plusieurs années affecte maintenant l'ensemble du Bas-Saint-Laurent, et plus particulièrement la ville de Rimouski, affirme le Comité logement Rimouski-Neigette dans un communiqué de presse.

Selon l'organisme, la municipalité connaît présentement son plus bas taux d'inoccupation des logements locatifs depuis les 11 dernières années (0,9 %), les prix des loyers augmentent à un rythme largement au-dessus du taux d'inflation et les pratiques discriminatoires et abusives de la part des propriétaires sont de plus en plus courantes.

« Malgré tout cela, les différents paliers de gouvernements refusent de prendre leurs responsabilités et continuent de croire que le marché privé arrivera magiquement à fournir des logements abordables et de qualité pour tous et toutes, y compris les ménages locataires à plus faible revenu », déplore Alexandre Cadieux, intervenant au Comité logement Rimouski-Neigette.

« La semaine dernière, la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, est même allée jusqu'à nier l'existence d'une crise du logement au Québec, c'est complètement irresponsable », poursuit-il. Le Comité logement Rimouski-Neigette invite la population à faire front commun en signant la Déclaration pour une vraie réponse à la crise du logement dans Rimouski-Neigette.

Cette déclaration contient trois revendications :

- La mise en place de mesures de contrôle obligatoire des loyers qui permettent de freiner les augmentations abusives et injustifiées sur le marché privé;
- L'adoption de mesures concrètes afin de venir en aide aux personnes les plus susceptibles d'être victimes de discrimination et de lutter contre le racisme systémique à l'oeuvre dans le secteur du logement;
- Le développement d'au moins 400 nouvelles unités de logements sociaux et communautaires sur le territoire de la MRC de Rimouski-Neigette d'ici les cinq prochaines années.
- « Près de 40 groupes provenant de divers milieux ont déjà appuyé ces revendications et la liste des groupes signataires continue de s'allonger », souligne Alexandre Cadieux.

Retour à la table des matières

Banques alimentaires Près d'un nouvel usager sur deux en situation d'insécurité alimentaire grave

La Presse - Jean-Benoit Legault - 2021-04-27

https://www.lapresse.ca/actualites/2021-04-27/banques-alimentaires/pres-d-un-nouvel-usager-sur-deux-en-situation-d-insecurite-alimentaire-grave.php?fbclid=IwAR1o6B12x7C_pBMq0eXaAoPeA96ftl6d_wzobx7u_Nt3RwCTejWXXOYtjGU

(Montréal) Près de la moitié des gens qui ont recours aux banques alimentaires pour la toute première fois se trouvent en situation d'insécurité alimentaire grave, prévient une nouvelle étude.

L'étude PARCOURS, dont les premières données ont été dévoilées en primeur à La Presse Canadienne, démontre ainsi que 46 % des nouveaux bénéficiaires attendent essentiellement d'avoir le dos au mur, au point de parfois devoir se priver de nourriture pendant toute une journée, avant de demander de l'aide.

« Les gens vont utiliser toutes sortes de stratégies avant d'avoir recours à l'aide alimentaire, a expliqué la co-chercheuse principale de l'étude, Geneviève Mercille. Ils vont emprunter de l'argent à leur entourage. Ils vont retarder leurs paiements de loyer. Ils vont couper des services, comme l'accès à internet ou la télévision. Ils vont utiliser toutes sortes d'autres choses pour couvrir leurs besoins de base. »

Les chercheurs ont recruté un millier de nouveaux usagers d'organismes d'aide alimentaire tout juste avant le début de la pandémie, entre septembre 2018 et janvier 2020.

Ils ont constaté que les trois quarts des nouveaux demandeurs d'aide alimentaire devaient se débrouiller avec des revenus de moins de 20 000 $ par an.

« Quand on a pris connaissance de ces premières statistiques-là, on a été profondément choqués, a confié Mme Mercille. On ne pensait que c'était une aussi grande proportion qui vivait en insécurité alimentaire grave, que les gens attendraient aussi longtemps avant d'avoir recours [aux banques alimentaires]. »

Le fait d'avoir besoin d'une aide alimentaire « heurte la dignité », poursuit-elle ; la fierté et la gêne peuvent donc en partie expliquer pourquoi les gens attendent aussi longtemps avant d'avoir recours aux banques alimentaires.

Mais le réseau communautaire a dû faire face à un bond des urgences et des demandes d'aide depuis le début de la pandémie, rappelle Mme Mercille. L'accessibilité réduite des services a donc elle aussi pu représenter un obstacle.

« [L'étude] vient mettre des chiffres sur les anecdotes, sur ce que les membres nous disent sur le terrain, a pour sa part analysé Véronique Beaulieu Fowler, de Banques alimentaires du Québec. On entend ces choses-là de manière courante, mais quand on voit le chiffre, c'est assez parlant. Ça vient valider que le travail de Banques alimentaires du Québec est un besoin extrêmement important parce que ces gens-là en sont rendus à leurs derniers recours. »

Santé mentale

L'étude PARCOURS démontre par ailleurs que la santé mentale des usagers des banques alimentaires est significativement inférieure à celle de la moyenne de la population.

Elle révèle également que l'insécurité alimentaire se vit de manière différente en fonction du milieu de vie. On note en effet une plus grande fragilité dans les environnements ruraux, alors que 50 % des ménages composés de nouveaux usagers sont en situation d'insécurité alimentaire grave, contre 39 % en centres urbains.

L'étude PARCOURS indique enfin que les banques alimentaires constituent une porte d'entrée vers d'autres services communautaires pour 86 % des nouveaux demandeurs.

« On nous dit sur le terrain que le visage de la faim est extrêmement diversifié, a indiqué Mme Fowler. Il y a parfois des idées préconçues sur qui est le demandeur d'aide alimentaire, et je pense que les chiffres démontrent que dans le fond, comme on nous le dit sur le terrain, que les demandeurs d'aide alimentaire vivent des situations vraiment diverses. C'est la réalité. »

La moitié des nouveaux usagers sont des étudiants, des gens qui travaillent ou encore des gens qui se cherchent activement un emploi, a ajouté Mme Mercille, ce qui démontre qu'« il y a quand même une proportion élevée de travailleurs à faibles revenus, de gens qui sont actifs pour gagner leur vie, qui ont de la misère à assurer leurs besoins de base ».

Ces gens-là, qui étaient déjà fragiles, se retrouvent encore plus vulnérables et risquent de ressentir les conséquences de la pandémie pendant encore longtemps, prévient-elle.

Les chercheurs poursuivront au cours des prochains mois l'étude de leurs participants.

« Ça va nous donner une compréhension en profondeur de l'accès à cette aide d'urgence-là et à d'autres moyens pour s'en sortir, comme se trouver un emploi, se trouver un logement moins cher, a dit Mme Mercille. Ça va vraiment nous donner un portrait du parcours des gens pour essayer de se sortir d'une situation très difficile à vivre. »

Quelque 900 000 personnes seraient touchées par l'insécurité alimentaire au Québec.

L'étude PARCOURS a été réalisée par la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (Chaire CACIS), en collaboration avec les Banques alimentaires du Québec.

Un sondage pour tracer un portrait des besoins en logement

Nord Info – 2021-04-27

Par : Benoit Bilodeau

https://www.nordinfo.com/actualites/un-sondage-pour-tracer-un-portrait-des-besoins-en-logement/

Depuis combien de temps êtes-vous à la recherche d'un logement? Quelles sont, selon-vous, les difficultés dans vos recherches? Avez-vous besoin d'accompagnement dans vos recherches en logement? Avez-vous envisagé de changer de municipalité ou de MRC pour être en mesure de vous loger?

Voilà quelques-unes des questions posées dans le sondage que fait circuler depuis quelques jours le Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL) afin d'établir un portrait des besoins en logement dans la région des Laurentides, face à cette question «jugée très préoccupante depuis déjà plusieurs mois et qui laisse présager une potentielle crise du logement à très court terme».

Des constats inquiétants

En fait, selon CRDSL, plusieurs constats sont visibles à cet égard à l'échelle régionale. L'organisme cite notamment, dans un courriel annonçant ce sondage, l'inflation des coûts du logement, les difficultés d'accès à la propriété et la surenchère causée par la migration de personnes en provenance de Montréal qui sont, dit-elle, des enjeux intimement liés au contexte de la pandémie. La région des Laurentides a incidemment le plus haut taux migratoire au Québec, fait d'ailleurs remarquer le CRDSL.

Le Conseil régional ajoute à cette liste le fait que «la crise en logements abordables pour les femmes victimes de violence conjugale amène une extension de séjour de femmes hébergées» et entraîne donc une liste d'attente pour celles qui souhaitent quitter leur milieu violent.

«La hausse du loyer dans les nouvelles constructions de moins de cinq ans est également inquiétante car elle n'est pas contrôlée et va conduire de nombreuses familles à la recherche de nouveaux logements à très courte échéance. Et c'est sans compter les multiples appels à l'aide sur les réseaux sociaux de personnes qui se cherchent un logement», d'ajouter le CRDSL.

Des constats qui font lui dire «qu'une étude très rapide des besoins de la population laurentienne et de l'offre de logement nous semblait primordiale. Notre région se trouve dans une situation d'urgence et cela nécessite une intervention immédiate.»

Des actions pour répondre à la crise

En réponse à cette crise du logement, le CRDSL a donc décidé de mener, dans un premier temps, ce sondage qui lui permettra d'établir un portrait des besoins réels en logement de la

population laurentienne et de pouvoir intervenir rapidement pour éviter aux citoyens de la région de se retrouver dans des situations de précarité.

L'organisme régional compte aussi former un comité de crise stratégique régional dont le but sera de mettre en place un filet de sécurité de façon très rapide en prévision de la crise du logement du 1er juillet 2021, mais aussi procéder à un recensement des logements disponibles au niveau régional (quantité et diversité de l'offre). La création d'un organisme régional d'accompagnement à la recherche de logement est également envisagée parmi les autres actions à venir.

Il est possible de remplir ce sondage via la page Facebook du CRDSL ou via le lien [https://forms.gle/9WVWjfzpUfYLNzvv7]. Le sondage est aussi disponible et accessible dans les bureaux des députés fédéraux et provinciaux. En raison des consignes sanitaires en vigueur, il est cependant conseillé d'appeler avant de s'y rendre pour prendre rendez-vous. La date limite pour compléter le sondage en question est fixée au dimanche 9 mai prochain.

Retour à la table des matières

CODERRE PRÔNE L'IMPLANTATION DE MAISONS DE CHAMBRES

La Presse + – 2021-04-28 - p. ACTUALITÉS_13

Par : Isabelle Ducas

https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2021-04-27/campements-itinerants/coderre-prone-l-implantation-de-maisons-de-chambres.php

La solution aux campements installés par des sans-abri passe par l'implantation de maisons de chambres permanentes, selon Denis Coderre, candidat à la mairie de Montréal.

M. Coderre est allé rencontrer mardi des occupants du campement installé dans le bois Steinberg, dans Hochelaga-Maisonneuve, où une douzaine de tentes ont été plantées au cours des dernières semaines.

« Il faut trouver une solution permanente à l'itinérance », a lancé le candidat à la mairie, qui avait convié les médias sur les lieux. « Il faudrait acheter des maisons de chambres ou les louer à long terme. Avec 30 chambres, on réglerait le problème des campements comme celui-ci. »

Des occupants du campement ont cependant souligné qu'ils s'y étaient installés par choix et qu'ils avaient l'intention d'y passer l'été.

« Ici, on ne dérange personne, on n'a pas de voisins. On ne décollera pas tant que le propriétaire du terrain ne nous demandera pas de nous en aller », affirme Simon C., rencontré dans sa tente sur le site.

« On aurait juste besoin d'un peu d'aide, d'avoir de l'eau, de l'électricité et des toilettes », renchérit Marie Larocque, dont la tente est installée non loin. « Il y a plein de choses qu'on peut construire ici, on veut même faire un jardin. Il faudrait juste que la police arrête de nous stresser en venant surveiller. Qu'on nous laisse tranquilles jusqu'à l'automne. »

Mais selon Denis Coderre, ce n'est pas possible.

« C'est clair pour moi qu'on ne peut pas avoir des campements comme ça. C'est une situation qui me trouble. On ne veut pas entretenir l'itinérance, on veut mettre fin à l'itinérance. »

Denis Coderre

Quand il propose des maisons de chambres comme solution pour loger les sans-abri, il ne s'agit pas d'une promesse électorale, assure-t-il. « Je demande à la Ville d'agir maintenant ! », lance-t-il, appelant la mairesse Valérie Plante à s'inspirer de ses idées.

« Je trouve qu'on n'en fait pas assez. On a une attitude attentiste, on dit toujours que c'est la faute des autres, qu'on n'a pas assez d'argent d'Ottawa ou de Québec. Il faut plutôt regarder ce qu'on peut faire comme métropole, il y a des mesures qu'on peut mettre en place », laisse-t-il tomber, décochant des flèches à Mme Plante, qui est son adversaire en vue des élections municipales de novembre prochain.

Denis Coderre était accompagné sur le site du campement par deux conseillers municipaux de son parti, Ensemble Montréal : Karine Boivin-Roy, qui a annoncé qu'elle sera candidate à la

mairie de MercierHochelaga-Maisonneuve, et Benoit Langevin, porte-parole en matière d'itinérance. Il avait aussi invité des représentants d'organismes œuvrant auprès des sans-abri.

VALÉRIE PLANTE DIT AVOIR CRÉÉ PLUS DE LOGEMENTS

L'administration Plante n'a pas tardé à réagir.

« Au 31 mars 2021, on a développé 1089 unités pour personnes en situation d'itinérance (habitées, en construction, à l'étape des plans/financement confirmé). Nous avons dépassé notre cible de 950 de 14 %. Sous le mandat Coderre, il s'est créé seulement 800 logements, soit près de 300 logements de moins que notre administration, et notre mandat n'est pas fini. Notre administration en a créé 36 % de plus », a indiqué la porte-parole de Valérie Plante, Catherine Cadotte, dans une déclaration envoyée par courriel.

Elle a aussi souligné que l'administration de Projet Montréal avait adopté des règlements dans les arrondissements pour protéger les maisons de chambres.

« Aucun arrondissement du parti de l'ex-maire [Denis Coderre] n'a pris la peine de réglementer en ce sens. Dans les arrondissements centraux dirigés par Projet Montréal, c'est maintenant impossible de changer la vocation des maisons de chambres. De plus, nous finançons leur rénovation à l'intérieur du programme AccèsLogis. L'ex-maire n'a jamais démontré de leadership sur cette question et ses élus devraient protéger les maisons de chambres des rénovictions. »

Les terrains du boisé Steinberg appartiennent en bonne partie au ministère des Transports du Québec, mais Hydro-Québec est en voie d'en acquérir le tiers pour un projet de poste de transformation.

Des citoyens du secteur s'opposent toutefois au projet d'Hydro-Québec et demandent que le boisé soit conservé intact pour les marcheurs qui le fréquentent.

C'est le cas d'Anaïs Houde, qui a participé avec un groupe d'utilisateurs du site à une corvée de nettoyage, il y a quelques jours. Ils ont rempli de déchets un conteneur, payé avec l'aide du député de Québec solidaire Alexandre Leduc, qui représente la circonscription voisine d'Hochelaga-Maisonneuve.

« On se mobilise pour la protection de cet espace. Les campeurs ont aussi participé aux efforts pour nettoyer les lieux », dit Mme Houde.

Pendant que se déroule la joute politique, les campeurs de la rue Hochelaga s'installent de mieux en mieux et reçoivent de plus en plus de dons de la part de bons Samaritains.

« C'est une belle place, on se croirait sur un vrai terrain de camping », a souligné Guylain Levasseur, lors de sa rencontre avec Denis Coderre devant sa petite roulotte. « Si je peux passer l'été ici, je serais bien heureux. »

Retour à la table des matières

Le difficile enjeu des campements
La Presse + – 2021-04-28 - p. ACTUALITÉS_15

Par : Mario Girard

https://plus.lapresse.ca/screens/2bb5a505-e018-42ca-8b8c-f25c318b143f__7C___0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Denis Coderre a souhaité s'exprimer sur la situation des sans-abri à Montréal, plus particulièrement sur le phénomène des campements. Et il l'a fait dans le cadre d'une mise en scène planifiée jusque dans les moindres détails.

On est en campagne électorale ou on ne l'est pas.

On nous a donné rendez-vous dans le bois Steinberg, à l'angle de la rue Hochelaga et du boulevard de l'Assomption. Sur place, on a vu quelques roulottes, dont celle de Guylain Levasseur, figure très connue du monde de l'itinérance.

Ça tombait bien, l'homme est plutôt critique à l'endroit de l'administration Plante. Je l'ai rencontré l'an dernier au campement de Notre-Dame, et il m'a dit ceci : « La Ville de Montréal ne règle pas le problème de l'itinérance. Elle fait semblant de le faire. Elle le cache. »

Guylain Levasseur n'a pas fait de cadeau à Denis Coderre non plus. Le sympathique bonhomme laisse venir les choses. Il laisse venir les solutions. Pour le moment, il ne souhaite pas quitter le campement. Il est bien dans sa roulotte.

Quand un journaliste a demandé à Guylain Levasseur s'il appréciait la visite d'un candidat aux prochaines élections municipales, Denis Coderre s'est empressé de répondre : « Ce n'est pas le candidat qui est ici, c'est le citoyen. »

Euh… Un citoyen ne visite pas un campement de sans-abri sous le regard d'une vingtaine de journalistes convoqués quelques heures plus tôt.

Puis, on nous a demandé de laisser Denis Coderre et ses accompagnateurs en compagnie de Guylain Levasseur. La conversation a duré une quinzaine de minutes.

Le nouveau chef d'Ensemble Montréal a ensuite pris la parole devant les caméras. Ses idées, sans être révolutionnaires ou très différentes de celles de l'actuelle administration, ne sont toutefois pas déconnectées de la réalité.

Grosso modo, Denis Coderre imagine des maisons de chambres permanentes qui seraient créées dans certaines zones de la ville, là où les besoins se font le plus sentir.

Pourquoi des maisons de chambres ? Parce que pour de nombreux itinérants, les refuges comportent trop de contraintes et de restrictions. Dans bien des cas, les usagers ne peuvent consommer de drogue ou d'alcool, ou être accompagnés de leur chien. Denis Coderre souhaite offrir une autonomie à ces gens qui n'ont pas de toit.

L'ancien maire de Montréal a écorché l'administration Plante, qui préconise une approche « bienveillante » face aux nouveaux campements, en disant qu'il fallait cesser de constamment demander de l'argent au gouvernement et qu'il fallait être créatif et agir.

Sauf que pour convertir des hôtels en maisons de chambres, il faut de l'argent… du gouvernement.

Depuis le début de la pandémie, on entend beaucoup que le nombre de sans-abri à Montréal serait passé de 3000 à 6000. Ce nombre, véhiculé par Valérie Plante, a été vivement contesté par son rival. « Ce n'est pas vrai », a affirmé Denis Coderre avec véhémence. « Il y en a 1500 de plus. »

Pour appuyer cette affirmation, il a brandi le nom de Sam Watt, président-directeur général de la Mission Bon Accueil, et des « professionnels qui sont sur le terrain ». En disant cela, Denis Coderre insinue que l'actuelle administration a recours à ce nombre pour justifier sa difficulté à gérer le problème de l'itinérance à Montréal.

En menant cette opération très tôt au printemps, Denis Coderre vient asseoir une image de démocrate et d'homme sensible aux injustices sociales. Mais surtout, il impose sa réputation de dirigeant qui règle les choses rapidement et efficacement.

En réunissant la presse devant le campement émergent de la rue Hochelaga, il souhaite prendre de court Valérie Plante, à qui on a reproché un manque de célérité et une certaine mollesse dans la gestion du campement de la rue Notre-Dame l'an dernier.

Précisons que la Ville de Montréal, après une longue valse-hésitation, est finalement intervenue alors que les grands froids de l'hiver s'installaient et qu'une tente en feu avait failli créer une catastrophe.

Denis Coderre veut donc agir avant que le campement d'Hochelaga-Maisonneuve et tous les autres qui apparaîtront au cours des prochaines semaines ne prennent une ampleur difficilement gérable.

Présent dans de nombreuses grandes villes canadiennes (Vancouver, Edmonton, Ottawa, Victoria, Winnipeg, Toronto, etc.), le phénomène des campements de sans-abri est d'une complexité sans nom.

J'ai relu l'excellent texte que Matthew Pearce, ancien président et chef de la direction de la Mission Old Brewery, avait publié dans La Presse l'automne dernier. L'homme, qui possède une vaste connaissance de l'itinérance, disait que l'on pouvait diviser en trois catégories les sans-abri qui vivaient dans ces campements.

Il y a ceux qui utilisaient les services mis en place par les autorités, qui se sont retrouvés devant rien ; ceux qui connaissaient une situation d'itinérance à cause de la COVID-19 ; et, finalement, ceux qui, voyant le beau temps revenir, quittaient les refuges traditionnels pour vivre en campement.

« Dans la communauté du camp se développe un sentiment d'appartenance, voire de fierté, a écrit Matthew Pearce. Ces personnes sans racines ont créé un endroit qui leur est propre. Ce type de campement est susceptible de se développer, car la fonctionnalité du lieu attire d'autres personnes. »

De plus en plus de spécialistes de l'itinérance pensent qu'au lieu de combattre ces campements, on devrait les intégrer dans des programmes sociaux.

Le hic, c'est que les sans-abri qui vivent dans des campements apprécient l'aide et le soutien du public et des organismes communautaires, mais n'ont pas toujours envie de l'encadrement qui les accompagne.

Dans ces villages de fortune, il y a beaucoup de problème de santé mentale et de consommation d'alcool et de drogue. Il y a également des enjeux de sécurité. Les femmes ne sont guère protégées, la nuit, dans une petite tente en nylon.

Puis, il y a la réaction des résidants qui deviennent, malgré eux, les voisins de ces campements. L'été dernier, j'ai donné la parole à des personnes qui vivaient non loin du campement Notre-Dame. Elles étaient à la fois déchirées et exaspérées.

La clé est évidemment un meilleur accès au logement social. Mais cela est un projet à long terme. Alors qu'un nouvel été pandémique s'annonce, nous sommes davantage dans une situation d'urgence.

Alors, que fait-on avec des gens qui n'ont pas d'autres lieux où aller ? L'administration Plante, pour laquelle ce sujet est extrêmement délicat et important, doit trouver des solutions rapidement.

Est-ce que cela passe par l'utilisation de chapiteaux, d'arénas, de centres communautaires et de sous-sols d'église ? Un plan estival est urgent.

À défaut d'avoir offert un tableau plus complet et des solutions à court terme, Denis Coderre a secoué l'administration Plante. Certains n'y verront que de la politique. D'autres diront que tout ce qui peut être fait pour améliorer le sort de ceux qui vivent dans la rue est souhaitable.

Retour à la table des matières

Les campements doivent être « temporaires », soutient Coderre
Le Devoir – 2021-04-28 – p. A5
MSN – 2021-04-28

Par : Zacharie Goudreault

https://www.ledevoir.com/politique/montreal/599601/itinerance-coderre-sur-les-campements-de-fortune

https://www.msn.com/fr-ca/actualites/quebec-canada/%E2%80%8Bitinérance-les-campements-de-fortune-doivent-être-«temporaires»-martèle-denis-coderre/ar-BB1g7a17?li=AAayzNa

LE DEVOIR // LE MERCREDI 28 AVRIL 2021

ACTUALITÉS | A 5

Une pétrolière albertaine réclame 32 millions de dollars au Québec

Le gouvernement est visé par quatre poursuites de sociétés énergétiques s'estimant lésées

ALEXANDRE SHIELDS
LE DEVOIR

Il existe actuellement plus de 32 000 km² de permis d'exploration en vigueur au Québec, répartis entre une quinzaine d'entreprises

Les projets d'exploration pétrolière et gazière lancés au Québec au cours des dernières années n'ont jamais démontré leur potentiel commercial, mais ils risquent de coûter cher à l'État québécois. L'entreprise albertaine Pieridae Energy réclame 32 millions de dollars de dédommagement en raison du blocage d'un projet pétrolier situé près d'un secteur résidentiel de Gaspé. Trois autres actions en justice déposées par des acteurs de l'industrie pourraient aussi coûter des millions de dollars au gouvernement.

Pieridae Energy a fait l'acquisition de l'entreprise québécoise Pétrolia en 2017. C'est aussi elle qui veut construire une usine de gaz naturel liquéfié (GNL) en Nouvelle-Écosse, un projet qui devrait nécessiter la construction d'un nouveau gazoduc d'exportation dans le sud du Québec, comme le rapportait *Le Devoir* mardi.

Au Québec, Pieridae détient aujourd'hui 279 km² de permis d'exploration pétrolière et gazière, tous situés en Gaspésie. Elle contrôle notamment un permis de 241 km² situé à la pointe de la Gaspésie, qui recouvre une bonne partie de la baie de Gaspé et un secteur nommé Haldimand. C'est là que Pétrolia avait mené des forages exploratoires, dans une zone située à environ 300 mètres d'un secteur résidentiel.

Or, la Loi sur les hydrocarbures adoptée en 2018 a stoppé net le projet pétrolier de Pieridae Énergy, puisque la législation interdit l'exploration et l'exploitation dans un périmètre urbanisé, mais aussi à moins de 1000 mètres du périmètre défini.

Même si Pieridae n'a jamais obtenu de permis de production commerciale de pétrole, l'entreprise estime aujourd'hui qu'elle a subi une « expropriation » qualifiée d'« abusive et illégale » dans les documents déposés en Cour supérieure. Les documents de Pieridae évoquent même un « anéantissement intentionnel de Haldimand », et ce, après que le gouvernement a autorisé tous les projets de forage de Pétrolia dans le secteur au fil des ans.

L'entreprise albertaine réclame donc 29 millions de dollars en dédommagement pour les investissements effectués dans le projet, mais aussi des fonds pour financer la fermeture des puits forés et pour compenser « l'atteinte intentionnelle » aux « droits de propriété ». Le total s'élève ainsi à plus de 32 millions de dollars.

Pieridae Energy n'a pas répondu aux questions du *Devoir* dans ce dossier. Au cabinet du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, on indique simplement qu'on ne peut pas commenter un dossier qui se trouve devant les tribunaux.

Craintes

Pour la directrice générale du Centre québécois du droit de l'environnement, Geneviève Paul, il n'est pas acquis que la cour donnera raison à Pieridae. « L'expropriation déguisée est souvent évoquée par les promoteurs, mais rarement avec succès », explique-t-elle. « Les impératifs collectifs, comme la protection de l'environnement, sont tout à fait légitimes et peuvent justifier qu'on encadre certains droits », dont le droit à la propriété.

Néanmoins, ajoute Me Paul, si l'entreprise albertaine obtient gain de cause, « on pourrait craindre d'autres tentatives similaires de la part d'autres entreprises ». Il faut dire qu'il existe actuellement plus de 32 000 km² de permis d'exploration en vigueur au Québec, répartis entre une quinzaine d'entreprises.

Déjà, une autre entreprise contente en justice le refus du gouvernement de lui accorder un permis de forage. Gaspé Energies (une filiale de Ressources Ufca, dont le premier actionnaire est Autrichien) exige de pouvoir forer un puits en Gaspésie, et ce, même si celui-ci se trouve à moins de 1000 mètres d'un milieu hydrique. Or, la Loi sur les hydrocarbures l'interdit, à moins que le gouvernement le juge sécuritaire. Un jugement est d'ailleurs attendu dans cette affaire.

L'entreprise albertaine Questerre conteste pour sa part l'interdiction de la fracturation hydraulique en vigueur dans la vallée du Saint-Laurent. Dans les documents de cour, l'entreprise souligne qu'elle subit « un préjudice sérieux et irréparable », mais aussi « une perte commerciale qui s'aggrave et un préjudice à sa réputation ». Elle évalue également ses investissements et ceux de ses partenaires à « plus de 160 millions de dollars » depuis 2003.

Le gouvernement du Canada, quant à lui, est ciblé depuis 2012 par une action intentée par l'entreprise américaine Lone Pine Resources à la suite de l'interdiction de l'exploration pétrolière et gazière dans le fleuve Saint-Laurent. Celle-ci a été décrétée par le gouvernement du Québec en 2011. L'entreprise, qui détenait un permis situé dans le fleuve, près de Trois-Rivières, réclame 250 millions de dollars pour compenser son expropriation, en vertu des règles de libre-échange nord-américain.

III MONTRÉAL

Les campements doivent être « temporaires », soutient Coderre

Visitant des installations de fortune, le candidat à la mairie a pressé la Ville d'acquérir des bâtiments pour les transformer en maisons de chambres

ZACHARIE GOUDREAULT
LE DEVOIR

Les campements de fortune doivent être « temporaires », a martelé mardi le candidat à la mairie de Montréal Denis Coderre, qui propose la création de maisons de chambres dans des hôtels de la métropole. Une avenue qu'explore déjà la Ville, confirme l'administration de Valérie Plante.

Le chef d'Ensemble Montréal, qui tentera de déloger Mme Plante aux élections municipales de novembre, a visité mardi avant-midi un campement de fortune qui a pris forme dans les dernières semaines dans un boisé situé dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, près des intersections de la rue Hochelaga et du boulevard de l'Assomption.

Au cours des derniers jours, de nouvelles tentes ont continué de s'ajouter à ce campement, qui dispose notamment d'une cuisine improvisée et d'encinctеurs pour intervenir en cas d'incendie. M. Coderre est d'ailleurs allé à la rencontre mardi de certains de ses résidents, parmi lesquels on compte Guylain Levasseur, qui a abouti à cet endroit avec son chien il y a un peu plus d'une semaine.

« On a besoin de [toilettes chimiques] et d'autres choses, mais sinon, ici, c'est merveilleux. On se croirait dans un vrai terrain de camping », a lancé M. Levasseur, qui bénéficie du soutien de la communauté. Plusieurs résidents ont d'ailleurs participé, samedi dernier, à une corvée de nettoyage de ce boisé.

« Je ne suis pas prêt à partir. C'est ma maison, ici », a ajouté M. Levasseur, qui espère pouvoir passer l'été sur ce site, où il loge dans une roulotte.

Des campements « temporaires »

« Moi, je ne suis pas d'accord à ce que tu passes l'été ici. Ça prend des solutions permanentes », a répliqué M. Coderre, qui a martelé à plusieurs reprises mardi, pendant sa visite, que les campements se doivent d'être « temporaires ».

« On parle toujours de faire plus de logements sociaux, mais on fait juste le dire au lieu de le faire », a fait valoir M. Coderre, en référence à la promesse électorale de Projet Montréal d'aménager 12 000 logements sociaux et abordables d'ici la fin de son premier mandat, en novembre prochain.

Le candidat à la mairie de Montréal a ainsi pressé la Ville de procéder rapidement à l'achat de bâtiments ou à la location à long terme d'hôtels afin de transformer ceux-ci en maisons de chambres. Celles-ci serviraient de lieux de « transition » en attendant que la Ville concrétise la construction de nouveaux logements sociaux, propose l'aspirant maire.

« Dans le fond, ce qu'ils veulent, c'est de l'espoir. Ce qu'ils veulent, ce sont des solutions permanentes », a affirmé M. Coderre, en référence aux sans-abri qui se trouvent actuellement dans des campements à différents endroits à Montréal.

Le candidat à la mairie reconnaît toutefois qu'une solution magique n'existe pas et que d'autres avenues devront être explorées par la Ville pour répondre aux besoins spécifiques des itinérants dans les différents secteurs de la métropole où se trouvent des campements.

Déjà en cours, rétorque la Ville

Au cabinet de la mairesse Valérie Plante, on rétorque que le processus proposé par M. Coderre est déjà en cours de réalisation par la Ville.

« Dans le programme fédéral [d'Initiative pour la création rapide de logements], des hôtels sont en cours d'acquisition pour les transformer en logements pour personnes en situation d'itinérance », souligne son attachée de presse, Geneviève Jutras.

Cette dernière rappelle par ailleurs que plusieurs arrondissements centraux ont adopté, l'an dernier, des règlements visant à empêcher le changement de vocation des maisons de chambres existantes afin de protéger celles-ci. « L'ex-maire n'a jamais démontré de leadership sur cette question et ses élus devraient protéger les maisons de chambres des "rénovictions" », écrit Me Jutras, lançant ainsi une flèche aux arrondissements dirigés par Ensemble Montréal.

Chose certaine, le temps presse pour répondre aux besoins des itinérants qui se trouvent dans des campements. « Il faut agir maintenant et ne pas attendre qu'il y ait une campagne électorale », a martelé au *Devoir* mardi le président-directeur général de la Mission Bon Accueil, Samuel Watts, qui milite pour un meilleur accès au logement pour les itinérants.

Un démantèlement appréhendé

Dans ce campement situé à proximité du Stade olympique, un sentiment d'insécurité plane sur ses résidents improvisés. « Le démantèlement a été fait de manière assez rough l'année passée », y est remémoré mardi Guylain Levasseur. Il faisait ainsi écho au retrait forcé, en décembre dernier, des tentes qui se trouvaient sur un vaste terrain situé à proximité de la rue Notre-Dame.

« Ça ne sert à rien de les chasser et de les écraser comme ça [les itinérants dans les campements] », déplore d'ailleurs l'écrivaine Marie Larocque, qui a planté sa tente dans ce campement de fortune il y a quelques jours. À l'instar de M. Levasseur, la dame de 51 ans espère elle aussi pouvoir rester sur place jusqu'à l'automne.

« C'est une belle solution temporaire qui peut marcher », croit-elle.

Chose certaine, tous les habitants de ce campement rencontrés par *Le Devoir* sont unanimes : il n'est pas question pour eux de se tourner vers un refuge d'urgence. « Tout le monde parle des refuges. Les gens se font voler là-bas et c'est pour ça qu'ils sont ici », estime Me Larocque. Alexandre Barrière rejette lui aussi cette option, car il la trouve contre-productive dans sa quête de réinsertion sociale. « Ça crée une certaine dépendance aux services » qui plonge les itinérants dans un cercle vicieux, fait-il valoir.

En haut : un des campeurs. Ci-dessus: le candidat à la mairie Denis Coderre est allé à la rencontre de certains d'entre eux, comme Guylain Levasseur (à gauche).
PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR; ZACHARIE GOUDREAULT LE DEVOIR

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L, M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514-845-5545

Visitant des installations de fortune, le candidat à la mairie a pressé la Ville d'acquérir des bâtiments pour les transformer en maisons de chambres Les campements de fortune doivent être «temporaires», a martelé mardi le candidat à la mairie de Montréal Denis Coderre, qui

propose la création de maisons de chambres dans des hôtels de la métropole. Une avenue qu'explore déjà la Ville, confirme l'administration de Valérie Plante.

Le chef d'Ensemble Montréal, qui tentera de déloger Mme Plante aux élections municipales de novembre, a visité mardi avant-midi un campement de fortune qui a pris forme dans les dernières semaines dans un boisé situé dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, près des intersections de la rue Hochelaga et du boulevard de l'Assomption.

Au cours des derniers jours, de nouvelles tentes ont continué de s'ajouter à ce campement, qui dispose notamment d'une cuisine improvisée et d'extincteurs pour intervenir en cas d'incendie. M. Coderre est d'ailleurs allé à la rencontre mardi de certains de ses résidents, parmi lesquels on compte Guylain Levasseur, qui a abouti à cet endroit avec son chien il y a un peu plus d'une semaine.

«On a besoin de [toilettes chimiques] et d'autres choses, mais sinon, ici, c'est merveilleux. On se croirait dans un vrai terrain de camping», a lancé M. Levasseur, qui bénéficie du soutien de la communauté. Plusieurs résidents ont d'ailleurs participé, samedi dernier, à une corvée de nettoyage de ce boisé.

«Je ne suis pas prêt à partir. C'est ma maison, ici», a ajouté M. Levasseur, qui espère pouvoir passer l'été sur ce site, où il loge dans une roulotte.

Des campements «temporaires»«Moi, je ne suis pas d'accord à ce que tu passes l'été ici. Ça prend des solutions permanentes», a répliqué M. Coderre, qui a martelé à plusieurs reprises mardi, pendant sa visite, que les campements se doivent d'être «temporaires». «On parle toujours de faire plus de logements sociaux, mais on fait juste le dire au lieu de le faire», a fait valoir M. Coderre, en référence à la promesse électorale de Projet Montréal d'aménager 12 000 logements sociaux et abordables d'ici la fin de son premier mandat, en novembre prochain.

Le candidat à la mairie de Montréal a ainsi pressé la Ville de procéder rapidement à l'achat de bâtiments ou à la location à long terme d'hôtels afin de transformer ceux-ci en maisons de chambres. Celles-ci serviraient de lieux de «transition»en attendant que la Ville concrétise la construction de nouveaux logements sociaux, propose l'aspirant maire.

«Dans le fond, ce qu'ils veulent, c'est de l'espoir. Ce qu'ils veulent, ce sont des solutions permanentes», a affirmé M. Coderre, en référence aux sans-abri qui se trouvent actuellement dans des campements à différents endroits à Montréal.

Le candidat à la mairie reconnaît toutefois qu'une solution magique n'existe pas et que d'autres avenues devront être explorées par la Ville pour répondre aux besoins spécifiques des itinérants dans les différents secteurs de la métropole où se trouvent des campements.

Déjà en cours, rétorque la Ville Au cabinet de la mairesse Valérie Plante, on rétorque que le processus proposé par M. Coderre est déjà en cours de réalisation par la Ville.

«Dans le programme fédéral [d'Initiative pour la création rapide de logements], des hôtels sont en cours d'acquisition pour les transformer en logements pour personnes en situation d'itinérance», souligne son attachée de presse, Geneviève Jutras.

Cette dernière rappelle par ailleurs que plusieurs arrondissements centraux ont adopté, l'an dernier, des règlements visant à empêcher le changement de vocation des maisons de chambres existantes afin de protéger celles-ci. «L'ex-maire n'a jamais démontré de leadership sur cette question et ses élus devraient protéger les maisons de chambres des "rénovictions"», écrit Mme Jutras, lançant ainsi une flèche aux arrondissements dirigés par Ensemble Montréal.

Chose certaine, le temps presse pour répondre aux besoins des itinérants qui se trouvent dans des campements. «Il faut agir maintenant et ne pas attendre qu'il y ait une campagne électorale», a martelé au Devoir mardi le président-directeur général de la Mission Bon Accueil, Samuel Watts, qui milite pour un meilleur accès au logement pour les itinérants.

Un démantèlement appréhendé Dans ce campement situé à proximité du Stade olympique, un sentiment d'insécurité plane sur ses résidents improvisés. «Le démantèlement a été fait de manière assez rough l'année passée», s'est remémoré mardi Guylain Levasseur. Il faisait ainsi écho au retrait forcé, en décembre dernier, des tentes qui se trouvaient sur un vaste terrain situé à proximité de la rue Notre-Dame.

«Ça ne sert à rien de les chasser et de les écoeurer comme ça [les itinérants dans les campements]», déplore d'ailleurs l'écrivaine Marie Larocque, qui a planté sa tente dans ce campement de fortune il y a quelques jours. À l'instar de M. Levasseur, la dame de 51 ans espère elle aussi pouvoir rester sur place jusqu'à l'automne.

«C'est une belle solution temporaire qui peut marcher», croit-elle.

Chose certaine, tous les habitants de ce campement rencontrés par Le Devoir sont unanimes:il n'est pas question pour eux de se tourner vers un refuge d'urgence. «Tout le monde parle des refuges. Les gens se font voler làbas et c'est pour ça qu'ils sont ici», estime Mme Larocque. Alexandre Barrière rejette lui aussi cette option, car il la trouve contre-productive dans sa quête de réinsertion sociale. «Ça crée une certaine dépendance aux services»qui plonge les itinérants dans un cercle vicieux, fait-il valoir.

Retour à la table des matières

François Legault sous-estime la moyenne des loyers offerts à Montréal
Le Devoir – 2021-04-28

Par : Marco Bélair-Cirino

https://www.ledevoir.com/politique/quebec/599702/francois-legault-sous-estime-la-moyenne-des-loyers-offerts-a-montreal

Le premier ministre François Legault sous-estime la moyenne des loyers offerts sur l'île de Montréal... et se fait taxer d'être « déconnecté » de la classe moyenne.

La porte-parole de Québec solidaire, Manon Massé, lui a reproché mercredi après-midi de ne rien connaître à la pénurie de logements. « Il ne connaît pas ça. Il ne sait pas c'est quoi prendre 50, 60, 70 % de son revenu [pour payer son loyer] », a-t-elle lancé en commission parlementaire.

La chef parlementaire du deuxième groupe d'opposition avait profité de l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif pour questionner le chef du gouvernement sur l'état du marché locatif dans la métropole. « 250 000 étudiants et étudiantes vont revenir en présentiel cet automne. Ils ont hâte, je les comprends. Ce que ça va faire, c'est qu'il y a du monde qui va se chercher un appart. Est-ce que le premier ministre a une idée de c'est quoi le prix médian d'un appartement à louer à Montréal ? » avait-elle demandé. « Ça dépend de la grandeur du logement. Je dirais... Ça peut peut-être commencer à 500, 600 dollars par mois [pour] assez rapidement monter à 1000 dollars par mois. [Les étudiants] parfois vont se mettre trois, quatre ensemble pour louer un logement. Ils s'organisent avec les moyens du bord », avait répondu M. Legault.

Vous savez pourquoi François Legault nie la crise du logement?

Parce qu'il pense qu'un logement à Montréal, en 2021, ça commence à 500 ou 600$ par mois.

Bonne chance pour trouver ça. pic.twitter.com/uQlHppB3A5

-- Manon Massé (@ManonMasse_Qs) April 28, 2021

Or, la moyenne des loyers offerts sur l'île de Montréal s'élevait à environ 1310 $ par mois - tous quartiers et tous types de logements confondus, selon une recension des petites annonces publiées sur Kijiji effectuée par Le Devoir le 8 avril dernier. À peine 54 logements sur les 3008 logements affichaient un prix inférieur ou égal à 600 dollars (1,8 % des annonces).

À (re)lire: notre enquête sur le logement Un boom immobilier généralisé au Québec Les loyers grimpent et s'affolent, à Montréal comme ailleurs

D'autre part, le chef du gouvernement a refusé de reconnaître l'existence d'une « crise du logement » au Québec comme le lui a demandé à plusieurs reprises Manon Massé. « Le mot "crise" est fort. Il manque de logements. On est en train d'en construire 15 000 [supplémentaires]. Notre gouvernement agit », a-t-il souligné. « Le premier ministre ne connaît rien au niveau du logement. Ce qu'il est en train de parler, c'est de logement social -- et le logement social, c'est pour les plus pauvres de notre société », a rétorqué Manon Massé.

M. Legault a tenté de « rassure[r] la chef de Québec solidaire » : « je ne suis pas déconnectée et oui il y a des loyers à 600 à 1000 dollars surtout quand on est deux pour partager un loyer. Mais, ce n'est pas vrai que tous les étudiants paient 1310 $», lui a-t-il dit.

À l'instar de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), QS demande au gouvernement caquiste de renouveler le moratoire sur les reprises de logement et les évictions des locataires, en plus d'assouplir les conditions d'admission au programme Supplément au loyer (PSL), et de « débloquer des sommes suffisantes » pour accroître l'aide aux locataires « dans la recherche de logement, leur hébergement temporaire, l'entreposage de leurs biens, leur relocalisation et la défense de leurs droits ».

Pour l'heure, le gouvernement caquiste mise sur une accélération des mises en chantier de nouvelle construction afin de pallier la pénurie de logements abordables. « On va continuer de construire des logements à prix abordable. Puis, le marché va continuer de construire davantage puisqu'il y a une plus grande demande actuellement que ce qu'on a vu il y a un an ou deux ans », a répété M. Legault dans le Salon rouge de l'hôtel du parlement.

Retour à la table des matières

18 $ l'heure pour s'en sortir
La Tribune – 2021-04-28
Le Droit – 2021-04-28

Par : Mickaël Bergeron

https://www.latribune.ca/chroniques/mickael-bergeron/18--lheure-pour-sen-sortir-c26ca4a461bd30b77b389fc188406d55

https://www.ledroit.com/opinions/18--lheure-pour-sen-sortir-c26ca4a461bd30b77b389fc188406d55

CHRONIQUE / Malgré la pandémie, l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) a mis à jour ses données du Revenu viable, son indicateur qui permet de visualiser le salaire nécessaire pour ne plus être en situation précaire. Pour sortir de la pauvreté, il faudrait gagner au moins 18 $ de l'heure.
Au dépôt du budget fédéral, je mentionnais que la mise en place d'un salaire minimum à 15 $ l'heure pour les entreprises à charte fédérale n'avait rien d'audacieux, que c'était du rattrapage. Cette nouvelle étude de l'IRIS le confirme.

Je sais que c'est un chiffre qui peut en surprendre plusieurs. Surtout les personnes qui sont sur le marché du travail depuis longtemps. Je me souviens qu'un de mes premiers « vrais » emplois avait un gros salaire comparativement à mes amis et amies. Avec 19 $ l'heure, je faisais plus que le double du salaire minimum, qui était alors à 7,30 $ l'heure en 2002. Ça démontre à quel point je voulais travailler dans les médias, puisque je n'ai pas hésité à lâcher ce salaire pour mon premier emploi dans une radio, à 7,50 $ l'heure.

Vingt ans plus tard, le coût de la vie n'est plus le même et 30 $ l'heure correspond maintenant au salaire moyen.

Dans mon recensement des annonces de logements à Sherbrooke il y a quelques jours, je notais que le coût moyen pour un 3 et demi était de 737 $. Pour que ce logement ne soit pas un boulet financier, une personne seule doit gagner environ 19 $ l'heure. Pour qu'une famille sherbrookoise ne croule pas sous le prix moyen d'un 5 et demi, elle a besoin d'un revenu annuel d'environ 55 344 $.

Les prestations d'urgence pendant la pandémie, qu'on surnomme encore la PCU, correspondaient à un salaire d'un peu plus de 14 $ l'heure. Ce montant en dit long sur la faiblesse du salaire minimum qui n'arrive même pas à accoter une prestation d'aide votée dans l'urgence pendant la pire pandémie mondiale de notre génération.

Sortir de la pauvreté

Récemment, le gouvernement fédéral a adopté la Mesure du panier de consommation (MPC) comme étant le seuil de pauvreté. Sous ce seuil, on est considérée en situation de pauvreté. Pour une personne seule à Montréal, ce seuil est de 21 132 $, et pour une famille de deux adultes et deux enfants, à 42 264 $.

Le salaire minimum actuel, que ce soit celui de 2020 à 13,10 $ l'heure ou à 13,50 $ à compter du 1er mai, permet d'être au-dessus de ce seuil, mais est-ce que cela signifie qu'on est sorti de

la pauvreté? Pas selon moi, ni l'IRIS ni le Collectif pour un Québec sans pauvreté. La MPC ne calcule que le revenu nécessaire pour combler les besoins de base afin de ne pas nuire à sa santé.

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale définit la pauvreté comme la « condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégration et sa participation à la société. »

Quelle autonomie une personne a réellement lorsqu'elle ne peut que combler ses besoins de base? Quels choix cette personne a-t-elle vraiment entre les mains?

Si 21 132 $ ne couvrent que les besoins de base, sort-on réellement de la pauvreté avec un revenu annuel de 22 000 $? 24 000 $?

Le Revenu viable de l'IRIS a cela d'intéressant qu'il intègre l'idée du choix. À partir de quel revenu peut-on choisir entre la friperie ou un vêtement neuf? Entre deux quartiers pour un logement? Entre aller au cinéma ou une gâterie à l'épicerie? De pouvoir absorber un imprévu?

Parce que la pauvreté est souvent l'absence de choix. Le linge usagé est la seule option. Pour aller au cinéma, il faut sacrifier une partie de son épicerie. Pour aller au resto avec la famille, il faut se priver pour les deux prochaines semaines. En espérant qu'il n'arrive aucun imprévu.

Je le rappelle aussi chaque fois que j'en parle, mais les personnes sur l'aide sociale ont un revenu qui ne correspond qu'à 49 % de la MPC. On ne leur permet même pas de préserver leur santé. Pire, ces prestataires n'ont reçu aucune aide supplémentaire pendant la pandémie, comme si elle ne les frappait pas non plus! Belle solidarité!

L'IRIS estime qu'environ une personne sur cinq est sous le Revenu viable. Et contrairement à la croyance populaire, les emplois à bas salaires ne concernent pas que les emplois à temps partiel ou les étudiants et étudiantes. Ce sont souvent des emplois à temps plein occupés par des mères monoparentales, des personnes racisées, immigrantes ou autochtones. Et même si c'était du temps partiel pour les jeunes, pourquoi ce salaire ne pourrait-il pas être digne?

L'indice du Revenu viable demeure un revenu modeste. L'IRIS le décrit comme un salaire qui préserve la dignité des citoyens et des citoyennes. Personnellement, je dirais que c'est un revenu qui permet de ne plus se sentir coincé, de ne plus sentir un boulet à ses pieds.

On dit parfois que travailler est la façon de s'émanciper, de s'épanouir et d'améliorer ses conditions de vie. En bas du Revenu viable, c'est selon moi un gros mensonge.

Les chiffres

Selon les chercheurs et chercheuses de l'IRIS, le Revenu viable pour une personne seule est d'environ 24 433 $ pour Saguenay, 24 614 $ pour Trois-Rivières, 25 202 $ pour Sherbrooke, 27 871 $ pour Québec, 28 139 $ pour Gatineau, 28 783 $ pour Montréal et 32 607 $ pour Sept-Îles – l'absence de transport en commun se fait sentir.

Les familles monoparentales avec un enfant en CPE, l'indice estime 36 121 $ à Trois-Rivières, 36 740 $ à Sherbrooke, 39 387 $ à Québec, 39 999 $ à Montréal, 40 204 $ à Gatineau, 43 183 $ à Saguenay et 44 631 $ à Sept-Îles.

Pour un ménage de deux adultes et deux enfants, l'indice commence à 58 154 $ à Trois-Rivières, 58 689 $ à Sherbrooke, 58 695 $ à Saguenay, 61 046 $ à Québec, environ 61 884 $ à Montréal, 61 929 $ à Gatineau et 66 387 $ Sept-Îles.

Retour à la table des matières

375000$ pour des organismes communautaires

Le Plateau Mont-Royal – 2021-04-28 – p. 3

Par : Dominic Gildener

Le Plateau journalmetro.com Le mercredi 28 avril 2021 ACTUALITÉ 3

Le conseiller principal en ressources humaines du centre de Gestion du Recrutement (CGR), l'adjudant Daniel Desroches

Moins de formations, plus de candidatures

Recrutement. Depuis l'arrivée de la pandémie, les Fusiliers Mont-Royal ainsi que les centres de recrutement des Forces canadiennes ont dû s'adapter à de nouvelles réalités. Plus de cours sont données en virtuel. La capacité des formations a diminué de 50 % même si une légère augmentation du nombre de candidats a été constatée.

« Une quantité importante de nos formations ont généralement lieu entre juin et septembre. L'été dernier, la vitesse a été réduite de presque 50 %. »

L'adjudant Daniel Desroches, conseiller principal en ressources humaines du centre de Gestion du Recrutement (CGR)

DOMINIC GILDENER

Les différentes unités de réserve de l'armée sont toutes confrontées aux mêmes défis depuis l'année dernière, explique le conseiller principal en ressources humaines du centre de Gestion du Recrutement (CGR), l'adjudant Daniel Desroches.

« Une quantité importante de nos formations ont généralement lieu entre juin et septembre. L'été dernier, la vitesse a été réduite de presque 50 % pour limiter la propagation », mentionne-t-il.

Le quota de recrutement visé a un peu diminué l'an dernier. Le nombre de nouveaux membres a donc baissé au sein de toutes les unités, entre autres, chez les Fusiliers Mont-Royal. En faisant baisser le nombre de gens enrôlés, les Forces s'assurent de posséder les capacités pour former leurs nouveaux membres.

Cependant, le nombre d'applications reçues au cours des 13 derniers mois a été approximativement 1,5 fois plus élevé qu'à la normale, estime l'adjudant Desroches. Il attribue cette tendance aux pertes d'emplois causés par la COVID-19. Plusieurs citoyens étaient donc à la recherche d'un nouvel emploi ou d'une nouvelle carrière.

En mars 2020, toutes les activités, autant des unités de réserve que des centres de recrutement, ont subi un arrêt complet pendant environ quatre mois.

Par la suite, le processus lié à la gestion des candidatures a énormément changé. Auparavant, tout se faisait par papier, mais c'est maintenant en virtuel que les inscriptions sont faites. Les procédures sont aujourd'hui plus malléables. Il était nécessaire d'apporter des modifications afin d'être en mesure de s'adapter rapidement s'il y a des arrêts, ralentissements ou accélérations en raison de l'évolution de la pandémie, souligne le sous-officier.

Candidatures

Dans le traitement des candidatures, trois étapes se font en présentiel. Les candidats doivent se présenter pour passer un test écrit, une évaluation médicale ainsi qu'une évaluation des conditions physiques pour la Réserve. Ces évaluations avaient toutefois été mises en pause de mars à juillet. L'entrevue obligatoire se fait maintenant par l'entremise de l'application Microsoft Teams.

Au cours des dernières semaines, les tests écrits ne sont plus administrés sur place en réponse aux dernières mesures imposées par le gouvernement, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

« Pour les tests de conditionnement physique, on a une capacité d'évaluer d'environ 20 % comparativement à d'habitude. Ça joue beaucoup sur le rythme de l'entonnoir de recrutement. »

Deux échelles de risques sont quantifiées, partage-t-il. D'un côté, il y a les risques par rapport aux candidats civils. D'autre part, il y a ceux liés aux membres actifs. Les unités ont donc le droit de participer à un plus grand nombre d'activités, mais sous contrôle. Les Forces en connaissent plus sur leurs membres actifs et leurs déplacements. C'est ce qui explique ce raisonnement.

« On ne sait pas ce que les candidats ont fait avant de se présenter. On ne sait pas s'ils ont respecté les normes à la lettre. On gère ça à deux vitesses par rapport à ça, mais ça se passe bien », témoigne-t-il.

COMMUNAUTÉ

375 000 $ pour des organismes communautaires

Une aide financière a été remise à huit organismes communautaires du Plateau-Mont-Royal dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales Alliances pour la solidarité.

L'arrondissement a réparti un montant total de 375 420 $ aux organismes pour la réalisation de projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Parmi les organismes participants figurent le Centre le Beau Voyage Inc., Resto Plateau, Plein Milieu, Partage & Solidarité, le Centre des femmes de Montréal, le Groupe Information Travail Inc., les Cuisines collectives du Grand Plateau et les Ateliers d'éducation populaire du Plateau. DOMINIC GILDENER

Une banque alimentaire. (ARCHIVES MÉTRO MÉDIA)

COMMUNAUTÉ

Un prix pour le Jardin du petit monde à bicyclette

Le Jardin du petit monde à bicyclette s'est vu décerner un prix Novae. Le projet fait ainsi partie des 20 gagnants de cette 8e édition, dévoilés le 21 avril.

Le Jardin du Petit Monde à bicyclette sera de retour au parc La Fontaine dans les prochaines semaines, a annoncé Vélo Québec, l'organisme sans but lucratif qui est derrière l'initiative en collaboration avec l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et La Pépinière.

Il s'agit de l'un des premiers parcs d'éducation cycliste au Québec. Celui-ci offre un espace spécialement conçu pour aider les enfants à acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour circuler en sécurité à vélo dans l'espace urbain.

Novae se définit comme étant le média de l'économie positive et engagée. En remettant des prix annuellement, il cherche à mettre en valeur des projets créatifs en matière d'innovation et d'impact social. DOMINIC GILDENER

UN EMPLOI EN SOL QUÉBÉCOIS
Le point de rencontre entre employeurs et personnes immigrantes
Nous aidons les personnes immigrantes à rencontrer des employeurs.
Inscrivez-vous gratuitement au :
www.emploisolquebecois.ca
Avec la participation financière de : Québec
fccq Fédération des chambres de commerce du Québec

Une aide financière a été remise à huit organismes communautaires du Plateau-Mont-Royal dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales Alliances pour la solidarité.

L'arrondissement a réparti un montant total de 375420$aux organismes pour la réalisation de projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Parmi les organismes participants figurent le Centre le Beau Voyage Inc., Resto Plateau, Plein Milieu, Partage & Solidarité, le Centre des femmes de Montréal, le Groupe Information Travail Inc., les Cuisines collectives du Grand Plateau et les Ateliers d'éducation populaire du Plateau,

Retour à la table des matières

Un organisme familial bien implanté
Côte-des-Neiges – 2021-04-28 – p. 1, 4

Par : David Brosseau

https://journalmetro.com/local/cote-des-neiges-ndg/2635609/baobab-un-organisme-familial-bien-implante/

Entraide. L'organisme Baobab aide les familles depuis maintenant 23 ans. Portrait d'un organisme qui grandit main dans les mains avec les familles du quartier Côte-des-Neiges (CDN).

Avec la pandémie, les services de l'organisme situé en face de la plaza CDN sont utilisés à plein régime par la communauté, notamment pour donner un répit aux parents en ces temps de télétravail. «On aide une centaine d'enfants par année dont une vingtaine par jour pour l'aide aux devoirs et on a aussi une halte-garderie dont la liste d'attente est pleine», explique la directrice générale Julie Ledoux.

Baobab offre habituellement des activités en personnes, mais ils ont évidemment dû s'ajuster «On ne peut pas faire les soupers communautaire […], les cafés-partage ont les faits sur inscription et de manière hybride donc en ligne et en personne pour accueillir le plus de personnes possibles», explique la DG. Plusieurs activités sont désormais offertes en ligne dont la cuisine collective permettant de faire découvrir de nouvelles recettes aux petits comme aux plus grands.

Même si Mme Ledoux est présente dans l'organisme depuis seulement deux ans, elle constate la grande importance et l'influence que Baobab a dans le quartier. «L'organisme a été créé par

quatre femmes dans un appartement de la rue Goyer. Maintenant, on est au 5e étage du centre communautaire et on a un bel espace pour offrir nos services et nos activités», expose-t-elle. En plus d'aider les familles et les jeunes enfants, un programme nommé BaoAdo soutient les jeunes dans leurs devoirs, mais également en leur offrant toutes sortes d'activités. «On est allez cueillir des pommes et c'était amusant», se souvient Haouna Abakir. «C'est un endroit où on peut s'entraider et faire des activités en s'amusant avec nos amis», raconte pour sa part Mohamed Yassine Labidi. Ces deux jeunes adolescents de 14 sont nés respectivement au Tchad et en Tunisie.

Du bouche-à-oreille Désormais populaire dans le quartier, Baobab compte sur douzaine d'employés en plus d'une centaine de bénévoles. Cette organisation a bénéficié de la proximité des gens de la communauté pour se faire connaitre. «Oui on a des dépliants en français et en anglais […], mais on a beaucoup de références et de bouche à oreille. Les familles sont souvent référées par le CLSC les écoles ou des familles qui sont déjà ici», raconte-telle. Le sentiment d'appartenance est également très fort. Une jeune femme du quartier désormais étudiante en travail social viendra faire un deuxième stage dans l'organisme après avoir bénéficié ellemême de l'aide aux devoirs.

Avec la hausse d'un nombre de féminicides cette année, Baobab s'est associé avec l'organisme Femme du monde à Côte-des-Neiges dans le projet Violence conjugale:une solution partagée. «On a créé un partenariat avec elles pour travailler autant avec les pères, les mères, mais aussi les adolescents avec BaoAdo. L'idée c'est de développer des ateliers pour parler de relations saines et équitables», expose Mme Ledoux.

Avec le roulement incessant de l'immigration, Baobab doit sans cesse recommencer son travail auprès de sa population. Enraciné comme jamais dans la communauté, l'organisme est ici pour rester afin de continuer d'aider les familles dans le besoin.

POUR LES FAMILLES L'organisme Baobab offre un répit aux parents en période de pandémie.page 4 ENTRAIDE dbrousseau@metromedia.ca

«On me dit souvent que c'est l'équipe qui est la force de notre organisme.»Julie Ledoux «Avec la Covid, on est plus souvent à la maison et quand on vient chez Baobab, c'est plus divertissant»Haouna Abakir 400 Plus de 400 familles de CDN sont inscrites à l'organisme cette année.

Retour à la table des matières

Des frigos publics pour vaincre l'insécurité alimentaire
Le Journal de Montréal – 2021-04-28
TVA Nouvelles – 20201-04-28

Par : Julien Garon-Carrier

https://www.journaldemontreal.com/2021/04/28/des-frigos-publics-pour-vaincre-linsecurite-alimentaire-1

https://www.tvanouvelles.ca/2021/04/28/des-frigos-publics-pour-vaincre-linsecurite-alimentaire

Les frigos-partage, des réfrigérateurs en accès libre remplis de nourriture à donner, se sont multipliés au cours de la dernière, en raison de la précarité alimentaire due en partie aux pertes d'emploi liées à la COVID-19.

«Avant la pandémie, il y avait environ une soixantaine de frigos à la grandeur du Québec. Aujourd'hui on en compte près d'une centaine», a mentionné en entrevue Emilie Lacroix, chargée de projet en sécurité alimentaire pour l'organisme AmiEs de la Terre de Québec.

Le phénomène des frigos-partage a commencé à Montréal au milieu des années 2010, mais a rapidement essaimé partout au Québec.

«Les frigos communautaires, ça débute toujours par une initiative citoyenne. Les gens qui habitent le quartier viennent le remplir, le réparer. C'est génial pour vrai, ça suscite l'esprit de communauté et ça crée des liens», a expliqué Mme Lacroix.

AmiEs de la Terre, l'organisme où elle travaille, ne met pas en œuvre les projets de frigos-partage, mais sert plutôt de relai d'information, en répertoriant tous les frigos, en fournissant leur emplacement physique sur son site internet et en offrant un guide de démarrage.

Une ressource qui sauve des vies

Michelle Plante, une usagère des frigos-partage, admet que cette ressource en sécurité alimentaire lui a permis de se nourrir alors qu'elle traversait une période difficile de sa vie.

Mme Plante était dans une relation de couple très malsaine et, en décembre dernier, la DPJ lui a retiré la garde de son enfant pour une année. «J'ai perdu le nord, j'ai eu des idées noires et j'ai fait un séjour de deux semaines à l'hôpital. À ma sortie, j'avais plus rien, j'avais plus de paye, pas de chômage, pas d'aide sociale, a-t-elle dit lorsque nous l'avons rencontrée.

«Une chance que les frigos partagés existaient parce que c'est comme ça que je me nourrissais», a-t-elle déclaré, précisant que cette situation avait duré un bon mois. Aujourd'hui, Michelle Plante redonne pour l'aide qu'elle a reçue et s'occupe de l'entretien des frigos.

Rémi Proteau, responsable des frigos-partage au Filon, un organisme qui soutient des initiatives collectives durables à Lévis, croit que «l'avantage des frigos communautaires sur différentes ressources d'aide en alimentation, c'est l'anonymat». En effet, les réfrigérateurs sont à l'extérieur, accessibles 24 heures sur 24, et il n'est pas nécessaire de donner son nom ou de rencontrer quelqu'un pour y avoir recours.

«En ce moment, il y a trois frigos-partage à Lévis, mais on va monter ça à 10 cette année», a-t-il précisé.

Mercredi, en publiant sa plus récente étude annuelle sur le revenu viable, l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) a souligné que «les pertes d'emploi et autres impacts négatifs de la pandémie en cours affectent davantage les ménages qui touchent moins que le revenu viable ou près de celui-ci». L'IRIS dit estimer que «cela concerne environ 1,5 million de personnes, soit près d'une personne sur cinq au Québec».

FRIGOS COMMUNAUTAIRES PAR RÉGION :

- Bas-Saint-Laurent : 14
- Charlevoix : 1
- Chaudière-Appalaches : 3
- Côte-Nord : 3
- Estrie : 12
- Laurentides : 3
- Mauricie : 4
- Montérégie : 8
- Montréal et environs : 11
- Nord-du-Québec : 1
- Outaouais : 11
- Portneuf : 3
- Québec : 7
- Saguenay-Lac-Saint-Jean : 7

Retour à la table des matières

Legault assure qu'il est « très connecté sur la réalité »
La Presse + – 2021-04-30 – p. ACTUALITÉS_9_1

Par : Hugo Pilon-Larose et Isabelle Ducas

https://plus.lapresse.ca/screens/88ca9cd6-3578-4155-b434-757727aad8be__7C___0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Talonné par les partis de l'opposition, le premier ministre a précisé ses propos sur les prix du marché locatif

Un appartement à Montréal à « 500, 600 $ par mois » ? Ces propos de François Legault ont suscité de vives critiques de la part des partis de l'opposition, dont le Parti québécois, qui déposera une Politique sur l'accès à la propriété.

Québec - François Legault assure qu'il est « très connecté sur la réalité » des Québécois qui peinent à trouver un logement abordable. En affirmant mercredi que le loyer d'un appartement à Montréal commence à « 500, 600 $ par mois », il voulait parler de la somme qu'un étudiant en colocation paie mensuellement, plaide le premier ministre.

« Je suis fier de dire que je viens de la classe très moyenne. J'ai encore beaucoup d'amis qui viennent de la classe très moyenne. Je m'assure de rester proche du peuple et je suis très connecté sur la réalité », a affirmé M. Legault, piqué au vif, en point de presse jeudi.

Le premier ministre est la cible de critiques, tant sur les réseaux sociaux que de la part des partis de l'opposition, pour des propos qu'il a prononcés mercredi lors de l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

La co-porte-parole de Québec solidaire, Manon Massé, demandait à M. Legault comment les étudiants, qui reviendront sur les campus à l'automne, paieraient des appartements, alors que les prix du marché locatif explosent.

« Est-ce que le premier ministre a une idée de c'est quoi, le prix médian d'un appartement à louer à Montréal ? Est-ce qu'il a une idée de ça coûte combien, un logement à Montréal ? »

— Manon Massé, co-porte-parole de Québec solidaire, en point de presse jeudi

« Ça dépend de la grandeur du logement. Ça peut peut-être commencer à 500, 600 $ par mois, assez rapidement monter à 1000 $. Et je sais que les étudiants, pour en avoir eu chez moi quand j'étais à Sainte-Anne-de-Bellevue, parfois vont se mettre trois, quatre ensemble pour louer un logement. Ils s'organisent avec les moyens du bord », lui a répondu François Legault.

Legault précise ses propos

Talonné par les partis de l'opposition, François Legault a précisé ses propos, jeudi, alors que le sujet était au cœur de la période de questions au Salon bleu.

« J'ai été étudiant, je connais d'autres étudiants, je connais des jeunes actuellement, et ce que je dis, c'est qu'un étudiant qui cherche un logement doit penser à un minimum de 500, 600 $ par mois pour un logement. […] Si je n'ai pas été clair, je m'en excuse et je suis maintenant clair », a-t-il affirmé en point de presse.

Le premier ministre reconnaît qu'« il manque de logements abordables » au Québec, mais il refuse de parler d'une « crise du logement ».

« Il manque de logements abordables, mais la crise qu'on vit, c'est la pandémie, et la pandémie a un impact sur le prix des maisons et des logements. »

— François Legault, premier ministre du Québec

Le premier ministre refuse de geler les loyers pour l'année 2021, comme le demande entre autres Québec solidaire. Selon lui, « si on gèle les loyers pour un grand temps, il va se construire moins de logements ». « Ce qu'il faut, c'est plutôt que le gouvernement donne de l'aide directe aux personnes qui ne sont pas capables de se trouver un loyer », a dit M. Legault.

La mairesse de Montréal, Valérie Plante, a demandé jeudi au gouvernement de « se mettre en phase avec la crise de l'abordabilité qui sévit dans la métropole et touche de plein fouet les familles de la classe moyenne et les futures générations ».

« Notre administration fait de l'habitation une priorité de la ville de Montréal depuis 2017 avec de nouveaux outils et des sommes inégalées. [Le] gouvernement peut joindre ce leadership en mettant en place rapidement trois solutions : un registre des baux pour éviter les hausses de loyer abusives, 180 millions dès 2021 pour du logement abordable et social, et une réforme du

Code civil pour protéger les droits des locataires et retirer le fardeau de la preuve qui pèse sur leurs épaules », a-t-elle dit.

Pour contrer le phénomène des « rénovictions », la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, annonce dans une lettre ouverte publiée vendredi qu'elle « travaille sur le renversement du fardeau de la preuve pour que ce soit au propriétaire de d'abord justifier ses travaux d'agrandissement ou de subdivision ».

« De cette façon, aucun locataire ne pourra être évincé avant que le Tribunal administratif du logement ne se soit prononcé sur la légalité des travaux. Ce changement législatif, combiné à la capacité des villes à réglementer, voire interdire, l'émission de certains permis de rénovation, devrait régler en bonne partie ce phénomène », espère-t-elle.

En matière de hausses abusives de loyer, Mme Laforest rappelle aussi que Québec « mise sur l'amélioration du bail locatif » plutôt que sur un gel des loyers, afin d'obliger les propriétaires à « inscrire le montant payé par le dernier locataire dans le nouveau bail, même si le logement était précédemment vacant ».

Selon les résultats annuels de l'Enquête sur les logements locatifs de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à Montréal était de 903 $ en 2020 pour le marché locatif primaire. De plus, « le loyer moyen a augmenté de 4,2 % dans le Grand Montréal en 2020, sa plus forte hausse depuis 2003 », indique-t-on dans le Rapport sur le marché locatif : Canada et régions métropolitaines.

Un gouvernement « dans le déni »

Les actions du gouvernement pour favoriser l'accès à des logements abordables sont largement insuffisantes, ont dénoncé les partis de l'opposition, jeudi. Selon le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon, Québec est tout simplement « dans le déni ».

La cheffe du Parti libéral, Dominique Anglade, déplore le fait que « François Legault ne reconnaît pas la gravité de la situation, autant dans l'accès aux loyers en location que dans l'accès à l'achat de propriété ».

« Quand le premier ministre Legault ne veut pas s'attaquer à un problème, ce qu'il fait, il le nie. Alors, qu'est-ce qu'on fait au bureau du premier ministre ? On nie et on nie vigoureusement », a-t-elle dit.

« Actuellement, il faut agir. Ça prend un moratoire sur les évictions parce que ça, ça entretient le cercle vicieux. Les propriétaires spéculateurs, prédateurs achètent, sortent le monde, rénovent un peu et rehaussent les loyers de façon importante. Ça, il faut que ça arrête maintenant », a affirmé la co-porte-parole de Québec solidaire Manon Massé.

— Avec Isabelle Ducas, La Presse

Retour à la table des matières

Une question de classe
La Presse + – 2021-04-30 – p. ACTUALITÉS_1, ACTUALITÉS_11

Par : Paul Journet

https://plus.lapresse.ca/screens/392a0d27-9d19-4959-9f0d-b5e8edee866b__7C___0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Appelons cela le classique de la pinte de lait.

Pour vérifier si un politicien comprend le quotidien des électeurs, on le questionne sur le coût de la vie.

En France, Jean-François Copé avouait n'avoir « aucune idée » du prix d'un pain au chocolat, avant de se raviser pour dire « de 10 à 15 centimes d'euros ».

« Oh là ! », s'étonnait l'animateur.

En septembre 2018, un animateur radio demandait à Philippe Couillard si un budget d'épicerie de 75 $ par semaine suffisait pour nourrir une famille.

Avec un bon gros rôti de porc, tout se peut, répondait-il en substance.

C'est le début de notre fin, se désespéraient ses stratèges en coulisses…

Mercredi, Manon Massé a essayé de reproduire ce coup d'éclat en questionnant François Legault sur le coût moyen d'un loyer.

Il a répondu de « 500 à 600 $ ».

« Déconnecté ! », s'indignaient les solidaires.

Ce n'est pas très honnête. Le premier ministre référait au prix minimal payé par un étudiant qui vit en colocation.

Mme Massé s'indigne aussi que le gouvernement caquiste ne reconnaisse pas la « crise du logement ». Selon elle, Québec banalise le problème. Mais pour le gouvernement, le terme « crise » réfère à un taux d'inoccupation précis – en deçà de 2 % – qui rend admissible à un programme d'aide municipale.

Les spécialistes estiment que le marché désavantage les locataires quand le taux est inférieur à 3 %. À Montréal, il était de 1,5 % en 2019 et de 2,7 % en 2020 (dernier chiffre disponible).

Ce taux est trop général pour être utile. Il faut vérifier la disponibilité par secteurs de chaque taille de logements. Ainsi que leur abordabilité.

Peu importe le mot choisi, un fait demeure : des familles et des personnes seules ne savent pas où elles dormiront le 1er juillet. Elles sont privées de leur dignité.

Pour vous en convaincre, relisez l'enquête de ma collègue Katia Gagnon.

* * *

Avec le logement, personne n'est assis sur la clôture.

Si vous possédez un immeuble à revenus, vous vous plaindrez des effets pervers du contrôle des loyers. Mais si vous êtes incapable de trouver un appart qui coûte moins que la moitié de votre revenu, vous trouverez que le marché n'est pas si équilibré…

Ce clivage se reflète aussi à l'Assemblée nationale.

On entend parfois dire que la notion de classe sociale est dépassée. Et pourtant, elle existe encore.

En entrevue avec La Presse, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, a dit discuter parfois de la surchauffe immobilière avec ses « amis courtiers ». Soyons charitable : elle se fie davantage aux experts de son ministère. N'empêche que cela prouve que les députés ne viennent pas de nulle part.

Dans un cinq à sept de la Coalition avenir Québec ou du Parti libéral, on ne trouvera pas beaucoup de membres des comités logement. Ni chez leurs électeurs, d'ailleurs.

À Québec solidaire, ils abondent. Le logement y est moins vu comme un investissement que comme un besoin essentiel. Un droit pour lequel se battre.

En 2015, leur ancienne co-porte-parole Françoise David avait réussi à faire adopter un projet de loi pour interdire l'éviction des locataires aînés.

Le parti n'a jamais abandonné cette lutte, souvent en prêchant dans le désert.

La semaine dernière, Mme Massé a interpellé le premier ministre à ce sujet au Salon bleu. Il ne s'est même pas levé.

Sa question sur le coût d'un loyer relevait du théâtre un peu grossier. Mais c'était aussi un sincère cri du cœur.

* * *

Je mets de côté la surchauffe immobilière, qui mériterait un texte à part.

Que faire pour le marché locatif ?

Il faut augmenter l'offre.

D'abord en misant sur le logement social. Il en manque cruellement, comme le rappelle Québec solidaire. Construire et exploiter des logements sociaux coûte toutefois très cher. Ce ne peut pas être la seule solution.

Ensuite en incitant les promoteurs à construire autre chose que des apparts de luxe pour retraités et jeunes professionnels, comme dans Griffintown. Une intervention étatique devra toutefois être bien dosée. Si les contraintes sont trop lourdes, les promoteurs se tourneront vers le condo.

Mais ajouter des unités locatives ne suffira pas. Il faut aussi arrêter d'en perdre.

Cette érosion vient de nombreux facteurs.

Il y a les « rénovictions ». Un propriétaire peut évincer un locataire afin de faire des travaux d'agrandissement ou de subdivision. Or, certains s'en servent comme prétexte, sans donner un seul coup de marteau. Les locataires peinent toutefois à le prouver. Bonne nouvelle, j'ai appris que la ministre Andrée Laforest inverserait le fardeau de la preuve.

Le parc locatif est aussi grugé par les conversions, qui transforment par exemple un triplex en maison de luxe. Même si elles sont jolies sur Instagram, les arrondissements doivent les encadrer. Ce qui n'est pas simple, comme le prouve l'ancien règlement trop sévère dans Villeray.

Les conditions de reprise des logements pourraient aussi être resserrées. À l'heure actuelle, un propriétaire peut expulser un locataire pour le remplacer par sa famille immédiate. Mais il arrive que l'appart soit à nouveau mis en location quelques mois plus tard, beaucoup plus cher…

Tout cela, les solidaires en parlent avec raison. Mais d'autres demandes sont malavisées.

Ils veulent geler les loyers, alors que la hausse est déjà plafonnée à 0,8 % en moyenne par le Tribunal d'accès au logement (TAL).

Ils réclament aussi un moratoire sur les expulsions. Or, de nouveaux locataires ont déjà signé leur bail pour le 1er juillet. Et les expulsions concernent parfois un mauvais locataire qui refuse de payer. Car oui, les propriétaires ne sont pas toujours les méchants.

Enfin, il y a le registre des baux.

Dans leur bail, les proprios doivent inscrire le loyer payé par l'ancien occupant. Certains « oublient » d'écrire cette information, ou en mettent une mauvaise. Québec solidaire réclame que ce prix soit affiché publiquement sur l'internet.

Coûteux et inefficace, répondent les caquistes.

Il est vrai que l'Ontario a aboli son registre pour ces raisons. Mais c'était il y a plusieurs années, et les services en ligne se sont développés depuis. Cela mérite d'être réévalué, me semble-t-il.

À la décharge du gouvernement Legault, le TAL ne semble pas raffoler de l'idée et il traitera les plaintes plus vite grâce à la hausse de son budget.

Ça s'améliore. Mais pour de nombreux locataires, cela reste un calvaire.

* * *

On ne peut pas dire que les caquistes sont inactifs. Ils ont agi un peu. Mais pas énormément non plus.

En fait, ils ont surtout commencé à bouger quand la pénurie de logements abordables s'est étendue à la classe moyenne et aux jeunes adultes.

Ce n'est pas qu'ils manquent de cœur. C'est juste que les drames des locataires se situaient un peu trop loin de leurs yeux et de leurs intérêts.

Parce qu'au fond, les questions de classe sociale n'ont pas disparu.

Retour à la table des matières

Les loyers à Montréal : de la « folie », déplorent des intervenants
Radio-Canada – 2021-04-30

Par : Bernard Barbeau

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1789138/loyers-500-600-dollars-appartements-metropole

Que le premier ministre François Legault ait ou non été mal cité, il est vrai qu'il est possible de trouver un logement entre 500 ou 600 $ par mois, même à Montréal. Mais c'est un loyer plancher, constate-t-on en épluchant les petites annonces. Et on ne voit pas le plafond.

Radio-Canada a pu trouver quelques appartements à louer dans Hochelaga-Maisonneuve et dans les secteurs éloignés du centre-ville à un peu moins de 600 $. Mais il s'agissait de logements très petits. Des 1 ½ ou des 2 ½, à moins de 300 pieds carrés, généralement pas chauffés ni éclairés, et souvent en manque d'amour et de rénovations.

Les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et de la Société d'habitation du Québec (SHQ) indiquent qu'en 2020, à Montréal, le prix médian pour un studio ou un petit appartement modeste était d'environ 700 $ par mois.

Pour un 4 ½, le loyer mensuel médian était d'autour de 900 $.

On ne s'en sortait pas beaucoup mieux à Québec, avec un prix médian de plus de 870 $ par mois pour un 4 ½. Mais c'est à Gatineau qu'il était le plus élevé : 935 $.

Les taux d'inoccupation étaient de 2,7 % à Montréal et à Québec et de 1,6 % à Gatineau, alors que le point d'équilibre entre l'offre et la demande est d'environ 3 %. Sous ce seuil, les locateurs ont le gros bout du bâton.

Il y a moyen pour les Québécois de se consoler en regardant vers l'ouest. Le loyer médian était de plus de 1500 $ à Toronto et à Vancouver, avec des taux d'inoccupation respectifs de 3,5 % et de 2,6 %.

Mais ce n'est pas ça qui aidera Marie-Josée Hudon, une Montréalaise à la recherche d'un logement.

Depuis un an, dans le quartier qu'elle a choisi et pour le type de logement qu'elle convoite, le prix a carrément doublé, déplore-t-elle en entrevue. Multiplié par deux!

C'est très décourageant, se désole Mme Hudon.

C'est rendu une folie, en ce moment. On voit des logements qui vont aller dans les 3000 $.

Une citation de :Martin Blanchard, du Comité logement de La Petite-Patrie M. Blanchard recommande fortement à ceux qui le peuvent de ne pas quitter leur logement actuel, car il reste très peu de logements dits abordables. Et quand on dit abordables, on parle de 1200 $.

Les logements dont le loyer est considéré comme raisonnable disparaissent évidemment très vite du marché, ce qui a amené une pratique relativement nouvelle : attendre en file pour visiter un appartement.

Ces files, souvent, sont créées de manière artificielle par les propriétaires qui invitent tout le monde au même moment pour créer une surenchère, ce qui fait qu'il y a des locataires qui veulent absolument le logement qui vont offrir quelques centaines de dollars de plus pour l'avoir, dénonce Martin Blanchard. Et ça, ce n'est pas encadré par la loi. C'est une autre des nombreuses pratiques qui ne sont pas encadrées ou sont très mal encadrées par les instances actuelles.

Des locataires incapables de se trouver un toit

Une double tempêteSi plusieurs défenseurs des droits des locataires parlent d'une crise du logement, le gouvernement Legault et la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQCorporation des propriétaires immobiliers du Québec) assurent qu'on n'en est pas là. Mais le fait est que les loyers atteignent de plus en plus des niveaux prohibitifs.

Stéphane Grenier, professeur et chercheur en travail social à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), souligne en entrevue à Zone économie que deux phénomènes se produisent simultanément : il y a une crise de l'abordabilité qui sévit, dit-il, et elle est aggravée par le très bas taux d'inoccupation.

C'est deux choses différentes. Parce qu'on peut manquer de logements, mais avoir des logements quand même abordables, explique M. Grenier. Là, ce qui se produit à Montréal, c'est qu'on a aussi une augmentation de 4,2 % du coût des logements, ce qui fait que les deux premiers quintuples de la population, en termes de revenu, ont de la difficulté à se loger ou sont mal logés. Ça veut dire qu'ils paient plus de 30 % de leur revenu pour l'habitation.

C'est déplorable que le gouvernement nie la crise du logement à répétition, laisse tomber Maxime Roy-Allard, du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).

Hans Brouillette, directeur des affaires publiques de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec

Photo : Radio-Canada

Il n'y a pas de crise du logement à Montréal, martèle Hans Brouillette, directeur des affaires publiques de la CORPIQCorporation des propriétaires immobiliers du Québec. Il soutient qu'il y a suffisamment de logements abordables dans la métropole et qu'en moyenne, le revenu des locataires a augmenté plus rapidement que les loyers, ces dernières années.

Il y aura toujours des gens dont la capacité financière n'arrive pas à suivre l'inflation du coût d'habitation, fait valoir M. Brouillette.

À la Ville de Montréal, on voit les choses bien différemment.

Nous, on reconnaît clairement qu'on est dans une crise, déclare Robert Beaudry, responsable de l'habitation au comité exécutif.

L'année dernière, on était à peu près à 800 demandes d'aide ou d'information qui ont été enregistrées aux services de référence de l'Office municipal d'habitation. Cette année, on est prêt pour peut-être le double.

Une citation de :Robert Beaudry, responsable de l'habitation au comité exécutif de la Ville de Montréal À lire aussi :Logements : que peut-on s'offrir à Québec pour 500 ou 600 $?La pénurie de logements inquiète en Outaouais et en OntarioDes voix s'élèvent pour dénoncer la crise du logementQuestion d'intérêt : Comment calmer le marché immobilier? 50 000 logements sociaux de plus?Le RCLALQ et d'autres organisations réclament plus de logements sociaux. Des milliers sont d'ailleurs en construction.

Mais les 15 000 logements sociaux, depuis des années, c'est un rattrapage et c'est clairement insuffisant, note M. Roy-Allard.

Oui, le gouvernement de la CAQ met les sommes nécessaires pour venir à bout de construire ces unités-là, mais il en faudrait beaucoup plus. On réclame avec le FRAPRU 50 000 logements sociaux pour tout le Québec.

Ce n'est pas possible et ce n'est pas réaliste, répond toutefois Stéphane Grenier.

Construire 50 000 unités de logement, au Québec, ce serait un budget de 12,5 milliards de dollars. Et en un an, c'est presque impossible, surtout qu'il faut faire les plans et devis, contacter les fournisseurs, en pleine crise des matériaux... C'est utopique.

Une citation de :Stéphane Grenier, professeur en travail social à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue Stéphane Grenier, chercheur à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Photo : Radio-Canada / Mélanie Picard

On peut faire plus, on peut améliorer le programme Accès logis, oui, mais 50 000, c'est irréaliste, ajoute M. Grenier.

Les solutions doivent être multifactorielles, d'après le chercheur.

En plus de construire davantage de logements sociaux et d'aider les locataires dans le besoin à payer leur loyer - comme le permet le Programme supplément au loyer -, il faut raccourcir les délais de traitement des dossiers du Tribunal administratif du logement, estime M. Grenier.

Les locataires se trouvent démunis, souvent, devant ces délais-là, regrette-t-il. Ils n'arrivent pas à faire réparer les choses qui sont brisées dans leur appartement. Ils subissent des hausses de loyer qui sont non justifiées.

Les appartements que certains locateurs réservent à Airbnb sont aussi dans sa mire.

Je pense à un certain Édouard, que j'ai regardé, qui a 54 logements qui seraient disponibles pour moi si j'allais à Montréal la semaine prochaine. Ça fait 54 logements qui seraient abordables, qu'on pourrait louer à des gens. Ce serait une grosse contribution. Il faut s'attaquer à ça.

Avec les informations d'Andrée-Anne St-Arnaud, Sébastien Desrosiers et Catherine Gauthier

Retour à la table des matières

Champs d’action à l’international

Renforcement de la stabilité : La France fait un don de plus de 13 millions d'euros au Burkina Faso
Burkina 24 – 2021-04-16

Par : Basile Sama

https://www.burkina24.com/2021/04/16/renforcement-de-la-stabilite-la-france-fait-un-don-de-plus-de-13-millions-deuros-au-burkina-faso/

Le directeur du centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères a fait le point de sa visite au Burkina Faso ce jeudi 15 avril 2021. Une visite qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'aide d'urgence.

Suite à l'appel au renforcement d'aide d'urgence des pays en crise lancé par le président du Faso lors du sommet de N'djaména, la France a répondu présente. Et pour traduire cette réponse, Éric Chevalier, directeur du centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères a effectué une visite au « Pays des Hommes intègres ». Pour lui, sa présence au Burkina se justifie. « C'est de renforcer l'aide urgente avec des programmes à effet rapide d'une part au profit de l'Etat et d'autre part, pour la population », a-t-il expliqué.

C'est alors dans ce cadre que la France a offert plus de 13 millions d'euros au programme d'action rapide pour soutenir les populations et l'État burkinabè dans sa lutte pour la stabilité dans les différentes régions du pays. Pour ce qui est de la sécurité, un budget bien précis a été alloué à ce secteur. « En matière de sécurité, nous avons identifié l'axe comme devant être soutenu et nous allons mettre 1 million d'euros pour un appui très rapide aux forces de défense et de sécurité et de secours sur cet axe », a indiqué Éric Chevalier.

Cette action de programme rapide va toucher divers secteurs dont la sécurité, la santé, la sécurité alimentaire et l'eau. Sa durée s'étend jusqu'en fin 2021. Sur son objectif, il faut rappeler que le programme rapide vise le renforcement de l'aide d'urgence avec des programmes à effet rapide sur l'axe Ouaga-Kaya et Dori et les zones péri-urbaines.

Selon le directeur du centre de crise et de soutien, la France veut que l'impact soit rapide en fonction des besoins prioritaires. Il a ajouté que les autres zones comme fada N'Gourma, Ouahigouya sont en cours de planification.

Retour à la table des matières

Risque de "catastrophe alimentaire" en Afrique de l'Ouest et centrale (PAM)

Africa Radio – 2021-04-16

https://www.africaradio.com/news/risque-de-catastrophe-alimentaire-en-afrique-de-l-ouest-et-centrale-185265

Plus de 31 millions de personnes risquent d'être dans l'incapacité de se nourrir dans les prochains mois en Afrique de l'Ouest et centrale sous les effets conjugués des conflits, de la pandémie et de l'augmentation considérable du prix des denrées, s'est alarmé vendredi le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le PAM, distingué en 2020 par le prix Nobel de la paix, lance un appel à réunir les fonds nécessaires face au risque que plus de 31 millions de personnes se retrouvent dans une situation d'insécurité alimentaire entre juin et août, pendant la saison dite de soudure, au cours de laquelle les réserves alimentaires n'ont pas été reconstituées après épuisement des récoltes précédentes.Ce chiffre, supérieur de plus de 30% à celui de l'année dernière, est le plus élevé depuis près de dix ans, dit le PAM dans un communiqué. "Une action immédiate est nécessaire afin d'éviter une catastrophe alimentaire", ajoute-t-il.Près de dix millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent déjà de malnutrition aiguë dans la région, dont la moitié rien qu'au Sahel, et le chiffre menace d'augmenter fortement, dit le PAM.Au Sahel, mais aussi au Nigeria, en République centrafricaine ou au Cameroun, l'accès des populations à la nourriture est restreint par les conflits et la violence. A ces maux sont venues s'ajouter la pandémie de Covid-19 et une "hausse incessante des prix (qui) agit comme un multiplicateur de pauvreté", dit le PAM.Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les prix des produits locaux ont augmenté de 40% dans la région et jusqu'à 200% dans certaines zones. "Même lorsque les denrées alimentaires sont disponibles, les familles n'ont tout simplement pas les moyens de s'en procurer", déclare le directeur régional du PAM Chris Nikoi, cité dans le communiqué.Les populations sont confrontées aux restrictions instaurées contre le Covid-19 et à la baisse des revenus causée par la crise et par la diminution des transferts de fonds effectués de l'étranger par les diasporas, contribution importante aux économies africaines, dit le PAM."Pour les six prochains mois, le PAM a besoin de 770 millions de dollars pour ses opérations dans 19 pays de la région", dit-il. "Si ces fonds ne sont pas collectés, les rations seront diminuées pour les personnes dans le besoin, notamment celles qui souffrent de la faim à cause des conflits", prévient-il.

Retour à la table des matières

Une relance économique mondiale à deux vitesses

Le Monde – 2021-04-27 – p. 28

Par : Julien Bouissou

https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/04/24/une-relance-economique-mondiale-a-deux-vitesses_6077892_3234.html

28 | IDÉES

Le Monde
MARDI 27 AVRIL 2021

Une relance économique mondiale à deux vitesses

ANALYSE

Ce sont deux chiffres qui illustrent le basculement en cours dans l'économie mondiale, depuis le début de la crise du Covid-19, il y a un an. Dans ses prévisions d'avril, le Fonds monétaire international (FMI) anticipe une croissance économique exceptionnelle de 6,4 % pour les Etats-Unis en 2021, alors qu'il prévoit une année désastreuse pour l'Afrique subsaharienne. La hausse du produit intérieur brut (PIB) dans cette région ne devrait pas dépasser 3,4 % en 2021, la plus faible au monde. La pandémie creuse dangereusement les inégalités entre pays riches et pauvres, et stoppe l'ascension des émergents.

Cette crise ne ressemble en rien à la précédente. En 2008, les pays riches avaient été ravagés par la crise financière alors que les pays émergents s'en étaient sortis avec quelques-uns de moyens, ils ont pourtant multiplié les mesures de protection sociale. La Banque mondiale en dénombrait 144 dans 215 pays en décembre 2020, contre seulement 103 dans 45 pays quelques mois plus tôt, en mars 2020. Une gageure dans des pays où les pauvres – migrants sans adresse, travailleurs du secteur informel et citoyens sans pièce d'identité – échappent souvent aux filets de protection sociale et sont introuvables dans les bases de données de l'administration.

Les autorités ont dû faire preuve d'ingéniosité. A l'image du gouvernement nigérian, qui a transféré de l'argent à ceux qui rechargent, avec de très petites sommes, leurs comptes mobiles prépayés – un indicateur de pauvreté comme un autre. Cette crise a aussi été l'occasion d'expérimenter des programmes passés à la moulinette de la « méthode par échantillonnage aléatoire » employée par l'Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL). Ce laboratoire, cofondé par les Prix Nobel d'économie Abhijit Banerjee et Esther Duflo, a plaidé, en février, pour une adoption généralisée des programmes de transferts d'argent qui ont fait leurs preuves, selon eux, dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être des pauvres. Selon la Banque mondiale, au moins 1,1 milliard de personnes en ont bénéficié, un chiffre qui a crû d'au moins 240 % pendant la crise.

Injustice

Ces programmes sociaux risquent toutefois de s'arrêter net. Déjà lourdement endettés, avec des recettes fiscales en chute, les Etats n'ont plus les moyens de les financer. Un pays comme le Ghana consacre près de la moitié de son budget au remboursement de sa dette. Plus de quarante pays devront fonctionner, en 2021 et 2022, avec des budgets d'austérité, inférieurs en moyenne de 12 % par rapport à ceux de 2018 et 2019, selon le centre d'étude Initiative for Policy Dialogue, de l'université Columbia à New York. Aux inégalités qui se creusent s'ajoute cette injustice : les pays qui souffrent le plus de la crise n'ont pas les ressources pour en sortir.

Plongés dans l'austérité budgétaire, ils ont besoin de financements extérieurs. Hélas, la solidarité mondiale n'est pas tout à fait au rendez-vous, ni sur le plan vaccinal ni sur le plan économique. Les pays du G20 ont annoncé, en avril 2020, une suspension du service de la dette destiné aux 73 pays les plus pauvres. Un peu d'oxygène. Mais seuls les deux tiers y ont souscrit, car après s'être endettés sur les marchés ces dix dernières années, ils craignaient de faire fuir les investisseurs si leur note souveraine était dégradée. Résultat, le répit offert par le G20 porte sur une somme minuscule : 5,7 milliards de dollars (4,7 milliards d'euros) en 2020, soit 0,8 % du total de la dette. Les pays endettés ne peuvent pas obtenir de rallonges financières de la part de la Chine, devenue plus prudente après avoir déboursé près de 470 milliards de dollars entre 2008 et 2019.

Une restructuration des dettes souveraines est inévitable pour éviter les défauts de paiement. Mais l'exercice risque d'être compliqué. Le Club de Paris, qui rassemble les grands pays créanciers occidentaux, a perdu son rôle central de négociateur, depuis l'émergence de la Chine et des créanciers privés, qui récoltent désormais, à eux seuls, près de la moitié du service de la dette des 73 pays les plus pauvres. A la réunion du G20 de l'automne 2020, un nouveau cadre commun de restructuration de la dette a été mis en place, même si Pékin est réticent à négocier avec les autres créanciers. Seuls trois pays débiteurs y ont, à ce jour, participé. Plus récemment, le G20 s'est engagé à soutenir une augmentation des réserves du FMI pour un montant équivalent à 650 milliards de dollars, ce dont bénéficieraient tous les pays.

En attendant, les investisseurs privés sont quasiment les seuls à donner un peu d'oxygène aux pays pauvres contre des taux d'emprunt élevés. Des pays, dont le Ghana et le Nigeria, s'apprêtent à émettre des obligations. Le problème, c'est que cet endettement est rarement destiné à financer des programmes sociaux. Les pays pauvres n'empruntent pas pour relancer leurs économies ni pour lutter contre la crise, mais pour se maintenir à flot et rembourser leurs prêts. ■

JULIEN BOUISSOU
(SERVICE ÉCONOMIE)

PLONGÉS DANS L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE, LES PAYS QUI SOUFFRENT LE PLUS DE LA CRISE ONT BESOIN DE FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

LA SOLIDARITÉ MONDIALE N'EST PAS TOUT À FAIT AU RENDEZ-VOUS, NI SUR LE PLAN VACCINAL NI SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Intelligence artificielle | PAR SELÇUK

SELÇUK

LE LIVRE

EYAL WEIZMAN, UNE QUÊTE CITOYENNE DE LA VÉRITÉ

Ce livre aux accents de manifeste paraît au moment où les méthodes d'enquête multimédia développées par son auteur, Eyal Weizman, et le collectif Forensic Architecture, qu'il a fondé au sein du Goldsmith College de Londres en 2010, essaiment dans les médias du monde entier. Les reconstitutions de scènes de violence policière ou de crimes d'Etat que produisent régulièrement les sites du *New York Times*, du *Washington Post*, de la BBC, du *Monde*, de *Mediapart*, reposent sur les mêmes procédés de collecte et d'analyse de données en source ouverte que celles que Forensic Architecture promeut depuis plus de dix ans. Et reconduisent la même esthétique de spatialisation en 3D.

Les techniques d'investigation mises au point par ce groupe qui réunit des architectes, des artistes, des scientifiques, des avocats, visent à « *faire parler la matière* » – à accoucher les récits que recèlent un mur éventré, l'impact d'une balle nichée dans une portière, l'arrivée d'une nouvelle espèce de plantes sur un site... C'est un des sens du mot « forensique », qui renvoie entre autres au champ de la médecine légale, et dont Weizman fait un paradigme à part entière. Chercher des preuves dans la matière comme l'a fait l'anthropologue Clyde Snow en 1985, qui a identifié grâce aux techniques de l'ostéobiographie le corps du tortionnaire nazi Joseph Mengele, retrouvé six ans après sa mort par noyade, c'est tourner la page de ce qu'on a appelé l'ère des témoins. Ce moment inauguré en 1961 avec le procès d'Eichmann à Jérusalem, qui a vu la parole des victimes passer au premier plan de tous les champs du débat public, a recouvert un grand mouvement de dépolitisation de l'histoire en train de se faire au profit d'une sensibilité aux « *droits de l'homme* ». Le « *tournant forensique* » que Weizman date du milieu des années 1980 est un tournant politique.

Le travail de Forensic Architecture n'ignore pas la parole des victimes, au contraire. Mais il l'intègre à un dispositif d'investigation plus vaste, qui peut le cas échéant aider à l'accoucher. Il s'appuie largement sur ce fonds de données en accès libre que sont les vidéos filmées au téléphone par tout un chacun et postées sur les réseaux sociaux. Son exploitation requiert un temps et une énergie considérables, mais il constitue une arme redoutable contre les mensonges d'Etat. Selon la personne qui les commande, selon la nature des preuves constituées, les enquêtes du collectif sont présentées dans le cadre de tribunaux internationaux, de commissions pour la vérité, d'enquêtes publiées dans la presse ou dans des institutions artistiques. C'est l'autre sens du mot « forensique », dont l'étymologie renvoie au forum romain : la quête de vérité requiert la participation des citoyens et peut être débattue dans n'importe quel espace public.

LA VÉRITÉ EN RUINES. MANIFESTE POUR UNE ARCHITECTURE FORENSIQUE
d'Eyal Weizman
Zones/La Découverte,
192 pages, 24 euros

Dissymétrie dans l'accès aux images

Le livre s'ouvre sur le rôle des images satellites dans la production de preuves. Le public, la presse, les diverses organisations des Nations unies qui enquêtent sur les violations des droits humains peuvent se procurer ces images moyennant finance, mais seulement dans une définition dégradée qui rend la figure humaine et donc les violations des droits humains indétectables. Les images à haut degré de résolution sont exclusivement réservées aux services de renseignement.

Cette dissymétrie dans l'accès aux images, et plus généralement au savoir, est ce qui pousse Forensic Architecture à chercher ses informations ailleurs. En défrichant d'autres chemins, ses experts parviennent parfois à prendre les institutions de court. Sollicités en 2014 dans le cadre d'une action visant à empêcher la construction d'un tronçon de la clôture de séparation entre Israël et les territoires occupés, les avocats du collectif ont suggéré d'attaquer non pas sur la question des droits humains, toujours brandie, toujours rejetée, mais sur celle du paysage. En insistant sur la qualité « oblique » des terrasses cultivées autour du village de Battir. Ils ont constitué une coalition regroupant des villageois palestiniens, une ONG environnementale, des archéologues et quelques colons juifs, et ont obtenu la première décision de justice interdisant la construction d'un morceau de mur.

L'intérêt de ce livre, le deuxième de son auteur à être traduit en français après *A travers les murs, architecture de la nouvelle guerre urbaine* (La Fabrique, 2008), tient notamment à la manière dont il réinscrit l'action du collectif dans le contexte qui l'a vu naître, un contexte de « post-vérité » caractérisé par des « *attaques permanentes contre les autorités institutionnelles censées établir et étayer les faits : experts gouvernementaux, universités, laboratoires scientifiques, grands médias et pouvoir judiciaire* ». Ce contexte qui « *brouille la perception affin que plus personne ne sache plus distinguer le vrai du faux* », appelle les abus de pouvoir : « *A partir du moment où les gens ne savent plus quoi penser, comment établir les faits ou dans quel cas leur faire confiance, les dirigeants ont les mains complètement libres pour combler ce vide à leur guise.* » En opposant à cette « *anthropologie des ténèbres* » un principe de socialisation, la production et la diffusion de la preuve, Forensic Architecture œuvre au contraire, selon son fondateur, à recréer les fondements d'un monde commun. ■

ISABELLE REGNIER

Ce sont deux chiffres qui illustrent le basculement en cours dans l'économie mondiale, depuis le début de la crise du Covid-19, il y a un an. Dans ses prévisions d'avril, le Fonds monétaire international (FMI) anticipe une croissance économique exceptionnelle de 6,4 % pour les Etats-Unis en 2021, alors qu'il prévoit une année désastreuse pour l'Afrique subsaharienne. La hausse du produit intérieur brut (PIB) dans cette région ne devrait pas dépasser 3,4 % en 2021, la plus faible au monde. La pandémie creuse dangereusement les inégalités entre pays riches et pauvres, et stoppe l'ascension des émergents.

Cette crise ne ressemble en rien à la précédente. En 2008, les pays riches avaient été ravagés par la crise financière alors que les pays émergents s'en étaient sortis avec quelques

égratignures. C'est aujourd'hui l'inverse : les Etats-Unis devraient retrouver, dès la fin de l'année, leur niveau de PIB d'avant la crise, alors que la convalescence devrait durer des années pour les émergents, voire jusqu'à quatre ans pour les pays d'Afrique subsaharienne. La crise pourrait faire plonger dans l'extrême pauvreté 150 millions d'habitants, principalement dans les pays en développement, d'ici à la fin 2021.

A l'origine de cette grande divergence, plusieurs raisons sont évoquées par les économistes : les campagnes de vaccination à plusieurs vitesses, la capacité de certaines économies à mieux s'adapter au confinement grâce au numérique, ou le degré de dépendance envers des secteurs sinistrés par les restrictions sanitaires comme le tourisme. Et surtout, les pays en développement n'ont pas les mêmes ressources ni les mêmes capacités administratives que les pays riches pour se protéger de la crise et relancer leurs économies. Avec peu de moyens, ils ont pourtant multiplié les mesures de protection sociale. La Banque mondiale en dénombrait 1 414 dans 215 pays en décembre 2020, contre seulement 103 dans 45 pays quelques mois plus tôt, en mars 2020. Une gageure dans des pays où les pauvres migrants sans adresse, travailleurs du secteur informel et citoyens sans pièce d'identité échappent souvent aux filets de protection sociale et sont introuvables dans les bases de données de l'administration.

Les autorités ont dû faire preuve d'ingéniosité, à l'image du gouvernement nigérian, qui a transféré de l'argent à ceux qui rechargent, avec de très petites sommes, leurs comptes mobiles prépayés un indicateur de pauvreté comme un autre. Cette crise a aussi été l'occasion d'expérimenter des programmes passés à la moulinette de la « méthode par échantillonnage aléatoire » employée par l'Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL). Ce laboratoire, cofondé par les Prix Nobel d'économie Abhijit Banerjee et Esther Duflo, a plaidé, en février, pour une adoption généralisée des programmes de transferts d'argent qui ont fait leurs preuves, selon eux, dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être des pauvres. Selon la Banque mondiale, au moins 1,1 milliard de personnes en ont bénéficié, un chiffre qui a crû d'au moins 240 % pendant la crise.

Injustice

Ces programmes sociaux risquent toutefois de s'arrêter net. Déjà lourdement endettés, avec des recettes fiscales en chute, les Etats n'ont plus les moyens de les financer. Un pays comme le Ghana consacre près de la moitié de son budget au remboursement de sa dette. Plus de quarante pays devront fonctionner, en 2021 et 2022, avec des budgets d'austérité, inférieurs en moyenne de 12 % par rapport à ceux de 2018 et 2019, selon le centre d'étude Initiative for Policy Dialogue, de l'université Columbia à New York. Aux inégalités qui se creusent s'ajoute cette injustice : les pays qui souffrent le plus de la crise n'ont pas les ressources pour en sortir.

Plongés dans l'austérité budgétaire, ils ont besoin de financements extérieurs. Hélas, la solidarité mondiale n'est pas tout à fait au rendez-vous, ni sur le plan vaccinal ni sur le plan économique. Les pays du G20 ont annoncé, en avril 2020, une suspension du service de la dette destiné aux 73 pays les plus pauvres. Un peu d'oxygène. Mais seuls les deux tiers y ont souscrit, car après s'être endettés sur les marchés ces dix dernières années, ils craignaient de faire fuir les investisseurs si leur note souveraine était dégradée. Résultat, le répit offert par le G20 porte sur une somme minuscule : 5,7 milliards de dollars (4,7 millards d'euros) en 2020, soit 0,8 % du total de la dette. Les pays endettés ne peuvent pas obtenir de rallonges financières de la part de la Chine, devenue plus prudente après avoir déboursé près de 470 milliards de dollars entre 2008 et 2019.

Une restructuration des dettes souveraines est inévitable pour éviter les défauts de paiement. Mais l'exercice risque d'être compliqué. Le Club de Paris, qui rassemble les grands pays créanciers occidentaux, a perdu son rôle central de négociateur, depuis l'émergence de la Chine et des créanciers privés, qui récoltent désormais, à eux seuls, près de la moitié du service de la dette des 73 pays les plus pauvres. A la réunion du G20 de l'automne 2020, un nouveau cadre commun de restructuration de la dette a été mis en place, même si Pékin est réticent à négocier avec les autres créanciers. Seuls trois pays débiteurs y ont, à ce jour, participé. Plus récemment, le G20 s'est engagé à soutenir une augmentation des réserves du FMI pour un montant équivalent à 650 milliards de dollars, ce dont bénéficieraient tous les pays.

En attendant, les investisseurs privés sont quasiment les seuls à donner un peu d'oxygène aux pays pauvres contre des taux d'emprunt élevés. Des pays, dont le Ghana et le Nigeria, s'apprêtent à émettre des obligations. Le problème, c'est que cet endettement est rarement destiné à financer des programmes sociaux. Les pays pauvres n'empruntent pas pour relancer leurs économies ni pour lutter contre la crise, mais pour se maintenir à flot et rembourser leurs prêts.

Retour à la table des matières

Éthiopie Des soldats érythréens pillent l'aide alimentaire au Tigré
La Presse – 2021-04-27

Par : Robbie Corey-Boulet, AFP

https://www.lapresse.ca/international/2021-04-27/ethiopie/des-soldats-erythreens-pillent-l-aide-alimentaire-au-tigre.php#

(Addis Abeba) Des soldats érythréens bloquent et pillent de l'aide alimentaire au Tigré, faisant craindre une famine dans cette région du nord de l'Éthiopie en proie à la guerre, selon des documents du gouvernement éthiopien obtenus par l'AFP.

Début novembre, le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a envoyé l'armée fédérale au Tigré pour arrêter et désarmer les dirigeants du parti à la tête de la région, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) qui a longtemps dominé la politique éthiopienne.

M. Abiy avait promis que les combats s'achèveraient rapidement.

L'Érythrée, un des pays les plus petits d'Afrique, a une des plus grosses armées, dit l'ONG Human Rights Watch.

Mais alors que la guerre se prolonge, le « désastre humanitaire » s'aggrave, a affirmé lundi le secrétaire d'État américain Antony Blinken, relayant l'inquiétude de la communauté internationale, notamment sur l'implication des troupes érythréennes au Tigré.

Ces inquiétudes se sont reflétées ce mois-ci dans plusieurs présentations faites par le Centre de coordination d'urgence du gouvernement intérimaire au Tigré, nommé par M. Abiy, à destination d'organisations humanitaires, et dont l'AFP s'est procuré des copies.
Travailleurs humanitaires ciblés

La plus récente, datée du 23 avril, affirme que des soldats érythréens ont chassé des travailleurs humanitaires distribuant de l'aide alimentaire de plusieurs endroits du Tigré, dont les zones de Samre et de Gijet, au sud de la capitale régionale Mekele.

Elle ajoute que les soldats érythréens ont commencé à se rendre à des points de distribution au Tigré, pillant la nourriture après que les bénéficiaires « ont pris peur et se sont enfuis ».

Un responsable du gouvernement intérimaire, qui a pris part à la présentation du 23 avril, a par ailleurs déclaré à l'AFP, sous couvert d'anonymat, que des travailleurs humanitaires étaient frustrés de ne pouvoir accéder à certaines zones.

« Certains membres d'ONG pleuraient face aux refus systématiques […] Certains criaient, pleuraient, parce qu'ils n'avaient plus d'espoir », a-t-il dit, ajoutant que les responsables gouvernementaux qui coordonnent l'aide d'urgence étaient aussi à bout.

Malgré les témoignages d'habitants, de diplomates et même de certains responsables civils et militaires locaux, l'Éthiopie et l'Érythrée ont pendant des mois nié la présence de troupes érythréennes au Tigré.

Fin mars, le premier ministre éthiopien a finalement admis leur présence et annoncé peu après qu'elles allaient se retirer.

Lundi, lors d'une conversation téléphonique avec Ahmed Abiy, Anthony Blinken a à nouveau réclamé leur départ, estimant qu'elles « contribuent au désastre humanitaire croissant ».

Le ministre érythréen de l'Information Yemane Gebremeskel a nié les accusations de blocages ou de pillages de l'aide. « Il est impossible que l'Érythrée bloque de l'aide humanitaire ou la pille », a-t-il écrit mardi dans un courriel à l'AFP.

Le général éthiopien Yohannes Gebremeskel Tesfamariam, responsable d'un poste de commandement au Tigré, a déclaré mardi à l'AFP qu'au cours des « deux dernières semaines, nous avons eu des problèmes d'accès pour passer des barrages (routiers), notamment ceux contrôlés par les Érythréens », citant en exemple un carrefour important entre les villes d'Adigrat et d'Aksoum.

« Nous avons envoyé nos équipes parler avec les commandants érythréens de ce barrage. Nous attendons toujours la réponse », a poursuivi M. Yohannes.
Faim

Les documents du gouvernement intérimaire au Tigré obtenus par l'AFP font également état de blocages d'aide alimentaire par des forces de la région éthiopienne de l'Amhara qui revendique certains territoires de l'ouest et du sud du Tigré.

Selon la présentation du 23 avril, cinq zones du sud du Tigré font face à « une situation très critique et nécessitent une aide alimentaire immédiate ». Elles sont sous contrôle des forces amhara -également intervenues dans le conflit au côté de l'armée fédérale éthiopienne- qui entravent le transport de l'aide alimentaire, y est-il écrit.

L'une de ces zones, Ofla, a été citée le 16 avril devant le Conseil de sécurité de l'ONU par son secrétaire général adjoint pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, qui a affirmé que 150 personnes étaient en train d'y mourir de faim.

Dans une présentation du gouvernement intérimaire au Tigré datée du 9 avril, on peut lire qu'à Ofla « environ huit personnes sont mortes en raison de la faim. »
Les combats au Tigré ont perturbé les récoltes dans une région qui était déjà en proie à l'insécurité alimentaire.

Le gouvernement de M. Abiy a assuré mi-avril que personne n'était mort de faim pendant la guerre.

Abiy Ahmed a remporté en 2019 le prix Nobel de la paix, principalement pour le rapprochement qu'il a initié avec le président érythréen Issaias Afeworki, mettant fin à un conflit larvé qui perdurait entre ces deux pays depuis la sanglante guerre qui les a opposés de 1998-2000.

Cette guerre s'est déroulée alors que le TPLF, parti représentant la minorité tigréenne, détenait tous les leviers de pouvoir à Addis Abeba, et celui-ci reste l'ennemi juré de M. Issaias.

Retour à la table des matières

Burkina Faso : La lutte contre les violences basées sur le genre au cœur d'un atelier
Burkina 24 – 2021-04-27

https://www.burkina24.com/2021/04/27/burkina-faso-la-lutte-contre-les-violences-basees-sur-le-genre-au-coeur-dun-atelier/

L'Association D'appui et d'Eveil Pugsada (ADEP), a tenu un atelier ce mardi 27 avril 2021, pour faire un rapport sur les normes et institutions sociales favorisant les violences liées au genre dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord au Burkina Faso.

L'Association D'appui et d'Eveil Pugsada (ADEP) est une organisation non gouvernementale burkinabè, engagée dans la promotion et la défense des droits des jeunes filles. Depuis sa création en 1996, l'ADEP a conduit des projets de renforcement de capacités des jeunes filles et aux jeunes femmes dans le but de réussir leur épanouissement.

Pour cela, il a fallu agir à la fois sur les facteurs socioculturels défavorables tels que les préjugés dévalorisants, les croyances mythiques et les différentes pratiques violentes à l'égard des femmes et des filles, et sur le facteur économique et politique. Le travail sur ces facteurs ne peut contribuer efficacement à l'atteinte de l'objectif d'épanouissement que si, entre autres, un environnement favorable débarrassé de l'emprise des normes socio-culturelles défavorables est promu.

C'est dans cette lancée que l'ADEP a organisé ce mardi 27 avril 2021 un atelier de dissémination du rapport sur les normes et institutions sociales dont l'objectif est d'analyser en profondeur l'importance des normes sociales comme facteurs de la persistance du phénomène des violences basées sur le genre dans les régions du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun.

Recueillir les perceptions des populations par rapport à la prévalence des violences faites aux femmes

Cette étude vise à comprendre les perceptions, les attitudes et les comportements qui sous-tendent la persistance des normes sociales néfastes au respect des droits des femmes dans les régions du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun.

En ce qui concerne les résultats de l'analyse, Moussa Dan Koma Ibrahim, Personne Ressource de l'ADEP, a laissé entendre que ces résultats sont satisfaisants. « En termes de résultats, l'étude a permis de recueillir les perceptions des populations par rapport à la prévalence des violences faites aux femmes dans la région de la Boucle du Mouhoun et dans le Centre-Nord», a laissé entendre Moussa Dan Koma Ibrahim.

L'approche méthodologique de l'étude est qualitative. L'enquête de terrain s'est déroulée, pour le Centre-Nord, dans les localités de Kaya et Basnéré dans la province du Sanmatenga, Kongoussi et Touka dans la province du Bam. Dans la Boucle du Mouhoun, ce sont les localités de Nouna et Koussiri, dans la province de la Kossi, Tougan et Djouroum dans celle du Sourou qui ont été ciblées.

Retour à la table des matières

Enfants talibés au Burkina Faso : Un forum régional sur la problématique

Burkina 24 – 2021-04-29

Par : Willy Sagbe

https://www.burkina24.com/2021/04/29/enfants-talibes-au-burkina-faso-un-forum-regional-sur-la-problematique/

Ouagadougou a abrité ce jeudi 29 avril 2021, un forum sous-régional sur l'inclusion des foyers coraniques. Cette rencontre organisée par l'ONG Diakonia est placée sous le thème, "l'inclusion des foyers coraniques au Burkina Faso : état des lieux et perspectives".

Dans le cadre de son projet qui vise l'amélioration de l'inclusion sociale des apprenants des foyers coraniques par l'éducation et le dialogue, l'ONG Diakonia organise un forum sous-régional sur l'inclusion des foyers coraniques. Ce, afin de protéger et préserver les jeunes des conflits dans les zones à risque du Burkina Faso à travers l'éducation et le dialogue au sein des communautés.

D'après Nadine Koné, représentante résidente de Diakonia au Burkina, la problématique de l'inclusion des foyers coraniques et des enfants talibés dans les différentes politiques de développement sera débattue de façon approfondie au cours des échanges.

"Et des échanges auront lieu sur d'autres sujets d'intérêt général touchant la vie des enfants. Tous ces sujets seront abordés, sans fuyants, en tenant compte de l'un des principaux objectifs de notre engagement qui est d'offrir des meilleures conditions d'apprentissage, de vie et des meilleures perspectives d'insertion socio-professionnelle à tous nos enfants et en particulier aux enfants talibés", a-t-elle relevé.

Face à la vulnérabilité accrue des enfants talibés, Nadine Koné appelle à des actions concrètes pour les soulager et leur permettre de retrouver une vie dans la dignité.

"La protection de la vie, la santé, l'éducation de qualité pour tous, la formation des jeunes filles et garçons, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle (…) sont autant de domaines qui requièrent notre attention et nos efforts conjugués", a affirmé Nadine Koné.

Les conditions d'apprentissage

Wolfram Vetter, ambassadeur de l'Union européenne au Burkina Faso, a laissé entendre que la crise sécuritaire qui touche le Burkina Faso amène à porter un autre regard sur la société et sur les besoins de la cohésion sociale, la prévention des conflits, la prévention de la radicalisation et en particulier les possibilités d'offrir des perspectives à tous les jeunes du pays.

Wolfram Vetter, ambassadeur de l'Union européenne au Burkina Faso
"Cela concerne, entre autres, le sujet des foyers coraniques. Ils constituent en effet une offre éducative traditionnelle très répandue en Afrique de l'Ouest et bien concernée dans la culture sahélienne mais qui n'est pas forcément adaptée, telle qu'elle est pratiquée, aux enjeux sociaux actuels. Cela touche un grand nombre de jeunes gens au Burkina Faso et dans d'autres pays voisins. S'intéresser aux conditions d'apprentissage et à la situation générale des jeunes talibés a donc tout son sens", a-t-il reconnu.

Wolfram Vetter a relevé qu'au sein de l'Union européenne, ils font trois constats sur cette problématique. L'apprentissage des jeunes talibés s'effectue souvent dans des conditions matérielles jugées très précaires, les contenus d'enseignement ne s'inscrivent pas dans l'offre éducative et enfin ces enfants sont des fois l'objet d'abus dans certains foyers.

Aussi, il a déploré le fait qu'un certain nombre de talibés ne soient pas déclarés à l'état civil. Ce qui ne leur donne pas accès aux services de base. "Il est par conséquent important de combattre les risques d'exécution et de travail pour rendre effective l'intégration des talibés dans les systèmes formels de l'éducation", a-t-il appelé.

Plus de 2200 établissements scolaires fermés à la date du 12 avril 2021

Le président de la Fédération des associations islamiques du Burkina, El hadj Oumarou Zoungrana, a mentionné que l'enseignement de l'Islam au Burkina Faso s'est fait à travers plusieurs canaux et cadres "parmi lesquels figurent avec fierté les foyers coraniques".

Selon lui, le développement du Burkina Faso ne pourra se faire sans la contribution de tous les acteurs, surtout les couches défavorisées où on retrouve les talibés. "C'est pourquoi, nous saluons l'initiative de ce projet d'amélioration de l'inclusion sociale des apprenants des foyers coraniques par l'éducation et le dialogue", a-t-il renchéri.

Yvette Dembelé, conseillère au ministère en charge de l'éducation, a soutenu que le nouveau plan sectoriel de l'éducation révisé en 2016 vise à assurer un développement harmonieux, équitable et inclusif de la petite enfance.

"Dans cette petite enfance, on retrouve certains apprenants des foyers coraniques qui suivent une forme d'éducation et qu'il nous est impérieux d'accompagner. Car l'éducation est un pilier majeur de développement, elle permet aux enfants d'atteindre leur plein potentiel", a-t-il commenté.

Au Burkina Faso, agence-t-elle, plus de 200 000 enfants sont répartis à travers des foyers coraniques. Elle a également évoqué la question de la sécurité qui empiète sur le secteur de l'éducation. Plus de 2 200 établissements scolaires ont été fermés, un bilan dressé à la date du 12 février 2021, selon ses propos. Notons que les participants à cette rencontre viennent du Niger, du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire.

Retour à la table des matières

Tigré : risque de famine après six mois de guerre
lematin.ch – 2021-04-30

Par : AFP

https://www.lematin.ch/story/tigre-risque-de-famine-apres-six-mois-de-guerre-359146856461

Le président éthiopien promettait une opération militaire rapide. Six mois après, les combats continuent et la famine menace.

Le conflit au Tigré continue de faire des ravages six mois après le lancement d'une opération militaire annoncée comme rapide par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed: les combats persistent, les récits d'exactions se multiplient et le spectre de la famine plane.
Quelles sont les origines du conflit ?

Le 4 novembre, M. Abiy, lauréat du prix Nobel de la paix 2019, a envoyé l'armée fédérale au Tigré pour arrêter et désarmer les dirigeants du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), le parti au pouvoir dans cette région septentrionale. M. Abiy a accusé les combattants du TPLF d'avoir attaqué des bases de l'armée.

Cette opération a été déclenchée après des mois de tensions entre le gouvernement fédéral et les dirigeants du Tigré. Ces derniers se plaignaient d'être mis à l'écart et défiaient régulièrement le pouvoir d'Addis Abeba, y compris avec des élections non autorisées organisées en septembre.
Le TPLF a nié avoir ouvert les hostilités et affirmé qu'Abiy cherchait un prétexte pour envahir la région.

Quelle est l'intensité des combats?

Après quelques semaines de frappes aériennes et de féroces combats, les troupes fédérales ont pris le contrôle de la capitale régionale Mekele. Abiy Ahmed a alors proclamé la victoire, le 28 novembre, mais les combats ne se sont pas arrêtés.

Devant des diplomates en mars, le général éthiopien Yohannes Gebremeskel Tesfamariam, chef d'un poste de commandement au Tigré, a décrit une «guerre sale», sans véritable front, causant des souffrances à des «victimes sans défense».

Début avril, M. Abiy a indiqué que l'armée éthiopienne combattait «sur huit fronts» à travers le pays, dont le Tigré où les combattants pro-TPLF mènent une «guérilla».

Le dernier rapport humanitaire de l'ONU sur le Tigré, publié mardi, fait état «d'hostilités actives signalées dans les parties centrale, orientale et nord-ouest de la région».

«Les combats se poursuivent et il semble même qu'ils s'intensifient dans certaines zones, ce qui me fait croire qu'il ne peut y avoir de solution militaire à ce conflit», a déclaré à l'AFP Janez Lenarcic, le commissaire européen à la gestion des crises.

Qui sont les protagonistes ?

L'armée éthiopienne s'est appuyée sur les forces de la région de l'Amhara, qui borde le Tigré au sud, pour sécuriser les zones ouest et sud. Le gouvernement amhara n'a pas caché sa volonté d'annexer ces territoires, accaparés illégalement selon lui par le TPLF au début des années 1990.
Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a évoqué un «nettoyage ethnique» dans l'ouest du Tigré, où les Amhara chassent les Tigréens. Cette minorité éthnique comporte environ 6 millions de personnes, soit moins de 6% des 110 millions d'Ethiopiens. Les dirigeants fédéraux et amhara ont démenti.

L'Éthiopie a également reçu le renfort de l'armée de l'Erythrée, pays frontalier du Tigré au nord. Ces soldats sont accusés de certaines des pires atrocités du conflit, dont des viols de masse et des massacres de centaines de personnes.

Addis Abeba et Asmara ont nié l'intervention de l'Érythrée jusqu'à fin mars, quand Abiy Ahmed l'a finalement reconnue. Il a affirmé que les Érythréens allaient se retirer, ce qui ne s'est pour l'instant pas produit malgré les appels répétés de puissances étrangères.

Les dirigeants du TPLF sont, quant à eux, en fuite et affirment que leurs forces grossissent, recrutant notamment au sein d'une population mécontente.

Les restrictions d'accès aux médias rendent ces affirmations difficiles à vérifier.

Quelle réaction internationale?
Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé à l'unanimité, la semaine dernière, une première déclaration sur le conflit, se disant «profondément préoccupé» face aux accusations d'exactions et réclamant «une réponse humanitaire renforcée».

Les Etats-Unis ont opéré un spectaculaire changement de position. Alors que le secrétaire d'État de Trump, Mike Pompeo, avait loué la «retenue» de l'Érythrée, son successeur Antony Blinken a appelé à plusieurs reprises au départ des Érythréens.

L'administration Biden a nommé un envoyé spécial dans la Corne de l'Afrique, le diplomate Jeffrey Feltman, pour appuyer la demande de Washington pour un cessez-le-feu.
L'Union européenne a, elle, suspendu en décembre le décaissement de près de 90 millions d'euros en faveur de l'Éthiopie.

Janez Lenarcic a déclaré à l'AFP que ce financement ne reprendrait pas sans l'ouverture d'un accès humanitaire illimité et d'une enquête «indépendante et crédible» sur les violations des droits de l'Homme.

L'Union africaine s'est peu manifestée depuis qu'elle a appelé à la cessation des hostilités en novembre. Abiy avait alors rejeté ses appels à des négociations avec les dirigeants tigréens, affirmant que l'opération militaire relevait du «maintien de l'ordre».

Quelle est la situation humanitaire?

Les combats au Tigré ont perturbé les récoltes dans une région déjà en situation d'insécurité alimentaire.

Le gouvernement intérimaire local, nommé par Abiy, estime qu'environ 4,5 millions de personnes ont désormais besoin d'aide alimentaire. «Une nouvelle détérioration est attendue alors que le conflit se poursuit et perturbe la prochaine saison de plantations», a estimé l'ONU mardi.

Devant le Conseil de sécurité le 16 avril, le secrétaire général adjoint de l'Organisation pour les Affaires humanitaires de l'ONU, Mark Lowcock, a déclaré «qu'il n'y a pas assez d'aide pour atteindre les personnes qui en ont besoin». Il a également affirmé avoir reçu des informations faisant état de 150 personnes «mourant de faim» dans le sud du Tigré. Ce chiffre n'a pu être vérifié.

Des documents gouvernementaux consultés par l'AFP cette semaine indiquent que les troupes érythréennes bloquent et pillent l'aide alimentaire au Tigré, renforçant les craintes de famine. Le Tigré comptait 1,7 million de déplacés fin mars selon l'ONU et certains sont déjà morts de faim.

Retour à la table des matières

ONU : les besoins humanitaires dans la région éthiopienne du Tigré ne sont pas remplis

China.org – 2021-04-30

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2021-04/30/content_77453991.htm

le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a fait savoir jeudi qu'elle ne parvenait pas à répondre aux besoins humanitaires d'urgence de la population dans la région éthiopienne du Tigré, ravagée par les conflits.

"La situation de sécurité complexe et imprévisible en Ethiopie continue d'entraver la liberté de circulation humanitaire pour atteindre les personnes qui en ont besoin", a indiqué l'OCHA, ajoutant : "Des capacités et des fonds supplémentaires sont nécessaires, ainsi qu'un accès sûr et sans entrave, pour intensifier (notre action) afin de répondre aux besoins dans tout le Tigré".

L'insécurité alimentaire reste terrible, et on estime à 4,5 millions le nombre de personnes ayant un besoin d'une aide alimentaire au Tigré. Le bureau humanitaire a estimé que près de 5 millions de personnes vivaient au Tigré depuis le début des combats dans la région en novembre 2020.

Après près de six mois de conflit, la plupart des zones rurales sont privées de moyens de communication et d'électricité, selon l'OCHA. Une telle perturbation entrave principalement l'accès aux services de santé et l'approvisionnement en eau, et perturbe les communications dans les régions du nord-ouest, du centre, et d'une partie de l'est et du sud-est du Tigré, ce qui freine les informations et le suivi sur la distribution de l'aide.

Toutefois, les Nations unies et leurs partenaires humanitaires intensifient leur réponse humanitaire. Les partenaires humanitaires ciblent toutes les personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire dans la région, a indiqué l'OCHA.

Le Programme alimentaire mondial a affirmé avoir distribué près de 9.000 tonnes de nourriture, et avoir ainsi aidé près de 529.000 personnes dans les zones nord-ouest et sud de cette région et près de 34.000 personnes dans la zone est depuis fin mars.

Retour à la table des matières

Les dirigeants africains renouvellent leur engagement à éradiquer la faim et la malnutrition sur le continent

China.org – 2021-04-30

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2021-04/30/content_77453974.htm

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont renouvelé jeudi leur engagement à éradiquer la faim et la malnutrition qui ont entravé les progrès socio-économiques sur le continent.

S'exprimant lors du forum virtuel du Dialogue de haut niveau sur l'alimentation de l'Afrique, co-organisé par la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), en partenariat avec le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) et l'Organisation du système du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), les dirigeants ont déclaré qu'il était possible pour le continent d'éradiquer la faim à condition de transformer les systèmes agricoles en tirant parti de la technologie, du financement, de l'irrigation et de l'amélioration de la gestion post-récolte.

Selon Macky Sall, président du Sénégal, la capacité de l'Afrique à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dépend de l'intensification d'une agriculture climato-intelligente combinée à l'accès des petits agriculteurs aux capitaux, aux marchés et à la technologie.

"L'établissement de systèmes alimentaires résilients sur le continent est impératif étant donné l'aggravation de la crise de la faim et de la malnutrition du fait du changement climatique et de la pandémie de COVID-19", a déclaré M. Sall.

Akinwumi Adesina, président de la BAD, a déclaré que l'objectif du forum de deux jours qui se tient jeudi et vendredi est de galvaniser la bonne volonté politique nécessaire pour revitaliser l'agenda de la sécurité alimentaire dans un continent où environ 246 millions de personnes souffrent de la faim.

"Le continent doit redoubler d'efforts pour nourrir sa population croissante tout en favorisant la durabilité environnementale", a noté M. Adesina, ajoutant qu'"un leadership politique fort et responsable, des réformes politiques, des investissements dans la recherche, la technologie et les innovations sont essentiels pour transformer les systèmes agricoles et augmenter le rendement des cultures".

Enfin, a souligné M. Adesina, l'autonomisation des petits agriculteurs africains qui produisent près de 80% de la nourriture sur le continent devrait être au cœur des programmes d'éradication de la faim.

Selon Sahle-Work Zewde, présidente de l'Ethiopie, le forum du dialogue de haut niveau fournira aux dirigeants, décideurs politiques et universitaires africains une plate-forme pour partager les meilleures pratiques qui peuvent être exploitées pour accélérer la réalisation de l'objectif Faim "zéro".

"Le dialogue est nécessaire pour développer une nouvelle feuille de route pour la réalisation des objectifs de développement durable sur l'éradication de la faim sur le continent. Nous devons exploiter les technologies qui stimulent la production alimentaire", a déclaré Mme Zewde.

Elle a également souligné que la pandémie de COVID-19 a rappelé aux dirigeants africains l'urgence de renforcer la résilience des systèmes alimentaires face aux perturbations des chaînes de valeur clés qui ont gravement porté atteinte à la disponibilité des produits de base.

Gilbert Houngbo, Président du FIDA, a pour sa part exhorté les pays africains à donner la priorité à la mobilisation des ressources nationales, à l'amélioration des pratiques d'utilisation des terres et à l'adoption de cultures résilientes au climat afin de mettre fin à la crise de la faim et de la malnutrition.

"Encourager le secteur privé local pourrait aider à combler un déficit de financement qui a ralenti la transformation agricole en Afrique", a-t-il noté.

Par ailleurs, a ajouté M. Houngbo, les gouvernements doivent encourager les petits exploitants agricoles à souscrire à une assurance-récolte parallèlement à des modèles d'adaptation au climat basés sur la nature afin de soutenir la production de denrées de base comme le maïs, le riz et les légumineuses.

Enfin, selon le président du Ghana Nana Akufo-Addo, la diversification, la mécanisation et une plus grande sensibilisation des agriculteurs pourraient libérer le potentiel de l'agriculture africaine et l'aider à atteindre la sécurité alimentaire et augmenter les revenus ruraux.

Retour à la table des matières

Actualité à surveiller

Rien à signaler

Retour à la table des matières